



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU ET DES MINES

+++++++

**MINISTÈRE DU CADRE DE VIE ET DES TRANSPORTS EN CHARGE DU
DÉVELOPPEMENT DURABLE**

+++++++

PROJET D'AUGMENTATION DE L'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ

+++++++

**PROJET DE CONSTRUCTION DU BARRAGE HYDRO
MULTIFONCTIONS DOGO-BIS ET DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ
ÉNERGIE-AGRO-ÉCOSYSTÈMES DANS LE BASSIN DE L'OUÈME
AU BÉNIN (PHASE PRÉPARATOIRE I)**

**ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET
SOCIAL (EIES) APPROFONDIE**

LES ANNEXES

Janvier 2026

TABLE DES MATIERES

ANNEXE 1 : TDR DE LA MISSION.....	3
ANNEXE 2 : CLAUSES SUR LES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE	31
ANNEXE 3 : CLAUSES ENVIRONNEMENTALE, SOCIALE, SANTE ET SECURITE A INSERER DANS LES DAO	48
ANNEXE 4 : QUELQUES PV ET LISTE DE PRÉSENCE DES CONSULTATIONS PUBLIQUES DANS LES LOCALITES TRAVERSEES PAR LE SOUS-PROJET	68
ANNEXE 5 : LISTES DE PRESENCE DES PERSONNES RESSOURCES RENCONTREES	263
ANNEXE 6 : QUELQUES IMAGES DES PATRIMOINES CULTURELS ET CULTUELS DANS LA ZIIP (NON AFFECTES PAR LE SOUS-PROJET)	269
ANNEXE 7 : QUELQUES TYPES D'HABITATION ET INFRASTRUCTURES CONNEXES DANS LA ZIIP	273
ANNEXE 8 : QUELQUES TYPES DE PLANTATIONS ET CULTURES DANS LA ZIIP	276
ANNEXE 9 : MECANISME DE GESTION DES PLAINTES.....	279
ANNEXE 10 : DÉTAILS SUR LES CONSULTATIONS INSTITUTIONNELLES ET PUBLIQUES	284
ANNEXE 11 : METHODE D'ESTIMATION DES COUTS DE MISE EN ŒUVRE DU PGES	293
ANNEXE 12 : CONTENU DU PGES-CHANTIER	297

ANNEXE 1 : TdR DE LA MISSION

Contexte et justification de la mission

Le secteur de l'Energie électrique au Bénin connaît quelques difficultés, tant au niveau de la production que de la distribution en dépit des efforts déployés. Ces difficultés ont entraîné une réforme profonde, en rapport avec l'importance accordée par le Gouvernement aux projets du secteur de l'énergie dans son Programme d'Actions (PAG) et avec pour objectif principal, une augmentation de l'offre de production, une gestion efficace du secteur et une meilleure articulation entre coût de production et prix de vente de l'énergie électrique. Parmi les énergies disponibles, l'hydroélectricité demeure une source d'énergie privilégiée surtout qu'en plus de la production d'énergie, les aménagements hydroélectriques permettent de contrôler les inondations, l'approvisionnement en eau destinée à l'agriculture (irrigation, élevage et aquaculture) et à l'eau potable.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa Politique Énergétique, le Gouvernement du Bénin a sollicité le 21 mars 2025, un financement de 300 millions USD auprès de la Banque mondiale pour la construction du barrage hydro multifonctions Dogo-Bis. Ce projet vise à accroître la production d'électricité et à soutenir l'agriculture dans les départements du Plateau, des Collines, du Zou et de l'Ouémé.

Plusieurs échanges ont eu lieu entre l'État béninois et la Banque mondiale, notamment après la mission de préparation d'avril 2025, afin d'élaborer un plan d'actions pour la réalisation du projet qui a pour objectif d'accompagner les efforts du Bénin dans l'autonomisation énergétique. Ce projet de barrage multifonctionnel de 128 MW prévu sur le fleuve Ouémé au Bénin se déploiera en deux phases :

Première phase (dite phase préparatoire) consistera à la réalisation des études techniques, environnementales et sociales des travaux d'aménagements des routes d'accès aux sites agricoles et au barrage (environ 151,963 km de linéaire) ; l'électrification rurale de 23 localités cibles situées dans la zone d'influence du projet.

Deuxième phase (phase travaux) consistera à la construction du barrage, l'aménagement hydro agricole, l'exploitation et la gestion du projet.

De par la nature, l'envergure, les sites d'intervention du projet qui constituent des zones humides faisant partie des sites Ramsar et tenant compte des caractéristiques et de l'ampleur des travaux qui pourraient générer des risques et des impacts environnementaux et sociaux potentiels négatifs pouvant avoir des conséquences irréversibles sur la santé humaine et l'environnement, l'ensemble du projet de construction du barrage hydro multifonctions Dogo-bis et développement intégré énergie-agro-écosystèmes dans le bassin de l'Ouémé au Bénin a été classé à **''risque élevé''** selon les critères de classification des risques environnementaux et sociaux de la législation environnementale du Bénin et du Cadre Environnemental et Social (CES) de la Banque mondiale. Huit (8) Normes Environnementales et Sociales (NES) sur les 10 du Cadre Environnemental et Social sont jugées pertinentes pour le projet. Il s'agit :

NES n°1 « Évaluation et gestion des risques et des effets environnementaux et sociaux » ;

NES n°2 « Emploi et conditions de travail » ;

NES n°3 « Utilisation rationnelle des ressources et prévention et gestion de la pollution » ;

NES n°4 « Santé et sécurité des populations » ;

NES n°5 « Acquisition des terres, restrictions à l'utilisation des terres et réinstallation involontaire » ;

NES n°6 « Préservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles biologiques » ;

NES n°8 « Patrimoine culturel » et

NES n°10 « Mobilisation des parties prenantes et information ».

Ces travaux pourraient être sources de potentiels impacts importants sur les plans économiques, sociaux et environnementaux :

Les systèmes de production pourraient être démantelés ;

Les populations pourraient voir leurs moyens de production s'amenuiser ou perdront leurs sources de revenu ;

Les populations pourraient être relocalisées dans des environnements où leurs techniques de production risquent d'être moins performantes et la compétition sur les ressources plus forte ;

Les structures communautaires et les réseaux sociaux pourraient être affaiblis ;

Les groupes de parenté pourraient être dispersés ;

L'identité culturelle, l'autorité traditionnelle et les possibilités d'entraide pourraient être amoindries ou ruinées.

La première phase du projet Dogo-Bis impliquera entre autres la réalisation des études techniques, environnementales et sociales, des travaux d'aménagements des routes d'accès aux sites agricoles et au barrage et d'électrification rurale de 23 localités cibles situées dans la zone d'influence du projet. Ces travaux vont générer des impacts environnementaux et sociaux qu'il est essentiel d'anticiper afin de mobiliser les parties prenantes et de proposer des mesures adaptées pour leur gestion.

Ainsi donc, i) en conformité avec les exigences des Normes Environnementales et Sociales (NES) de la Banque mondiale et des Directives Environnementales, Sanitaires et Sécuritaires (DESS) générales et celles spécifiques pour le transport et la distribution de l'électricité ii) selon les obligations des réglementations nationales en matière d'évaluation environnementale et sociale (en application des dispositions du décret 2022-390 du 13 juillet 2022 portant organisation des procédures de l'évaluation environnementale et sociale en République du Bénin) et suite à la visite des sites effectuée du 09 au 11 septembre 2025 qui a permis de mieux apprécier les enjeux environnementaux et sociaux des différents sous-projets, il sera élaboré un Plan de Mobilisation des Parties Prenantes, une Etude d'Impact Environnemental et Social approfondie et un Plan d'Action de Réinstallation des populations dans le cadre du sous-projet d'aménagement de pistes rurales y compris des pistes forestières conduisant au site du barrage et d'électrification rurale des sites agricoles.

Objectif du TdR

L'objectif global de la présente mission est de s'attacher les services d'un Cabinet qualifié pour élaborer un Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP), une Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) et un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) des travaux d'aménagement des pistes d'accès aux sites agricoles, aux forêts classées et au barrage ; et d'électrification rurale de 23 localités cibles situées dans la zone d'influence du projet.

Consistance des travaux à réaliser et zones d'intervention

Dans le cadre de la première phase du projet de construction du barrage multifonctions Dogo-Bis, il est prévu les travaux de réhabilitation et d'aménagement de pistes rurales et la densification des réseaux de distribution Haute Tension A (HTA) et Basse Tension (BT). La zone d'intervention pour cette première phase couvre les communes de Dassa-Zoumè, Savè, Kétou, Ouinhi, Zagnanando et Covè.

Les études préliminaires ont permis d'identifier :

Pour l'aménagement de pistes rurales

Aménagement de 07 pistes rurales portant sur 151,96 km avec une emprise de 10,4 m de largeur.

Pour l'électrification rurale,

construction de 98,16 km de ligne Haute Tension A (HTA) ;

construction de 56,93 km de ligne Basse Tension (BT) ;

construction de 28,736 km de ligne mixte (HTA+BT) ;

Installation de 32 transformateurs H61 (50, 100 et 160 kVA) ;

Installation de 379 lampes d'Éclairage Public (EP) efficace constituées des Lampes Diodes Électroluminescentes (LED).

Les détails de la consistance des travaux à réaliser sont présentés dans les tableaux 1, 2 et 3 suivants.

Tableau 1 : Consistance des travaux d'aménagement des pistes rurales

N°	Axe	Linéaire (km)	Destination	Localisation
RIVE GAUCHE DU FLEUVE OUEME				
1	IDÉNA/RNIE4 - ADAKPLAMÉ - KINNINDJI (Traversant la forêt classée de Dogo)	51,000	Barrage	Rive droite du barrage (KÉTOU)
2	GANGNIGON/RNIE4- AYÉKOU - GBÉGON – MARCHÉ KPÉDÉKPO/RNIE	19,350	Site agricole	GBÉGON (KÉTOU)
3	KAFFA – OUOKON ZOUNGOMÈ – HOUAIDJA & BRETELLE OUOKON ZOUNGOMÈ - OUOKON AHLAN - AHOGO	12,750	Sites agricoles	HOUAIDJA ET AHOGO (OUINHI)
RIVE DROITE DU FLEUVE OUEME				
4	ADJANOUDOHO/RN - GOUNSOÉ - MANONFI –AGBOGBOMÈ	34,533	Barrage	Rive gauche du barrage (DASSA-ZOUME)
5	KPOTO – ALANKPÉ	3,500	Site agricole	LOKO ALANKPÉ (DASSA-ZOUME)
6	MARCHÉ COVÈ/RNIE 4 - LAÏNTA COBÉ - GBAGLODJI -SAGBOVI	(17,500	Site agricole	GBAGLODJI (DASSA- ZOUME)
7	ZANGNANADO CENTRE/RNIE 4 - DOGA - AKPAKPODJI- DOVI - DIZIGO - ZOUNOU – GBLAGLODJI	13,480km	Site agricole	GBLAGLODJI (DASSA- ZOUME)

Les grandes étapes de réalisation des pistes, sans être exhaustif, sont :

l'identification d'une base de chantier ;

la délimitation de l'emprise et sa matérialisation ;

le défrichement et le nettoyage de l'emprise ;

l'apport de matériaux et le terrassement complémentaire ;

la construction des ouvrages nécessaires pour une bonne praticabilité.

Tableau 2 : Consistance de travaux de densification des réseaux de distribution de la SBEE à la rive gauche

N °	Sites	Localités	Commune	Ligne HTA (Km)	Ligne mixte HTA/BT (Km)	Ligne BT (Km)	Transfo H61 en kVA (U)	Nombre Poteaux (U)	Luminaire EP (U)
RIVE GAUCHE OU COTE EST DU FLEUVE OUEME									
1	Site agricole HOUAIDJA	HOUAIDJA	OUINHI	2,9	0,8	2,2	1*160	111	24
2	Site agricole AHOGO	AHOGO	OUINHI	2	2,7	3,4	1*160 1*100	167	54

N °	Sites	Localités	Commune	Ligne HTA (Km)	Ligne mixte HTA/BT (Km)	Ligne BT (Km)	Transfo H61 en kVA (U)	Nombre Poteaux (U)	Luminaire EP (U)
3	Site agricole GBEGON	AGONGBODJI-KPEDEKPO	ZAGNANAND O	0,65	1,2	4,7	1*160	136	25
4		GBEGON	KETOU	2,2	1,5	7,1	1*160 1*50	232	72
5		AYEKOU	KETOU	0	0,25	3,35	1*100 1*50	84	35
6		AGUIDI	KETOU	0,18	0,45	5,5	1*160	139	50
7		VLOKO	KETOU	0	1,15	0,55	1*50	39	20
8	Site de Barrage coté Kétou	ADAME	KETOU	15,9	2,15	2,8	1*100 2*50	284	35
9		AGONLIN KPAHOU	KETOU	5,7	0,21	0,7	1*50	80	7
10		ATCHEHAHOU E	KETOU	0,65	1,35	2,8	1*100	107	15
11		SITE DE BARRAGE	KETOU	11,55	2,45	1,7	1*160 1*50	223	42
TOTAL				42	14	35	17	1 602	379

Tableau 3: Consistance de travaux de densification des réseaux de distribution de la SBEE à la rive droite

N°	Localités	Commune	Long HTA (m)	Long Aéro souterrain (m)	Long Mixte (m)	Long BT (m)	Poste en kVA (u)
RIVE DROITE OU COTE OUEST DU FLEUVE OUEME							
1	AHLAN	ZAGNANAD O	2 125	735	700	3 205	1*160
2	KPOTO	ZAGNANAD O	3 665	202	1 541	1 410	1*160
3	LOKO ALANKPE	ZAGNANAD O	966	92	1 130	480	2*160
4	DOVI ZOUNON	COVE	2 470		2 295	2 400	2*100
5	LANTA COGBE	COVE	2 865		2 220	8 560	2*160
6	GANKOU	OUIHNI			1 390	150	1*160
7	ADJANOUDHO	DASSA-ZOUME	9 550		1 570	2 365	1*160
8	AGBOGBOMEY	DASSA-ZOUME	3 260		400	525	1*100
9	GOUNSOUE	DASSA-ZOUME	7 420		135	0	1*160
10	LOWOUNFE	DASSA-ZOUME	7 105		1 465	50	1*100
11	MANONFI	DASSA-ZOUME	7 105		1 465	2 235	1*160
12	SITE DE BARAGE COTE PAOIGNAN	DASSA-ZOUME	8 600		425	550	1*160
TOTAL			55 131	1 029	14 736	21 930	15

Objectifs de l'EIES, du PAR et du PMPP

4.1. Objectifs de l'EIES

Objectif général de l'EIES

L'objectif de la mission est d'identifier et d'évaluer les risques et impacts environnementaux et sociaux potentiels des travaux d'aménagement des pistes d'accès et d'électrification rurale des sites agricoles et d'accès au barrage dans les localités concernées dans les départements du Plateau, des Collines, du Zou et de l'Ouémé, sur les composantes biophysiques et humaines susceptibles d'être affectées et de proposer les mesures d'évitement, d'atténuation, de compensation des impacts négatifs, ou de bonification des impacts positifs y relatifs.

Objectifs spécifiques de l'EIES

De façon spécifique, il s'agira de :

décrire la méthodologie d'évaluation des risques et impacts environnementaux et sociaux ;

faire la description du sous-projet à travers ses activités et par phase avec un accent sur les produits et équipements à utiliser de manière à faciliter l'identification des risques et impacts environnementaux et sociaux potentiels significatifs ;

faire l'état des lieux des sites d'accueil du sous-projet sur les plans environnemental et social ;

déterminer les principaux enjeux environnementaux et socio-économiques liés aux travaux d'électrification et à la réhabilitation des différents tronçons par commune avec un accent particulier sur les zones d'accueil ciblées notamment le long des pistes et les localités traversées ;

identifier et décrire les écosystèmes traversés y compris les aires protégées (différents types de forêts et autres) par les pistes et les services écosystémiques qui y sont liés ;

analyser les cadres politique, juridique et institutionnel de mise en œuvre du sous-projet ;

analyser des variantes du sous-projet de réhabilitation et d'aménagement des pistes d'accès au barrage et d'électrification rurale des localités situées dans la zone d'influence du projet ;

réaliser des consultations des parties prenantes au sous-projet (bénéficiaires, personnes pouvant être affectées par le sous-projet : Personnes Affectées par le Projet (PAP), autorités administratives et coutumières, opérateurs économiques, populations, etc.) et produire les procès-verbaux y compris les listes des participants de ces consultations (sans les informations/données personnelles) à annexer au rapport de l'EIES ;

identifier et évaluer les risques et impacts environnementaux et sociaux potentiels positifs et négatifs, directs et indirects, cumulatifs et les impacts résiduels liés au sous-projet (pour les femmes et les hommes) notamment ceux relatifs aux opérations de construction et d'exploitation des tronçons de pistes et des lignes électriques à construire y compris l'analyse des services écosystémiques affectés;

analyser et évaluer les risques liés aux changements climatiques ;

analyser les risques d'accidents technologiques ;

édicter des mesures pertinentes de mitigation des risques et impacts environnementaux et sociaux négatifs potentiels (mesures préventives, compensatoires et correctives) et de bonification des impacts environnementaux et sociaux positifs potentiels ;

concevoir au besoin un programme de renforcement de capacités dans le cadre de la mise en œuvre du sous-projet, conforme aux conclusions de l'évaluation des capacités institutionnelles de mise en œuvre des mesures de gestion des risques et impacts environnementaux et sociaux ;

élaborer un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) assorti des coûts de mise en œuvre en vue d'assurer le contrôle et le suivi de l'exécution de ces mesures, accompagnés d'un programme

de surveillance et de suivi environnemental et social, ainsi que des plans de gestion spécifiques en fonction de la nature des risques et impacts identifiés ;

proposer des mesures spécifiques de gestion des risques sociaux tels que l'emploi et les conditions de travail (travail des enfants), l'exploitation et abus/harcèlement sexuels et de violences contre les enfants, des actions d'engagement citoyen, la gestion des plaintes et du respect du code de bonne conduite à inclure dans le rapport d'EIES en général et dans le PGES en particulier ;

élaborer un système de suivi évaluation de la mise en œuvre du PGES avec des indicateurs de suivi environnemental et social clairs, objectivement vérifiables, faciles à suivre et une responsabilisation du suivi ainsi que les coûts de mise en œuvre ;

proposer les clauses environnementales et sociales à insérer dans les Dossiers d'Appel d'Offre (DAO).

4.2 Objectifs du PAR

4.2.1 Objectif général du PAR

L'objectif du PAR est d'identifier l'ensemble des Personnes affectées par le sous-Projet (PAP), de minimiser, dans la mesure du possible, la réinstallation involontaire, l'expropriation de terres ainsi que la perte temporaire d'activités et de revenus du fait du sous-projet; de déterminer les indemnités en fonction des impacts subis, afin de s'assurer qu'aucune personne affectée par le sous-projet ne soit pénalisée de façon disproportionnée et d'accorder une attention spéciale aux besoins des personnes les plus vulnérables (dont les femmes) parmi les populations déplacées.

4.2.2 Objectifs spécifiques du PAR

Plus spécifiquement, les présents termes de référence ont pour objectifs :

Définir les principes et objectifs présidant la préparation du Plan de Réinstallation ;

Procéder à la vérification préalable de la situation foncière des sites agricoles et de l'emprise des pistes ainsi que le niveau de lotissement de chacune des localités à électrifier ;

Procéder à l'inventaire détaillé et géolocalisé des biens affectés ;

Procéder à la catégorisation des personnes éligibles ;

Définir la date butoir d'éligibilité ;

Proposer des mesures de minimisation des déplacements ;

Identifier les groupes vulnérables et définir l'assistance et les dispositions à prévoir dans le PAR pour cette catégorie de personnes ;

Proposer de l'assistance à la restauration des revenus et de moyens de subsistance ;

Déterminer les montants des indemnités conformément au principe du coût de remplacement, y compris tous les coûts de transaction et l'absence de dépréciation des actifs ;

Réaliser les consultations publiques avec les PAP et les autorités locales ;

Assurer l'information des personnes affectées ;

Préparer le Plan d'Action de Réinstallation (PAR) avec une base de données géolocalisées associée (à l'aide d'un programme Système d'Information Géographique (SIG) approprié) ;

Soutenir la révision du PAR pour s'assurer qu'il a été approuvé par les deux régulateurs nationaux et qu'il reçoit l'absence d'objection de la part de la Banque mondiale.

4.3 Objectifs du PMPP

4.3.1 Objectif général du PMPP

L'objectif général est d'élaborer le Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) pour la phase 1 du projet Dogo-Bis.

4.3.2 Objectifs spécifiques du PMPP

De façon spécifique, il s'agira de :

Présenter le cadre juridique international notamment les exigences de la Banque mondiale détaillées dans la Norme Environnementale et Sociale (NES) 10 du cadre environnemental et social ;

Présenter le cadre juridique national en matière de mobilisation des parties prenantes et ressortir les écarts avec la NES 10 de la Banque mondiale ;

Faire l'identification de toutes les parties prenantes du projet : définition et catégorisation ;

Proposer un programme d'engagement des parties prenantes ;

Décrire les stratégies à développer et à mettre en place pour assurer l'inclusion sociale par la prise en compte des besoins spécifiques des personnes vulnérables incluant les femmes, les handicapés, les pauvres dont les revenus sont largement en deçà de ceux existant dans la zone, ainsi que les enfants en âge de travailler ;

Décrire le mécanisme de gestion des plaintes liées au projet ; doter le projet de dispositifs et moyens permettant de prendre connaissance et traiter/ gérer les préoccupations et plaintes des parties prenantes impactées par le projet. En plus du mécanisme général, il faudra développer un mécanisme sensible au Violences Basés sur le Genre / Exploitation Abus Sexuel / Harcèlement Sexuel (VBG/EAS/HS) ;

Proposer une stratégie de diffusion des informations ;

Etablir une approche systématique de mobilisation, communication et d'inclusion des parties prenantes tout au long du cycle de vie du projet et qui permettra de bien identifier ces dernières puis de nouer et maintenir avec elles une relation constructive ;

Evaluer le niveau d'intérêt et d'adhésion des parties prenantes et permettre que leurs opinions soient prises en compte dans la conception des activités et sous-projets du projet et dans l'évaluation de sa performance environnementale et sociale ;

Encourager la mobilisation effective de toutes les parties touchées par le projet pendant toute sa durée de vie sur les questions qui pourraient éventuellement avoir une incidence sur elles et fournir les moyens d'y parvenir ;

S'assurer que les parties prenantes reçoivent en temps voulu et de manière compréhensible, accessible et appropriée l'information relative aux risques et effets environnementaux et sociaux du projet.

Principales tâches du consultant

5.1 Tâches du consultant pour l'EIES

Les principales tâches du Consultant se résument comme suit :

Description du contexte législatif et institutionnel :

Le Consultant décrira le contexte législatif qui s'applique au sous-projet, tant sur les aspects environnementaux que sociaux, incluant le genre :

textes législatifs au niveau national en termes environnementaux et sociaux, y compris les textes concernant les droits des femmes ;
textes internationaux ratifiés ;
politiques et normes en vigueur.

Pour chaque texte cité, le Consultant devra préciser ce qu'il implique concrètement pour le sous-projet. Il réalisera une analyse des écarts entre la réglementation applicable et les standards de la Banque mondiale, et proposera des actions visant à combler ces écarts.

La description du contexte institutionnel devra identifier les institutions en charge des questions environnementales et foncières, incluant les politiques/stratégies de protection sociale et les normes pertinentes en matière d'Environnement-Santé-Sécurité (ESS) dans le sous-projet. Cette description prendra en compte les rôles et responsabilités de l'Unité de Gestion du Projet (UGP), des autorités (Ministère de tutelle, Mairies, etc.) et structures impliquées dans la mise en œuvre des activités du projet/sous-projet.

Analyse des alternatives au projet :

Le Consultant s'appuiera sur les études techniques pour fournir une analyse multicritère des différentes alternatives identifiées. Les alternatives optimales du sous-projet permettront d'éviter les principaux impacts environnementaux et sociaux. Pour cela, le Consultant se rapprochera des équipes en charge de la conception technique du sous-projet. Dans ce chapitre, il décrira les alternatives et variantes du sous-projet étudié, et précisera les raisons notamment environnementales et sociales qui ont présidé à la conception du sous-projet

: choix des sites et des itinéraires, du type de sous-projet, de conception, etc. Il comparera ces alternatives du point de vue de leur impact environnemental et social, de leurs coûts d'investissement et d'exploitation, de leur compatibilité avec les conditions locales et par rapport aux besoins institutionnels, de formation et de suivi. Cette analyse devra inclure l'analyse de l'alternative « sans projet ».

Description du sous-projet :

Le Consultant décrira dans ce chapitre, de manière concise le sous-projet. Cette description visera à décrire les facteurs d'impact du sous-projet, en phase préparatoire, de construction, d'exploitation. Ce chapitre devra inclure une cartographie (implantation des ouvrages, localisation des activités...), des illustrations graphiques (schémas, photographies...) et des informations quantitatives (surface de terrain, volumes de matériaux, etc.) permettant de comprendre le sous-projet et d'en analyser les effets. Il inclura également un calendrier des différentes phases du sous-projet.

Mobilisation des parties prenantes

Dans ce chapitre, le Consultant présentera :

la méthode de mobilisation des parties prenantes ;

les objectifs des consultations des parties prenantes ;

l'identification et l'analyse de l'ensemble des parties prenantes ;

la méthodologie des consultations ;

le planning : État des consultations réalisées et planning des consultations prévues tout au long du sous-projet ;

la diffusion de l'information concernant le sous-projet auprès des parties prenantes ;

les résultats de la consultation ;

le mécanisme de recueil et de gestion des plaintes.

Afin de s'assurer que les attentes des hommes, des femmes et des groupes vulnérables sont prises en compte, la méthodologie de consultation des personnes affectées par le sous-projet devra :

identifier les contraintes limitant la participation des différentes catégories de personnes affectées par le sous-projet, en distinguant les contraintes des hommes et des femmes ;

définir les modes de consultation adaptés à ces différentes contraintes ;

assurer et documenter la participation des femmes aux processus de consultation du public et aux processus de décision ;

documenter les attentes des différentes catégories de personnes affectées par le sous-projet, en distinguant celles des hommes et celles des femmes.

A ce titre, la consultation du public devra se dérouler durant toute la phase de réalisation de l'EIES. Elle doit permettre d'évaluer l'acceptabilité environnementale et sociale du sous-projet par les principaux acteurs, particulièrement les populations riveraines, et préparer la mise en œuvre d'un plan de communication pour éviter d'éventuels conflits environnementaux et sociaux et faciliter l'acceptation du sous-projet par les populations. En conséquence, un accent particulier devra être mis sur le volet information et sensibilisation.

Description de l'état initial :

La description portera sur la « zone d'étude ». Des informations focalisées sur les sites prévus pour accueillir les travaux seront fournies. Le travail du Consultant consistera à assembler, évaluer et présenter (cartographie et texte) les données de base sur les éléments pertinents qui caractérisent l'environnement et les caractéristiques sociales de la zone d'étude afin de :

connaître les sensibilités et potentialités des territoires, milieux et populations concernés ;

déterminer les risques naturels ou résultants d'activités humaines ;

analyser la situation par rapport à des normes et conventions ou à des objectifs de qualité.

Les éléments de l'environnement et les caractéristiques sociales de la zone d'étude à décrire par le Consultant sont listés ci-dessous. Cette liste pourra être adaptée pour tenir compte du contexte spécifique du sous-projet.

La méthodologie attendue sera basée sur une analyse bibliographique et sur les observations de terrain par les experts. Toutes les informations seront cartographiées sous le SIG.

Milieu physique : topographie et géomorphologie, géologie, pédologie, climat et météorologie (changements climatiques) et eaux superficielles, périmètres de risques naturels et servitudes.

Milieu biologique : aires protégées (zones Ramsar, sites Unesco, forêts classées, forêts sacrées, aires de migration d'avifaune etc.), analyse écologique du site, espèces floristiques et faunistiques, ressources naturelles d'importance culturelle, sociale ou économique, services rendus par les écosystèmes.

Milieu humain : Les données collectées seront sexo-différenciées pour identifier la place et le rôle des hommes et des femmes.

Environnement socio-économique : caractéristiques démographiques, conditions de vie des populations (y compris santé et sécurité), fonctionnement des ménages (répartition des charges et des tâches, partage des responsabilités), réseaux de solidarité, de parenté et de sociabilité, religions et croyances ;

organisations et institutions communautaires : organisations sociales, organisations villageoises et traditionnelles, processus de prise de décision (formels et informels) et institutions politiques ;

activités économiques : identification des principales activités de la zone d'étude, agriculture / élevage, industrie, services, commerces locaux, commerce informel, circuits d'approvisionnement et de commercialisation, systèmes de production villageois, artisanat, chasse, pêche, utilisation des ressources naturelles ;

infrastructures et services de base (services publics ou communautaires) : eau potable, électricité, éducation, santé, collecte des déchets, eaux usées et pluviales, transports et déplacements, etc. ;

système d'accès au foncier : tenure foncière et modalités concrètes d'accès à la terre, y compris coutumières ;

patrimoine : historique, culturel, rôle des hommes et des femmes dans la gestion du patrimoine (sites/lieux sacrés, tombes, lieux de cultes) ;

pollutions du site susceptibles d'impacter la santé : bruit (sources de bruit, contributions sonores, niveaux sonores), pollution de l'air (sources, paramètres concernés), pollution des eaux et des sols (origine, historique), déchets (type, risques) ;

risques industriels et servitudes ;

présence de structures d'aide au développement local : programmes gouvernementaux, associations, Organisation Non Gouvernementale (ONG)....

Consultation du public

Pour la réalisation des EIES, des séries de consultations seront organisées avec l'ensemble des acteurs, dans le cadre d'une large démarche participative. Le consultant identifiera l'ensemble des intervenants qui seront consultés et entraînés dans une dynamique de participation à l'élaboration de l'EIES. Il analysera les mécanismes et les processus participatifs et la participation des bénéficiaires (société civile, institutions publiques, secteur privé) dans la mise en œuvre des actions du sous-projet. Le rapport devra documenter les résultats des consultations menées avec les parties prenantes et fournir une explication de la façon dont ces résultats ont été pris en compte dans la définition des mesures d'atténuation possibles. La description devra préciser comment les femmes et les minorités vulnérables, les communautés locales ont été incluses dans la consultation. La consultation du public devra se dérouler durant toute la phase de réalisation de l'EIES et permettre d'évaluer l'acceptabilité sociale et environnementale du projet par les principaux acteurs.

Identification et analyse des enjeux environnementaux majeurs liés à la zone du sous-projet: L'analyse du contexte biophysique et socio-économique de la zone d'implantation du sous-projet doit permettre de déterminer les enjeux au plan socio-environnemental, auxquels il faudra accorder une attention particulière lors de la préparation et l'exécution des travaux, mais aussi lors de l'exploitation. La détermination et l'analyse des différents enjeux permettront d'évaluer la sensibilité du milieu récepteur.

Description des impacts environnementaux et sociaux :

Le Consultant veillera au respect et à la justification de la séquence ERC (Éviter, Réduire, Compenser). Il devra justifier l'impossibilité d'éviter certains impacts avant de proposer de les réduire. Les impacts résiduels feront l'objet de mesures compensatoires. Les impacts du sous-projet seront analysés pour les enjeux environnementaux et sociaux et mentionnés au chapitre état initial. L'EIES devant être conforme aux dispositions du décret 2022-390 portant organisation des procédures de l'évaluation environnementale et sociale et aux bonnes pratiques internationales en la matière, celle-ci devra au minimum couvrir les normes suivantes (ou démontrer leur non-applicabilité) : main-d'œuvre et conditions de travail, utilisation efficiente des ressources, prévention et gestion de la pollution, santé et sécurité des communautés, conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles vivantes, patrimoine culturel.

Le Consultant devra :

qualifier les impacts : positif, négatif/ direct et indirect/temporaire, permanent/ évitable, inévitable/réversible irréversible ;

quantifier les impacts : surface impactée, contribution sonore, débits rejetés, etc. Dans la mesure du possible, décrire les impacts de façon quantitative par rapport aux coûts et avantages ou inconvénients qu'ils représentent pour l'environnement et les populations concernées. Leur attribuer, autant que faire se peut, une valeur économique ;

déterminer les impacts sur les populations, avec une approche qualitative (en précisant les différents impacts possibles par groupes socio-culturels / villages / populations / genre) ;

identifier spécifiquement chaque impact susceptible d'affecter différemment les hommes et les femmes, de façon à pouvoir proposer (Cf. chapitre suivant, « Mesures ») des mesures visant à réduire les inégalités entre les hommes et les femmes, ou au moins à éviter la création ou l'augmentation de discriminations entre les hommes et les femmes. Si des différences sont identifiées, elles doivent être qualifiées et quantifiées. La proportion de femmes dans chaque groupe cible pour chacun des impacts sociaux devra être indiquée ;

identifier spécifiquement les impacts sur l'avifaune et les petits primates du milieu d'étude, notamment s'il subsiste des risques de collision aux câbles aériens et/ou d'électrocution par contact direct avec ces câbles ;

identifier les « impacts cumulatifs », c'est-à-dire analyser la façon dont les impacts spécifiquement liés au sous-projet étudié se surajoutent aux impacts déjà connus de projets en cours ou de projets prévus à court terme impactant la même zone ;

intégrer une évaluation de la vulnérabilité du sous-projet aux changements climatiques ;

distinguer les effets par phases : effets liés à la phase de travaux, effets liés à la phase d'exploitation et effets liés à la phase de fermeture et remise en état ;

identifier spécifiquement les impacts sur les groupes socio-culturels minoritaires ou défavorisés.

En outre, le Consultant analysera le risque d'impact pour la santé humaine et les milieux, en identifiant les récepteurs, les voies de transfert et le degré d'exposition.

Description des mesures environnementales et sociales :

Le Consultant proposera et décrira les mesures environnementales et sociales que le Maître d'Ouvrage s'engage à mettre en œuvre : bonification des impacts positifs, évitement puis réduction des impacts négatifs, compensation des impacts résiduels tels que décrits dans le chapitre « impacts ». Le Consultant veillera à recommander des mesures techniquement réalisables, économiquement rentables et socialement acceptables aux fins de prévenir ou d'atténuer à des niveaux acceptables les effets négatifs. Il veillera à ce que ces mesures soient compatibles entre elles et ne soient pas la cause de nouveaux impacts négatifs. Pour l'avifaune, au cas où des impacts sont identifiés, le Consultant proposera au besoin des mesures spécifiques pour améliorer le *design* retenu pour les supports de ligne et armements de manière à éviter les risques d'électrocution d'oiseaux ; ainsi que des protecteurs d'oiseaux. Il identifiera et évaluera les impacts résiduels et prévoira le cas échéant des mesures de compensation des impacts résiduels significatifs.

Les mesures environnementales et sociales seront décrites et cartographiées précisément, afin de faciliter leur mise en œuvre opérationnelle. Ces mesures seront synthétisées dans un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES), qui présentera (i) l'ensemble des mesures d'atténuation des effets environnementaux et sociaux du sous-projet, (ii) les modalités de mise en œuvre de ces mesures (management environnemental et social, aspects organisationnels, institutionnels, besoin de renforcement des capacités ...) et (iii) les actions de suivi environnemental et social à mettre en œuvre durant l'exécution des travaux/la mise en œuvre de l'opération et l'exploitation du sous-projet. Ce PGES fournira également i) un calendrier d'exécution des mesures à prendre dans le cadre du sous-projet, indiquant leur échelonnement et leur coordination avec les

plans d'exécution d'ensemble du sous-projet, ii) une estimation des coûts d'investissement et de fonctionnement, iii) les sources des fonds nécessaires à la mise en œuvre du PGES.

Gestion des risques de santé/sécurité et des accidents

Le Consultant procédera à l'estimation des risques d'accident et d'incident lors de l'utilisation des engins de chargement et d'évacuation des matériaux et engins de transport ainsi que les travaux d'électrification.

Le Consultant produira ainsi un rapport d'étude d'impact environnemental et social détaillé qui s'organisera au minimum de la manière suivante :

résumé non technique : présentation des résultats significatifs et des actions proposées ;

non-technical summary

description du contexte législatif et institutionnel ;

analyse des alternatives au sous-projet ;

description de la variante retenue : ce chapitre fera l'objet d'une description, illustrée et cartographiée du sous-projet et des infrastructures associées le cas échéant. La source et la date des données seront systématiquement précisées ;

description de l'état initial de l'environnement ;

détermination et description des impacts environnementaux et sociaux du sous-projet ;

analyse des impacts du sous-projet et mesures environnementales et sociales : ce chapitre sera conclu par un tableau synthétique des impacts et mesures ;

Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) : Le coût estimatif du PGES devra être évalué pour chaque mesure recommandée. A défaut d'une estimation précise, une méthodologie pour l'évaluation de ces coûts sera proposée ;

Plan de Mobilisation des Parties Prenantes ;

Plan de Gestion des Risques de Santé/sécurité et des Accidents ;

méthodes utilisées ;

annexes : comptes rendus des réunions de consultation des parties prenantes, et tout autre document susceptible de favoriser la bonne compréhension du sous-projet et des impacts et mesures sur les enjeux décrits dans l'étude d'impact.

5.1.2 Tâches du consultant pour le PAR

Le consultant élaborera un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) dans les règles de l'art et de professionnalisme. Le PAR doit être préparé conformément à la fois à la législation nationale et au CES de la Banque mondiale, et en particulier à la NES 5 relative à l'acquisition des terres, restrictions à l'utilisation des terres et réinstallation involontaire. A cet effet, les prestations comprendront entre autres :

Une description générale du sous-projet comprenant la description et l'identification des zones de réalisation des travaux ;

Les vérifications préalables auprès des mairies, de l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier et des communautés locales concernées sur l'état d'ouverture des voies et sur la situation foncière des sites du sous-projet en vue de lever tout risque de blocage ;

L'identification : (i) de la composante ou des activités du sous-projet qui sont à l'origine de la réinstallation ; (ii) des alternatives envisagées pour éviter ou minimiser la réinstallation et ; (iii) des mécanismes mis en place pour minimiser la réinstallation, autant que faire se peut, pendant la mise en œuvre du sous-projet ;

La définition des objectifs principaux du programme de réinstallation ;

La réalisation des études socio-économiques comprenant :

Une enquête socioéconomique destinée à :

Recenser les occupants actuels de la zone affectée pour établir une base pour la conception du programme de réinstallation et pour éviter que d'autres personnes non concernées ne revendiquent ultérieurement la compensation due au déplacement involontaire ;

Définir les caractéristiques générales des ménages à déplacer, y compris une description des systèmes de production, du travail et de l'organisation des ménages, l'information de base sur les besoins de subsistance comprenant les niveaux de production et les revenus issus des activités économiques formelles et informelles ainsi que le niveau de vie en général y compris la situation sanitaire de la population à déplacer.

Faire l'inventaire géo référencé des biens des ménages déplacés, fournir leurs caractéristiques et évaluer l'importance des pertes prévues (totales ou partielles) de l'individu ou du groupe ;

Décrire l'impact subi conduisant aux déplacements. Sur cet aspect, le Consultant procédera à un examen détaillé de l'ensemble des emprises des tracés, et fournira des informations sur les personnes, propriétés et réserves forestières affectées, et les mesures d'indemnisation qui pourraient être nécessaires en matière d'acquisition de droit de passage. A cet effet, il élaborera un listing des propriétaires et des biens affectés faisant ressortir entre autres : **(i)** la liste exhaustive et l'identité (références identitaires et adresses) des propriétaires (personne physique ou morale) des biens privés ; **(ii)** les quantités, les qualités et la nature des biens de chacun des propriétaires ; **(iii)** les quantités par espèce des arbres appartenant aux aires classées (forêts classées et réserves) ; **(iv)** les dimensions approximatives, l'âge, l'état sanitaire des arbres ainsi que tout autre élément utile pour la valorisation de l'arbre ; **(v)** les coûts unitaires et les coûts totaux des biens privés et publics touchés en conformité avec la législation nationale et qui devront être validés. Les noms des exploitants (propriétaires des champs) et/ou propriétaires terriens traditionnels doivent être systématiquement relevés le long des tracés des pistes et lignes électriques.

Intégrer les questions d'inégalités hommes-femmes afin de permettre de recueillir et de répondre aux besoins et attentes différenciés des femmes au sein du PAR ;

Collecter l'information sur les groupes, les personnes vulnérables pour qui des dispositions spéciales peuvent être prises ;

Prévoir des dispositions pour mettre à jour l'information sur les besoins de subsistance et les conditions de vie des personnes déplacées de sorte que l'information actualisée soit disponible au moment de leur déplacement.

Des analyses et des propositions d'actions ou de mécanisme applicables à ce sous-projet pour favoriser le traitement entre les femmes et les hommes en matière d'indemnisation et de compensation.

La réalisation de toutes autres études décrivant :

Le statut de la terre et les systèmes de transfert y compris l'inventaire des ressources naturelles communautaires dont les populations tirent leurs subsistances, les propriétés non enregistrées basées sur les systèmes d'usufruitier (comprenant les zones de pêche, les zones de pâturages, les forêts) et régis par les systèmes traditionnels d'attribution de terre, et toutes questions relatives aux différents statuts fonciers dans la zone du sous-projet ;

Les systèmes d'interaction sociale dans les communautés affectées, y compris les réseaux sociaux et les systèmes de soutien social ainsi que les conséquences qu'ils auront à subir du sous-projet ;

Les infrastructures publiques et services sociaux qui seront affectés ;

Les caractéristiques sociales et culturelles des communautés à déplacer, y compris une description des établissements formels et informels (par exemple organisations communautaires, groupes rituels, ONG) pouvant être consultées, concevoir et mettre en œuvre les activités de réinstallation ;

La description du cadre juridique

L'analyse du cadre juridique doit couvrir les aspects suivants :

Le champ d'application et les mécanismes d'expropriation pour cause d'utilité publique notamment la nature des indemnisations, les méthodes d'estimation et le calendrier de paiement ;

Les procédures juridiques et administratives applicables, y compris la description des recours disponibles pouvant être mis en œuvre par les personnes déplacées dans une procédure judiciaire ainsi que les délais normaux pour de telles procédures ; tout mécanisme alternatif de règlement des différends existant qui pourrait être utilisé pour résoudre les problèmes de réinstallation dans le cadre du sous-projet ;

La législation pertinente (y compris les droits coutumier et traditionnel) régissant le régime foncier, l'estimation des actifs et des pertes, celle de la compensation et les droits d'usage des ressources naturelles ; le droit coutumier sur les personnes relatives au déplacement ; ainsi que les lois et la législation sur le bien-être social ;

Les lois et règlements applicables aux organismes responsables de la mise en œuvre des activités de réinstallation ;

Les différences ou divergences, s'il en est, entre les Normes Environnementale et Sociale de la Banque en matière de réinstallation, les lois régissant l'expropriation et la réinstallation, de même que les mécanismes permettant de résoudre les conséquences de telles différences ou divergences ;

L'analyse du sous-projet au regard du Code Foncier et Domanial et du Code de l'Eau ;

Toute disposition légale nécessaire à assurer la mise en œuvre effective des activités de réinstallation dans le cadre du sous-projet, y compris, si c'est approprié, un mécanisme d'enregistrement des doléances sur les droits fonciers – incluant les doléances dérivant du droit coutumier et de l'usage traditionnel.

La description du cadre institutionnel

L'analyse du cadre institutionnel à développer doit couvrir les aspects suivants :

Les acteurs et institutions qui sont susceptibles d'être impliqués dans le processus de réinstallation doivent se retrouver aux différents niveaux du territoire à savoir les niveaux national, communal et local ;

Les dispositifs organisationnels de mise en œuvre du plan d'action de réinstallation ;

L'identification des organismes et d'autres intervenants responsables des activités de réinstallation et des ONG qui peuvent jouer un rôle dans la mise en œuvre du sous-projet ;

Une évaluation des capacités institutionnelles de ces organismes et ONG ;

Toutes les dispositions proposées pour améliorer les capacités institutionnelles des organismes et ONG responsables de la mise en œuvre de la réinstallation.

La définition des critères d'éligibilité

Il s'agit d'un recensement de la population à déplacer et des critères permettant de déterminer l'éligibilité à une compensation et toute autre forme d'aide à la réinstallation, y compris les dates appropriées d'interruption de l'aide.

Il est aussi attendu du Consultant qu'il fixe la date butoir, qui marque le début du recensement. Cette date doit être communiquée aux populations et autorités locales dans le corridor d'impact du sous-projet. Toute personne qui s'installera dans le corridor d'impact du sous-projet après la date butoir, ne sera pas éligible aux mesures de compensation et/ou d'assistance.

L'estimation des pertes et de leur indemnisation

Cette estimation doit se fonder sur la méthodologie du coût intégral de remplacement. Il s'agira de déterminer le coût de remplacement des pertes subies par les PAP ; ainsi qu'une description des types et niveaux proposés de compensation proposés dans le cadre du droit local, de même que toutes les mesures supplémentaires nécessaires pour parvenir au coût de remplacement des éléments d'actif perdus.

Le consultant préparera un tableau pour faire ressortir par exemple le nombre d'habitants, le nombre et type de constructions situées sur l'emprise, le nombre de personnes impactées économiquement, l'évaluation du montant, le nombre de personnes à déplacer et évaluation du montant, la superficie de forêt à défricher, nombre d'arbre à couper, le type d'activité économique desservie.

La description des mesures d'indemnisation et de réinstallation

Il s'agit de la description des programmes d'indemnisation et autres mesures de réinstallation qui permettra à chaque catégorie des personnes à déplacer éligibles d'atteindre les objectifs de la politique de réinstallation. En plus d'une faisabilité technique et économique, les programmes de réinstallation devront être compatibles avec les priorités culturelles des populations à déplacer, et préparés en consultation avec celles-ci.

La restauration des moyens de subsistance

Un plan de restauration des moyens de subsistance des populations affectées assorti d'un budget, un chronogramme et des responsabilités de mise en œuvre est élaboré.

L'assistance aux personnes vulnérables

Le Cabinet identifiera les groupes vulnérables et définira l'assistance et les dispositions à prévoir dans le PAR pour cette catégorie de personnes.

La sélection, la préparation du site, la relocalisation et gestion de l'environnement (au besoin)

Prendre les dispositions institutionnelles et techniques nécessaires pour identifier et préparer les terrains ruraux ou urbains de réinstallation dont la combinaison du potentiel productif, des avantages d'emplacement et d'autres facteurs, est au moins comparable aux avantages des anciens terrains, avec une estimation du temps nécessaire pour acquérir et transférer la terre et les ressources y afférentes.

Prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter les spéculations sur la terre ou l'afflux des personnes non-éligibles aux terrains choisis.

Prévoir les procédures pour la réinstallation physique ainsi que le calendrier pour la préparation des terrains.

Proposer des dispositions légales pour régulariser l'enregistrement et l'octroi des titres de propriété aux personnes à réinstaller.

Etablir des plans pour fournir aux personnes à réinstaller ou pour financer l'acquisition de logement, d'infrastructures (par exemple l'approvisionnement en eau, routes d'accès), et les services sociaux (par exemple, écoles, services de santé).

Etablir des plans pour assurer des services comparables à ceux de la population d'accueil et si nécessaire assurer l'ingénierie et conceptions architecturales pour les équipements.

Décrire la réinstallation.

Evaluer des impacts environnementaux liés à la réinstallation proposée et les mesures pour atténuer et contrôler ces impacts.

Les procédures de recours pour les plaintes ordinaires et sensibles

Le consultant veillera au mécanisme de règlement des litiges. Des procédures raisonnables et accessibles aux acteurs pour les recours relatifs au règlement des conflits résultant de la réinstallation, de tels mécanismes de recours devraient être proposés tout en tenant compte des mécanismes traditionnels de règlement de la communauté et des possibilités de recours judiciaire.

La description des responsabilités organisationnelles

Le consultant décrira mettre en place :

le cadre d'organisation pour mettre la réinstallation en application, y compris l'identification des agences responsables de la mise en œuvre des mesures de réinstallation et des prestations ;

les arrangements pour assurer la coordination appropriée entre les agences et les juridictions qui sont impliquées dans l'exécution, et toutes les mesures (assistance technique y compris) nécessaires pour renforcer la capacité de l'organisme d'exécution pour concevoir et effectuer des activités de réinstallation.

En cas de nécessité, il prévoira également les dispositions pour le transfert aux autorités locales, aux personnes à réinstaller elles-mêmes ou à d'autres structures communautaires, la responsabilité de gérer des équipements et des services fournis pendant le sous-projet. Le transfert dans ce contexte des agences d'exécution vers la communauté doit être efficace pour être durable.

L'établissement d'un programme d'exécution

Le consultant établira un programme d'exécution couvrant toutes les activités de réinstallation, de la préparation à l'exécution, y compris les dates retenues pour la liquidation des avantages prévus pour les personnes à réinstaller et les populations hôtes et pour terminer les diverses formes d'aide.

L'établissement des coûts et du budget

Le consultant établira des tableaux montrant les estimations des coûts de toutes les activités de réinstallation y compris les prévisions dues à l'inflation, à la croissance démographique et d'autres imprévus, les calendriers pour les dépenses, les sources de financement, etc.

Le suivi - évaluation

Le consultant définira les dispositions pour le suivi de la mise en œuvre des activités de réinstallation par l'agence d'exécution, appuyée par des auditeurs indépendants, afin de fournir l'information complète et objective, les indicateurs de suivi de la performance pour mesurer les forces, les faiblesses, et les résultats des activités de réinstallation, l'évaluation de l'impact de la réinstallation après une période raisonnable après que toutes les activités de réinstallation et celles relatives au sous-projet soient terminées.

La base de données du PAR doit être électronique et également géolocalisée à l'aide d'applications Système d'Information Géographique (SIG) appropriées. Une liste d'applications SIG appropriées sera fournie par l'UGP P2AE lors de la sélection du consultant.

Le Consultant travaillera en coordination avec les équipes techniques en charge de la mise en œuvre du sous-projet (SBEE et SIRAT). Le suivi et la supervision des prestations du Consultant seront assurés par l'UGP P2AE.

Tâches du consultant pour le PMPP

Les tâches du consultant comprendront entre autres :

La description du Projet

La méthodologie d'élaboration du PMPP

Une brève description des activités de consultation et de participation des parties prenantes

L'identification et l'analyse des parties prenantes

L'analyse des ressources et responsabilités pour mettre en œuvre des activités de mobilisation des parties prenantes

L'élaboration d'un mécanisme de gestion des plaintes du Projet préliminaire

La proposition d'un mécanisme de suivi et d'établissement des rapports du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes.

Orientations méthodologiques

6.1 Méthodologie pour l'EIES

Le Consultant devra présenter une démarche méthodologique claire incluant notamment la recherche documentaire, les visites de terrain et l'organisation des rencontres avec les principaux acteurs concernés. Pendant l'exécution de la mission, le Consultant adoptera également une démarche de consultation et d'entretien qui garantira le dialogue et la participation de tous les acteurs concernés (parties prenantes). Le Consultant devra également élaborer une charte déontologique et éthique pour éviter la corruption, la transaction avec les agents de collecte. Cette charte, devra être en conformité avec le Code de Bonne Conduite élaboré dans le cadre du projet.

Pour ce faire, à partir d'une description du contexte, de l'état initial des sites et des impacts du sous-projet sur l'environnement et les populations, l'étude d'impact proposera des mesures de maximisation des impacts positifs et des mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire, et si nécessaire compenser les effets négatifs

du sous-projet sur l'environnement et les populations, en veillant à ne pas exacerber les tensions sociales et inégalités genres existantes.

6.2 Méthodologie pour le PAR

Le consultant devra présenter une méthodologie claire notamment la recherche documentaire, effectuer des visites de terrain et organiser des rencontres avec les principaux acteurs concernés. Pendant l'exécution de la mission, il adoptera une démarche de consultation et d'entretien qui garantira le dialogue et la participation de tous les acteurs concernés.

La méthodologie proposée par le consultant pour effectuer la prestation demandée devra respecter les points suivants :

une approche genre transversale sera appliquée à toutes les actions réalisées dans le cadre de la réalisation du PAR ;

toutes les données socioéconomiques collectées devront être désagrégées par sexe.

Le consultant devra proposer en outre une méthodologie de consultation avec les PAP permettant :

d'identifier les contraintes limitant la participation des différentes catégories de PAP, en distinguant les contraintes des femmes et des hommes ;

de définir les modes de consultation adaptés à ces différentes contraintes ;

d'assurer et de documenter la participation des femmes aux processus de consultation publique et aux processus de décision ;

de documenter les points de vue et attentes des différentes catégories de PAP, en distinguant celles des femmes et des hommes ;

de documenter les processus de choix de modes de compensations effectués par les PAP.

6.3 Méthodologie pour le PMPP

Le consultant devra présenter une démarche méthodologique claire notamment la recherche documentaire, effectuer des visites de terrain et organiser des rencontres avec les principaux acteurs concernés. Pendant l'exécution de la mission, le consultant adoptera également une démarche de consultation et d'entretien qui garantira le dialogue et la participation de tous les acteurs concernés. Une attention particulière sera apportée aux consultations avec des groupes de femmes, qui seront animées par des femmes et de manière séparée de celles des hommes. Les consultations avec les groupes de femmes devront se dérouler suivant un calendrier compatible avec leurs activités quotidiennes permettant leur participation aux rencontres. La synthèse des consultations ainsi que les PV spécifiant les thématiques discutées, les acteurs rencontrés, les principaux avis et préoccupations, les suggestions recueillies et les listes de participants doivent être dûment signés et joints au rapport PMPP.

Contenus de l'EIES, du PAR et du PMPP

7.1 Contenu de l'EIES

Le Consultant produira ainsi un rapport d'étude d'impact environnemental et social détaillé qui s'organisera de la manière suivante :

Sommaire ;

Table des Matières ;

Liste de Tableaux ;

Liste des Figures ;

Liste des acronymes ;

Résumé non technique : présentation des résultats significatifs et des actions proposées ;

Non-technical summary

Introduction

Description du sous-projet et des activités du sous-projet ;

Description du cadre politique, juridique et institutionnel de l'évaluation environnementale et sociale du sous-projet ;

Analyse des alternatives au sous-projet ;

Description de la variante retenue : ce chapitre fera l'objet d'une description, illustrée et cartographiée du sous-projet et des infrastructures associées le cas échéant. La source et la date des données seront systématiquement précisées.

Description de l'état initial de l'environnement ;

Synthèse des consultations du public (préoccupations clés soulevées et incorporées dans l'analyse des mesures d'atténuation) ;

Détermination et description des impacts environnementaux et sociaux du sous-projet ;

Analyse des impacts du sous-projet et mesures environnementales et sociales : ce chapitre sera conclu par un tableau synthétique des impacts et mesures ;

Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) ;

Plan de mobilisation des parties prenantes ;

Plan de gestion des risques de santé/sécurité et des accidents ;

Plan de gestion de la biodiversité ;

Plan de gestion des déchets ;

Procédures de découvertes fortuites et de gestion des biens culturels ;

Plans de gestion de la santé et sécurité au travail, des aspects d'Exploitation et Abus Sexuels/harcèlement sexuel (EAS/HS) ;

Méthodes utilisées ;

Clauses environnementales et sociales à intégrer dans le dossier d'appel d'offre des entreprises prestataires de services ;

Code de bonne conduite au niveau des chantiers ;

Annexes : comptes rendus des réunions de consultation des parties prenantes, et tout autre document susceptible de favoriser la bonne compréhension du sous-projet et des impacts et mesures sur les enjeux décrits dans l'étude d'impact.

7.2 Contenus du PAR

Le Consultant produira donc un Plan d'Action de Réinstallation qui s'organisera de la manière suivante :

Résumé non technique

Non-technical summary

Description du projet et de sa zone d'implantation

Identification des impacts potentiels

Objectifs du programme de réinstallation

Etude socio-économique et recensement des PAP

Cadre juridique

Cadre institutionnel

Éligibilité (matrice d'éligibilité)

Estimation des pertes et de leur indemnisation (méthodologie, types et niveaux de compensations proposés/matrice des prix)

Mesures de réinstallation : description des programmes d'indemnisation et autres mesures de réinstallation

Propositions, sélection, préparation du site, et relocalisation

Logements, infrastructures et services sociaux : plans de fourniture de logements, d'infrastructures et de services sociaux.

Protection et gestion environnementales : Description des limites de la zone de réinstallation, évaluation des impacts environnementaux de la réinstallation, mesures d'atténuation et de gestion de ces impacts

Participation communautaire : implication des populations réinstallées et des communautés hôtes

Intégration avec les populations hôtes : mesures d'atténuation de l'impact de la réinstallation sur les communautés hôtes

Procédures de recours des différends nés de la réinstallation

Responsabilités organisationnelles

Calendrier d'exécution couvrant toutes les activités de réinstallation, depuis la préparation jusqu'à la mise en œuvre

Coûts et budget

Suivi et évaluation

Base de données relationnelle avec les inventaires des PAP et de leurs actifs/biens, la matrice des prix avec chaque prix unitaire des actifs éligibles à la compensation, chaque assistance proposée, pour le calcul des compensations individuelles ;

Modèles des contrats de compensation, des différents formulaires du mécanisme de gestion des plaintes ;

Couches de données géoréférencées (SIG) de terrain en format compatible shp ;

Plan d'état des lieux en fichier shp/AutoCAD de tous les biens affectés

Rapports de consultation des parties prenantes au sous-projet selon les normes applicables.

NB : En matière de construction de poste de distribution publique et construction de lignes souterraines et aériennes, la Société Béninoise de l'Energie Electrique (SBEE) applique deux principes cardinaux par rapport au foncier en vue d'éviter les désagréments et connexes :

les postes (de l'ordre de 6m x 6m) sont toujours construits sur des terrains donnés par l'administration communale sur ses propres réserves que la loi a prévu en matière de lotissement. Ces postes ne sont pas concernés par cette étude ;

les lignes souterraines sont aménagées le long des voies publiques sauf contingence exceptionnelle et dans ce cas la déviation est minimisée à l'extrême. Toutefois, il arriverait pour des raisons techniques et d'entretien, que les lignes souterraines traversent des zones agricoles mais aussi des sites écologiquement sensibles.

Aussi, en raison de la nature des travaux et de l'importance des impacts sociaux, le projet pourrait entraîner un déplacement ou une relocalisation de personnes (propriétaires d'exploitations agricoles, de plantations ou d'habitation) même si le tracé a été choisi de sorte à minimiser cette éventualité.

Par contre, pour ce qui concerne l'aménagement des pistes, les dispositions de la Société des Infrastructures Routières et de l'Aménagement du Territoire (SIRAT) seront appliquées. En effet, les principes de construction de routes et de pistes par la SIRAT au Bénin incluent l'aménagement de chaussées avec accotements, la construction d'ouvrages d'assainissement et de drainage, et l'installation d'équipements de sécurité. L'objectif est d'assurer la praticabilité des routes et des pistes rurales en toutes saisons. Selon les standards d'aménagement de la SIRAT, les différentes pistes en projet sont éligibles au cadre normatif de la Stratégie Nationale de Transport Rural (SNTR) piloté par le CNTR (Conseil National de Transport Rural). Ainsi, deux

(02) catégories de routes ou de pistes sont concernées. Il s'agit de :

Routes Communales primaires (RCp) : routes reliant au moins deux arrondissements à l'intérieur d'une même commune ou reliant deux arrondissements dans les communes voisines;

Routes Communales Locales (RCI) : routes reliant les localités entre elles à l'intérieur d'un même arrondissement ou ces localités au chef-lieu d'arrondissement. Les limites de cette catégorie de routes sont à l'intérieur de l'arrondissement.

NB : *Le consultant prendra des dispositions nécessaires pour masquer les données personnelles des PAP, des fiches qui seront jointes aux rapports sujets à une publication et fournir au sous-projet une base complète de données avec les identités pour permettre la mise en œuvre des mesures de mitigation des impacts et effets négatifs.*

7.3 Contenus du PMPP

Aux termes de sa mission, le consultant produira un rapport qui devra renfermer sans être exhaustifs les éléments ci-dessous :

Tableau des acronymes et sigles ;

Contexte et justification du projet

Introduction/description du projet ;

Résumé des activités antérieures de mobilisation des parties prenantes ;

Identification et analyse des parties prenantes en faisant ressortir l'influence potentielle de chacune d'elles sur le processus du projet : parties touchées, autres parties concernées, individus ou groupes défavorisés ou vulnérables et synthèse des besoins des parties prenantes au projet ;

Programme de mobilisation des parties prenantes bien déroulé suivant les différentes phases de mise en œuvre du projet : objectifs et calendrier du programme de mobilisation des parties prenantes, stratégies proposées pour la diffusion des informations, les consultations et pour la prise en compte des points de vue des groupes vulnérables, calendriers (phases du projet et jalons importants de prise de décisions), examen des commentaires (réception, traitement et réponse aux commentaires des parties prenantes), phases ultérieures du projet ;

Ressources et responsabilités pour mettre en œuvre les activités de mobilisation des parties prenantes : ressources et budget, fonctions de gestion et responsabilités ;

Suivi et établissement de rapports : participation des différents acteurs concernés aux activités de suivi et Rapports aux groupes de parties prenantes ;

Annexes : Procès-verbaux des consultations publiques spécifiques dédiées à la mobilisation des parties prenantes, etc.

Qualifications et compétences requises

Le Consultant devra être un bureau d'études qualifié et ayant les capacités techniques requises de prise en charge complète de la mission qui lui sera confiée avec des expériences et connaissances avérées dans les domaines de l'élaboration de l'EIES et du PAR ainsi que dans la zone d'intervention du sous-projet.

Le Consultant doit justifier d'une expérience d'au moins dix (10) ans dans la réalisation des EIES et des PAR de complexité similaire dans le domaine des travaux d'aménagement routier, notamment de pistes rurales et avec la possibilité de pistes traversant les aires protégées (forêts classées) et d'électrification rurale notamment les travaux d'extension et de densification des réseaux de distribution d'énergie électrique et sur de projets de développement financés par la Banque mondiale. Des expériences similaires dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest (Togo, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, etc.) pourraient être un atout. Le Consultant devra également :

maîtriser les réalités environnementales, socio-culturelles et culturelles de la zone d'exécution de l'investissement ;

avoir une connaissance approfondie de la réglementation nationale en matière d'évaluation environnementale et sociale ;

avoir une excellente maîtrise du Cadre Environnemental et Social de la Banque mondiale et des Directives Environnementales, Sanitaires et Sécuritaires (DESS) pour le transport et la distribution de l'électricité et celles de réhabilitation et d'aménagement de pistes rurales ;

disposer d'une parfaite connaissance de la procédure d'obtention du Certificat de Conformité Environnementale et Sociale (CCES) au Bénin.

Personnel clé de la mission

Le Consultant devra justifier et mettre en place une équipe pluridisciplinaire relative à chaque étude dont les compétences cadrent avec les objectifs des différentes phases de la mission. En d'autres termes, il devra

mettre en place les moyens en personnel et en matériel distincts, nécessaire à l'accomplissement de la mission. L'équipe du Consultant doit comporter :

Un (01) Spécialiste en Evaluation Environnementale et Sociale, chef de la mission, de niveau universitaire (BAC+5) minimum en sciences environnementales, sociales ou tout autre domaine équivalent et ayant au moins quinze (15) ans d'expérience professionnelle dans la réalisation de l'Etude d'Impact Environnemental et social (EIES) et aussi du Plan d'Actions de Réinstallation. Il sera considéré comme l'interlocuteur de l'ensemble du personnel clé auprès du maître d'ouvrage et coordonner l'étude. Il doit avoir, entre autres, réalisé ou participé à cinq (05) missions d'élaboration d'EIES et cinq (05) missions d'élaboration de PAR de projets de développement dont au moins deux (02) missions d'élaboration d'EIES et (02) missions d'élaboration de PAR de projets de développement financés par la Banque mondiale au cours des dix (10) dernières années ; dont un (01) dans le domaine des travaux d'aménagement de route ou de piste et un (01) dans les travaux d'électrification notamment l'extension et/ou la densification des réseaux électriques.

Le Chef de mission devra avoir de l'expérience dans les pays en voie de développement. Avoir travaillé directement en Afrique. Il doit être familier du Cadre Environnemental et Social de la Banque mondiale ; et de la méthodologie de l'EIES de préférence avec une expérience pertinente pour les projets énergétiques et une pour ceux routiers. Avoir une expérience dans l'élaboration du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes serait un atout.

Un (01) Expert en gestion des ressources naturelles ou Gestion/Génie de l'Environnement ou en géographie ou tout domaine similaire, de niveau universitaire (BAC+5) au moins en gestion de l'environnement ou en science naturelle ou gestion des forêts ou tout autre domaine équivalent. Il doit justifier d'une expérience d'au moins dix (10) ans dans la conduite de la réalisation des EIES et dans le domaine des Evaluations Environnementales et Sociales des travaux d'aménagement des pistes forestières. Il doit avoir une excellente capacité rédactionnelle. Il doit avoir participé à au moins trois (03) missions d'évaluation environnementale et sociale ou de conception technique d'un projet d'une complexité similaire, notamment d'aménagement de pistes forestières et ou d'électrification de ces zones. Et ces projets doivent être financés par la Banque mondiale. Il doit avoir des expériences de gestion des ressources naturelles dans le domaine spécifique des forêts pour évaluer l'impact sur la biodiversité au cours des cinq (05) dernières années.

Le spécialiste doit être familier du Cadre Environnemental et Social et des Normes Environnementales et Sociales de la Banque mondiale ; et de la méthodologie de l'EIES de la Banque mondiale de préférence avec deux (02) expériences pertinentes dont l'une pour les projets énergétiques et la seconde pour ceux routiers.

Un (01) Expert Social, spécialiste de l'évaluation des impacts sociaux des projets et d'élaboration des Plans d'Action de Réinstallation (PAR). Il doit être diplômé d'études supérieures (BAC + 5, Master ou équivalent) en sociologie, anthropologie, géographie ou tout domaine pertinent avec la mission. Avoir une solide connaissance et une expérience pratique cumulée de dix (10) ans dans l'élaboration des Plans d'Action de Réinstallation (PAR) de projets, si possible dans le secteur de construction de réseaux électriques, de projets routiers ou autres projets linéaires. Il doit disposer d'une connaissance avérée des spécificités et du format des Plans de Réinstallation et la restauration des moyens de subsistance pour des projets financés par des bailleurs internationaux : trois (3) expériences minimums dont une (1) expérience de Plan de Réinstallation au Bénin est souhaitée et une financée par la Banque Mondiale. Il doit avoir une expertise en consultation publique, engagement des parties prenantes et PAPs avec des approches participatives. Il doit démontrer des expériences dans la mise en œuvre d'une approche genre

(p.ex. analyse genre, méthodologie pour activités d'animation/consultation, formation des équipes opérationnelles).

Un Expert en sciences sociales ou environnementales d'au moins d'un niveau BAC + 5 et sera chargé d'élaborer le Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP). Il/elle devra disposer du certificat de formation sur les dix (10) Normes Environnementales et Sociales de la Banque mondiale en vigueur et devra justifier d'au moins trois (03) missions d'élaboration de documents cadres des Partenaires Techniques et Financiers dont une mission d'élaboration de PMPP au cours des cinq (05) dernières années. Le/la consultant/e devra également maîtriser les textes et lois en vigueur sur le plan national en termes de mobilisation des populations, gestion des plaintes et gestion des fournisseurs et prestataires de services. Avoir une connaissance pratique du français (à l'écrit et à l'oral).

Un (01) ingénieur en génie électrique de spécialité réseaux de distribution électrique, de niveau universitaire (BAC+5 au moins) et ayant au moins dix (10) ans d'expérience dans la conception, la planification et la construction des ouvrages électriques de distribution HTA et BT. Il doit avoir participé ou conduit au moins deux (02) missions de travaux d'électrification rurale notamment la densification et l'extension de réseaux de distribution au cours des cinq (05) dernières années. Il devra avoir une excellente pratique de la langue française (parlé et écrit) et une bonne capacité rédactionnelle. Des expériences en EIES et PAR en Afrique de l'Ouest et au Bénin seraient un atout.

Un (01) Ingénieur des Travaux Publics de spécialité route et pistes rurales, pouvant traverser les aires protégées de niveau BAC+5 et ayant au moins dix (10) ans d'expérience dans la conception, la planification, la construction des ouvrages routiers et dans la détermination et l'identification du tracé et des limites de l'emprise. Il doit avoir participé ou conduit au moins deux (02) missions de travaux publics notamment l'aménagement routier au cours des cinq (05) dernières années. Il devra avoir une excellente pratique de la langue française (parlé et écrit) et une bonne capacité rédactionnelle. Des expériences en EIES et PAR en Afrique de l'Ouest et au Bénin seraient un atout.

Un (01) Ingénieur Géomètre de niveau BAC+5 avec au moins 5 ans d'expériences avec une implication en tant que géomètre exécutant et chef d'équipes dans la détermination et l'identification du tracé et des limites de l'emprise, le bornage des emprises, la mesure des dimensions des biens matériels (champs, bâtiments, terrains vierges et bornes, etc.). Il doit avoir réalisé deux (2) études topographiques de projets similaires. Il doit avoir une bonne connaissance des textes sur le droit des propriétés, le foncier et leur prise en compte dans les PAR.

Un (01) Cartographe et spécialiste en Système d'Information Géographique (SIG) de niveau universitaire (BAC+5 au moins) et ayant au moins cinq (05) ans d'expérience en SIG, cartographie, télédétection et en gestion de bases de données. Il devra avoir les qualifications suivantes :

une maîtrise de la cartographie des enjeux environnementaux et sociaux d'un sous-projet ;

l'expérience dans les projets de développement d'infrastructures énergétique ou routière est un atout, tout comme l'expérience en matière de télédétection (maîtrise dans l'utilisation du serveur Google) ;

l'expérience à communiquer avec les communautés et autres acteurs clés est hautement souhaitée.

Il doit avoir au moins deux (02) expériences prouvées dans la collecte de données numériques de terrain à partir de Global Positioning System (GPS) dans les études de conception des réseaux de distribution HTA et BT et d'aménagement routier ; et d'études environnementale et sociale. Le spécialiste en SIG doit avoir réalisé

au moins deux (02) missions d'élaboration de SIG au cours des cinq (05) dernières années. Des expériences similaires en Afrique de l'Ouest et au Bénin seraient un atout.

Le Personnel Clé doit avoir une excellente pratique de la langue française (parlé et écrit) et une bonne capacité rédactionnelle.

Personnel d'appui :

Agents de collecte des données

Le Consultant devra mobiliser les agents de collecte des données. Ces agents doivent avoir un niveau minimum de BAC + 3 en géographie, sociologie, environnement, économie, agronomie, développement communautaire, etc). Une expérience en collecte de données qualitatives et quantitatives dans le cadre d'une évaluation environnementale et sociale serait un atout.

Ouvriers spécialisés

Le Consultant devra également mobiliser des ouvriers spécialisés pour assister le Géomètre dans la détermination et l'identification du tracé et des limites de l'emprise, le bornage des emprises et la mesure des dimensions des biens. Ces agents doivent être des techniciens topographes expérimentés avec cinq (05) ans d'expériences.

NB : L'exclusivité et la disponibilité des experts clés sur l'étendue de la mission demeurent une exigence. Un équilibre des genres dans la composition de l'équipe est également souhaité.

Par ailleurs, le Consultant peut s'adjoindre autre personnel d'appui nécessaire pour respecter le délai d'exécution.

Livrables et procédures de validation

La rédaction et la transmission du rapport de démarrage et celui provisoire à l'équipe du projet qui seront au préalable examinés, ensuite restitués et pré-validés lors d'un atelier en présence de l'ensemble des parties prenantes dont les représentants des services techniques compétents, des ONGs et Organisations de la Société Civile, des autorités administratives et collectivités territoriales, des autorités coutumières, des communautés locales riveraines aux zones des travaux, des représentants des personnes affectées par le sous-projet, etc. La transmission à la Banque mondiale du rapport provisoire intégrant les observations issues de la séance de restitution et des revues des parties prenantes.

Le nombre d'exemplaires des rapports EIES et PAR est défini tel qu'il suit :

les rapports provisoires pour recueillir les observations du P2AE, du Bureau d'Analyse et d'Investigation (BAI) et de la Banque mondiale : 04 copies et version numérique sur clé USB ;

les rapports provisoires pouvant être soumis à la validation à l'Agence Béninoise pour l'Environnement

: 5 copies et une version électronique sur clé USB ;

les rapports définitifs (validé) : 05 exemplaires et une version électronique sur la clé USB après la prise en compte des amendements.

Pour ce qui concerne le PMPP, le consultant fournira son rapport en français avec un résumé analytique en anglais dans la version finale (sous format électronique Word) au Client. Il devra incorporer les commentaires et suggestions de toutes les parties prenantes dans le document final y compris les observations pertinentes relevées lors de l'atelier de validation. Le nombre d'exemplaires du rapport du PMPP est défini tel qu'il suit :

le rapport version provisoire en 4 copies hard et version numérique sur clé USB pour acquérir les observations du projet et de la Banque mondiale ;

le rapport version provisoire intégrant les observations de l'équipe de préparation du projet pouvant être soumis à la validation nationale : 15 copies et une version électronique sur clé USB ;

le rapport définitif (validé) : 4 copies hard et version numérique sur clé USB après la prise en compte des observations de l'atelier de validation.

Au total le consultant produira un rapport PMPP, un rapport d'EIES et un rapport PAR pour l'ensemble de l'étude. Le rapport PMPP sera élaboré avant les deux autres. Il aura à défendre les rapports provisoires d'EIES et du PAR devant l'UGP, la Banque mondiale, la commission de l'ABE et obtenir pour le compte de l'UGP le Certificat de Conformité Environnementale et Sociale (CCES). Le PAR qui sera élaboré sera aussi validé au plan national, approuvé par la Banque et publié dans le pays et sur le site de la Banque mondiale et mis en œuvre avant que ne commencent les travaux de génie civil d'aménagement routier et d'électricité.

Durée de la mission

La mission du Consultant s'étale sur une période de **90 jours** à partir de la date de commencement indiquée dans l'ordre de service hormis les délais de validation des rapports et le calendrier envisagé.

Désignation	Délai
Préparation de la mission et cadrage (recherche documentaire, séance de cadrage, élaboration du rapport de démarrage et des outils de collecte des données et formation des agents enquêteurs)	10 jours
Conduite de la mission sur le terrain	45 jours
Rédaction du rapport provisoire du PMPP et soumission à la Banque	12 jours
Atelier de restitution du rapport provisoire du PMPP	1 jour
Rédaction des rapports provisoires d'EIES, du PAR et du PMPP	15 jours
Atelier de restitution des rapports provisoires d'EIES, du PAR	2 jours
Soumission des rapports provisoires d'EIES et du PAR à la Banque mondiale	-
Production des rapports provisoires corrigés d'EIES et du PAR à soumettre à la validation par l'ABE	5 jours

Informations à fournir par le Consultant

Le Consultant doit fournir les informations indiquant qu'il est qualifié pour exécuter les services demandés avec preuves (attestation de bonne fin d'exécution, expériences et disponibilité de personnel nécessaire compétent, etc.). Tous les documents dans le cadre de cette étude obéissent à la réglementation sur la protection des données et les politiques de confidentialités du bailleur et celle de la République du Bénin.

Informations à fournir au Consultant par le projet

Pour l'exécution de sa mission, le Consultant aura pour interlocuteur principal l'Unité de Gestion du Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Electricité (P2AE) qui mettra tout en œuvre, avec l'aide du Bureau d'Analyse et d'Investigation (BAI), pour lui fournir tous les renseignements ou documentations disponibles à son niveau, plus spécifiquement, les études techniques des travaux à réaliser. La mise à disposition de ces documents ne dispense pas le Consultant de rechercher les informations nécessaires à l'exécution de sa mission.

ANNEXE 2 : CLAUSES SUR LES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE

CLAUSES SUR LES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE ET LE TRAVAIL DES ENFANTS

Codes de conduite et plan d'action pour la mise en œuvre des normes ESHS et SST et prévention de la violence basée sur le genre et violence contre les enfants

1. Contexte

L'objectif de ces codes de conduite et plan d'action pour la mise en œuvre des normes ESHS et SST et la prévention de la violence basée sur le genre (VBG) et la violence contre les enfants (VCE) est d'introduire un ensemble de définitions clés, codes de conduite et directives pour :

- i. Définir clairement les obligations de tout le personnel du projet (y compris les sous-traitants et les journaliers) en ce qui concerne la mise en œuvre des exigences environnementales, sociales, d'hygiène et de sécurité (ESHS) et de santé et sécurité au travail (SST) et ;
- ii. Aider à prévenir, signaler et traiter la VBG et le VCE sur le lieu de travail et dans les communautés environnantes.

L'application de ces codes de conduite contribuera à assurer que le projet atteigne ses objectifs ESHS et SST, ainsi qu'à prévenir et/ou atténuer les risques de VBG et VCE sur le projet et dans les communautés locales.

Ces codes de conduite doivent être adoptés par ceux qui travaillent sur le projet et sont destinés à :

- i. Sensibiliser aux attentes ESHS et SST sur le projet ;
- ii. Créer une conscience commune de la VBG et de la VCE et :
 - a) Assurer une compréhension commune du fait que ces violences n'ont pas leur place dans le projet ; et,
 - b) Créer un système clair d'identification, de réponse et de sanction des incidents de VBG et de VCE.

S'assurer que tout le personnel du projet connaît les valeurs du projet, comprend ce qui est attendu de lui, et reconnaît les conséquences des violations de ces valeurs, contribuera à une mise en œuvre du projet plus harmonieuse, plus respectueuse et productive, garantissant ainsi la réalisation des objectifs du projet.

2. Définitions

Les définitions suivantes s'appliquent :

Environnement, Social, Hygiène et Sécurité (ESHS) : terme générique couvrant les questions liées à l'impact du projet sur l'environnement, les communautés et les travailleurs.

Santé et Sécurité au Travail (SST) : La santé et la sécurité au travail visent à protéger la sécurité, la santé et le bien-être des personnes exerçant un emploi. La jouissance de ces normes au plus haut niveau est un droit humain fondamental qui devrait être accessible à chaque travailleur.

Violence Basée sur le Genre (VBG) : terme générique désignant tout acte préjudiciable perpétré contre la volonté d'une personne et **fondé sur les différences sociales (c'est-à-dire entre les sexes) entre les hommes et les femmes**. Cela comprend les actes qui infligent des souffrances ou des préjudices physiques, sexuels ou mentaux, les menaces de tels actes, la coercition et d'autres privations de liberté. Ces actes peuvent survenir en public ou en privé. Le terme VBG est utilisé pour souligner l'inégalité systémique entre les hommes et les femmes (qui existent dans chaque société dans le monde) et agit comme une caractéristique unificatrice et fondamentale de la plupart des formes de violence perpétrées contre les femmes

et les filles. La Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes de 1993 définit la violence contre les femmes comme « tout acte de violence sexiste qui entraîne ou risque d'entraîner des souffrances ou préjudices physiques, sexuels ou psychologiques ou des souffrances pour les femmes ». Les six principaux types de VBG sont :

- **Viol** : pénétration non consensuelle (même légère) du vagin, de l'anus ou de la bouche avec un pénis, une autre partie du corps ou un objet,
- **Agression sexuelle** : toute forme de contact sexuel non consensuel qui n'entraîne pas ou n'inclut pas la pénétration. Les exemples incluent : la tentative de viol, ainsi que les baisers non désirés, les caresses, ou le toucher des organes génitaux et des fesses.
 - **Harcèlement sexuel** : ce sont des avances sexuelles non désirées, des demandes de faveurs sexuelles et d'autres comportements verbaux ou physiques de nature sexuelle. Le harcèlement sexuel n'est pas toujours explicite ou évident, il peut inclure des actes implicites et subtils mais implique toujours une dynamique de pouvoir et de genre dans laquelle une personne au pouvoir utilise sa position pour harceler une autre selon son sexe. La conduite sexuelle est importune chaque fois que la personne qui la subit la considère comme indésirable (par exemple, regarder quelqu'un de haut en bas, embrasser, hurler ou claquer des sons, traîner quelqu'un, siffler et crier, dans certains cas, donner des cadeaux personnels).
 - **Faveurs sexuelles** : est une forme de harcèlement sexuel et consiste à faire des promesses de traitement favorable (par exemple promotion) ou de traitement défavorable (perte d'emploi, par exemple) dépendant d'actes sexuels ou d'autres comportements humiliants, dégradants ou exploités.
- **Agression physique** : un acte de violence physique qui n'est pas de nature sexuelle. Exemples : frapper, gifler, étouffer, couper, bousculer, brûler, tirer ou utiliser des armes, des attaques à l'acide ou tout autre acte entraînant des douleurs, des malaises ou des blessures ;
- **Mariage forcé** : le mariage d'un individu contre sa volonté.
- **Déni de ressources, d'opportunités ou de services** : refus d'accès légitime aux ressources / ressources économiques ou aux moyens de subsistance, à l'éducation, à la santé ou à d'autres services sociaux (par exemple, une veuve empêchée de recevoir un héritage, une femme empêchée d'utiliser des contraceptifs, une fille empêchée d'aller à l'école, etc.).
- **Abus psychologique/émotionnel** : infliction de douleur ou de blessures mentales ou émotionnelles. Exemples : menaces de violence physique ou sexuelle, intimidation, humiliation, isolement forcé, harcèlement, attention non désirée, remarques, gestes ou écrits de nature sexuelle et / ou menaçante, destruction de choses chéries, etc.

Violence Contre les Enfants (VCE) : est défini comme un préjudice physique, sexuel, émotionnel et/ou psychologique, négligence ou traitement négligent d'enfants mineurs (moins de 18 ans), y compris l'exposition à un tel préjudice, qui entraîne des dommages réels ou potentiels à la santé, la survie, le développement ou la dignité de l'enfant dans le cadre d'une relation de responsabilité, de confiance ou de pouvoir. Cela inclut l'utilisation des enfants pour le profit, le travail, la gratification sexuelle, ou un autre avantage personnel ou financier. Cela inclut également d'autres activités telles que l'utilisation d'ordinateurs, de téléphones portables, de caméras vidéo et numériques ou de tout autre moyen d'exploiter ou de harceler les enfants ou d'accéder à la pornographie mettant en scène des enfants.

Toilettage : ce sont des comportements qui permettent à un agresseur de se procurer un enfant pour une activité sexuelle. Par exemple, un délinquant peut établir une relation de confiance avec l'enfant, puis chercher à sexualiser cette relation (par exemple en

encourageant des sentiments romantiques ou en exposant l'enfant à des concepts sexuels à travers la pornographie).

Toilettage en ligne : est l'acte d'envoyer un message électronique avec un contenu indécent à un destinataire que l'expéditeur croit être mineur, avec l'intention de procurer le destinataire pour s'engager ou se soumettre à une activité sexuelle avec une autre personne, y compris mais pas nécessairement expéditeur.

Mesures de responsabilisation : les mesures mises en place garantissant la confidentialité des survivants et obligent les entrepreneurs, les consultants et le client à mettre en place un système équitable de traitement des cas de VBG et VCE.

Plan de gestion environnementale et sociale des entrepreneurs (PGES-E) : plan élaboré par l'entrepreneur décrivant la manière dont il mettra en œuvre les travaux conformément au plan de gestion environnementale et sociale (PGES) du projet.

Enfant : est utilisé de manière interchangeable avec le terme « mineur » et se réfère à une personne de moins de 18 ans. Ceci est conforme à l'article 1 de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.

Protection de l'enfance (PE) : est une activité ou une initiative conçue pour protéger les enfants de toute forme de préjudice, en particulier découlant de VCE.

Consentement : est le choix éclairé qui sous-tend l'intention libre et volontaire d'un individu, son acceptation ou son accord à faire quelque chose. Aucun consentement ne peut être trouvé lorsque cette acceptation ou cet accord est obtenu en utilisant des menaces, la force ou d'autres formes de coercition, d'enlèvement, de fraude, de tromperie ou de fausse déclaration. Conformément à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, la Banque mondiale considère que le consentement ne peut être donné par des enfants de moins de 18 ans, même si la législation nationale du pays dans lequel le Code de conduite est introduite a un âge inférieur. Une croyance erronée concernant l'âge de l'enfant et le consentement de l'enfant n'est pas un moyen de défense.

Consultant : c'est une entreprise, une organisation ou un autre établissement qui a obtenu un contrat pour fournir des services de consultants au projet et qui a embauché des gestionnaires et/ou des employés pour effectuer ce travail.

Entrepreneur : Est 'une entreprise, une organisation ou un autre établissement qui a obtenu un contrat pour exécuter des travaux de développement d'infrastructure pour le projet et a embauché des gestionnaires et/ou des employés pour effectuer ce travail. Cela comprend également les sous-traitants embauchés pour entreprendre des activités au nom de l'entrepreneur.

Employé : toute personne offrant de la main-d'œuvre à l'entrepreneur ou consultant dans le pays sur ou hors du site de travail, sous un contrat de travail formel ou informel, généralement, mais pas nécessairement (y compris les stagiaires et bénévoles non rémunérés), en échange d'un salaire, sans responsabilité de gérer ou de superviser d'autres employés.

Procédure d'Allégation VBG et VCE : est la procédure à suivre pour signaler les incidents de VBG ou VCE.

Codes de conduite VBG et VCE : Les codes de conduite adoptés pour le projet couvrent l'engagement de l'entreprise et les responsabilités des gestionnaires et des individus en matière de VBG et VCE.

Equipe de conformité VBG et VCE (ECVV) : une équipe mise en place par le projet pour traiter les questions de VBG et VBG.

Mécanisme de règlement des griefs (MRG) : est le processus établi par un projet pour recevoir et traiter les plaintes.

Gestionnaire : toute personne offrant son travail à l'entrepreneur ou au consultant, sur ou hors du lieu de travail, en vertu d'un contrat de travail formel ou informel et en échange d'un salaire, et ayant la responsabilité de contrôler ou de diriger les activités d'une équipe, unité, division ou similaire de l'entrepreneur ou du consultant, et de superviser et de gérer un nombre prédéfini d'employés.

L'auteur : la ou les personnes qui commettent ou menacent de commettre un acte ou des actes de VBG ou VCE.

Protocole de réponse : les mécanismes mis en place pour répondre aux cas de VBG et de VCE.

Survivant / Survivants : la ou les personnes touchées par la VBG ou la VCE. Les femmes, les hommes et les enfants peuvent être des survivants de la VBG ; les enfants peuvent être des survivants de la VCE.

Site de travail : c'est le lieu où les travaux de développement d'infrastructure sont menés, dans le cadre du projet. Les missions de consultant sont considérées comme ayant les zones dans lesquelles elles sont actives en tant que sites de travail.

alentours du site de travail : est la « zone d'influence du projet » qui est une zone, urbaine ou rurale, directement affectée par le projet, y compris toutes les implantations humaines qui s'y trouvent.

3. Codes de Conduite

Ce chapitre présente trois codes de conduite à utiliser :

- i. **Code de conduite de l'entreprise** : engage l'entreprise à traiter les questions de VBG et VCE ;
- ii. **Code de conduite du gestionnaire** : engage les gestionnaires à mettre en œuvre le code de conduite de l'entreprise, ainsi que ceux signés par des individus ; et,
- iii. **Code de conduite individuel** : Code de conduite pour toute personne travaillant sur le projet, y compris les gestionnaires.

Code de conduite de l'entreprise

Mise en œuvre des normes ESHS et SST

Prévenir la violence basée sur le genre et la violence contre les enfants

L'entreprise s'engage à veiller à ce que le projet soit mis en œuvre de manière à minimiser les impacts négatifs sur l'environnement local, les communautés et les travailleurs. Cela se fera en respectant les normes environnementales, sociales, d'hygiène et de sécurité (ESHS) et en veillant à ce que les normes appropriées en matière de santé et de sécurité au travail (SST) soient respectées.

L'entreprise s'engage également à créer et maintenir un environnement dans lequel la violence basée sur le genre (VBG) et la violence contre les enfants (VCE) n'ont pas leur place et où elles ne seront tolérées par aucun employé, sous-traitant, fournisseur, associé ou représentant de l'entreprise.

Par conséquent, pour s'assurer que tous les participants au projet sont conscients de cet engagement, l'entreprise s'engage à respecter les principes fondamentaux et les normes de comportement suivants qui s'appliquent à tous les employés, associés et représentants de l'entreprise, y compris les sous-traitants et les fournisseurs, sans exception :

Général

1. L'entreprise - et donc tous les employés, associés, représentants, sous-traitants et fournisseurs - s'engage à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations nationales pertinentes.
2. L'entreprise s'engage à mettre en œuvre intégralement son « Plan de gestion environnementale et sociale des entrepreneurs » (PGES-E).
3. L'entreprise s'engage à traiter les femmes, les enfants (personnes de moins de 18 ans) et les hommes avec respect quelle que soit leur race, couleur, langue, religion, opinion politique ou autre, origine nationale, ethnique ou sociale, propriété, handicap, naissance ou un autre statut. Les actes de VBG et de VCE sont en violation de cet engagement.
4. L'entreprise doit s'assurer que les interactions avec les membres de la communauté locale sont faites avec respect et sans discrimination.
5. Le langage et le comportement avilissants, menaçants, harcelants, abusifs, culturellement inappropriés ou sexuellement provocateurs sont interdits chez tous les employés, associés et représentants de l'entreprise, y compris les sous-traitants et les fournisseurs.
6. L'entreprise suivra toutes les instructions de travail raisonnables (y compris en ce qui concerne les normes environnementales et sociales).
7. L'entreprise protégera et assurera l'utilisation appropriée des biens (par exemple, pour interdire le vol, la négligence ou le gaspillage).

Santé et sécurité

8. L'entreprise veillera à ce que le plan de gestion de la santé et de la sécurité au travail (SST) du projet soit mis en œuvre efficacement par le personnel de l'entreprise, ainsi que par les sous-traitants et les fournisseurs.
9. L'entreprise veillera à ce que toutes les personnes sur le site portent un équipement de protection individuelle (EPI) approprié et prescrit, empêchant les accidents évitables et les conditions ou pratiques de déclaration qui présentent un danger pour la sécurité ou qui menacent l'environnement.
10. L'entreprise s'engage à :
 - i. interdire l'usage de l'alcool pendant les activités de travail.
 - ii. interdire l'usage de stupéfiants ou d'autres substances qui peuvent altérer les facultés en tout temps.
11. L'entreprise veillera à ce que des installations d'assainissement adéquates soient disponibles sur le site et dans tous les logements des travailleurs fournis aux personnes travaillant sur le projet.

Violence basée sur le Genre et Violence Contre les Enfants

12. Les actes de VBG ou VCE constituent une faute grave et sont donc des motifs de sanctions, qui peuvent inclure des sanctions et/ou la cessation d'emploi, et si nécessaire le renvoi à la police pour d'autres mesures.
13. Toutes les formes de VBG et VCE, y compris le toilettage, sont inacceptables, qu'elles aient lieu sur le site de travail, aux alentours du site de travail, dans les camps de travailleurs ou dans la communauté locale.
 - i. Le harcèlement sexuel - par exemple, faire des avances sexuelles inopportunes, des demandes de faveurs sexuelles et d'autres comportements verbaux ou physiques, de nature sexuelle, y compris des actes subtils d'un tel comportement, est interdit.

- ii. Les faveurs sexuelles - par exemple, faire des promesses ou un traitement favorable dépendant d'actes sexuels - ou d'autres formes de comportement humiliant, dégradant ou d'exploitation sont interdites.
14. Le contact ou l'activité sexuelle avec des enfants de moins de 18 ans, y compris par le biais des médias numériques, est interdit. Une croyance erronée concernant l'âge d'un enfant n'est pas une défense. Le consentement de l'enfant n'est pas non plus une défense ou une excuse.
 15. À moins d'un consentement total de toutes les parties impliquées dans l'acte sexuel, les interactions sexuelles entre les employés de l'entreprise (à tous les niveaux) et les membres des communautés entourant le lieu de travail sont interdites. Cela inclut les relations impliquant la retenue / la promesse d'une prestation réelle (monétaire ou non monétaire) aux membres de la communauté en échange de rapports sexuels - une telle activité sexuelle est considérée comme « non consensuelle » dans le champ d'application de ce Code.
 16. En plus des sanctions imposées aux entreprises, des poursuites judiciaires seront engagées contre ceux qui commettent des actes de VBG ou de VCE, le cas échéant.
 17. Tous les employés, y compris les bénévoles et les sous-traitants, sont fortement encouragés à signaler les actes présumés ou réels de VBG et /ou VCE par un collègue, que ce soit dans la même entreprise ou non. Les rapports doivent être faits conformément aux procédures d'allégation VBG et VCE du projet.
 18. Les gestionnaires sont tenus de signaler et de prendre des mesures pour contrer les actes présumés ou réels de VBG et /ou VCE, car ils ont la responsabilité de respecter les engagements de l'entreprise et de tenir leurs subordonnés directs responsables.

La mise en œuvre

Pour s'assurer que les principes ci-dessus sont mis en œuvre efficacement, l'entreprise s'engage à assurer que :

19. Tous les gestionnaires signent le « code de conduite du gestionnaire » du projet, détaillant leurs responsabilités pour la mise en œuvre des engagements de l'entreprise et l'application des responsabilités dans le « code de conduite individuel ».
20. Tous les employés signent le « Code de conduite individuel » du projet, confirmant qu'ils acceptent de se conformer aux normes ESHS et SST, et de ne pas s'engager dans des activités aboutissant à la VBG ou au VCE.
21. Afficher le code de conduite de l'entreprise et le code de conduite individuel dans les camps de travailleurs, les bureaux et dans les zones publiques de l'espace de travail. Des exemples de zones comprennent les zones d'attente, de repos et d'accueil des sites, des zones de cantine et des centres de santé.
22. S'assurer que les copies postées et distribuées du code de conduite de l'entreprise et du code de conduite individuel sont traduites dans la langue utilisée dans les zones de travail ainsi que pour tout le personnel international dans leur langue maternelle.
23. Une personne appropriée est désignée comme « point focal » de l'entreprise pour traiter les questions de VBG et de VCE, y compris pour représenter l'entreprise au sein de l'équipe de conformité VBG et VCE (ECVV) composée de représentants du client, de l'entrepreneur, de la mission de contrôle et des fournisseur (s) de services locaux.
24. S'assurer qu'un plan d'action efficace en matière de VBG et de VCE est élaboré en consultation avec la ECVV, ce qui comprend au minimum
 - i. **Procédure d'allégation de VBG et de VCE** pour signaler les problèmes de VBG et de VCE par le biais du mécanisme de règlement des griefs du projet ;

- ii. **Mesures de responsabilisation** pour protéger la confidentialité de toutes les parties concernées ; et,
 - iii. **Protocole de réponse** applicable aux survivants et auteurs de VBG et de VCE.
25. Que l'entreprise mette en œuvre efficacement le plan d'action final sur la VBG et la VCE convenu, en fournissant des commentaires à la ECVV pour des améliorations et des mises à jour, le cas échéant.
26. Tous les employés suivent un cours de formation initiale avant de commencer à travailler sur le site afin de s'assurer qu'ils connaissent les engagements de l'entreprise envers les normes ESHS et SST et les codes de conduite VBG et VCE du projet.
27. Tous les employés suivent un cours de formation obligatoire une fois par mois pour la durée du contrat à compter de la première formation initiale avant le début des travaux pour renforcer la compréhension des normes ESHS et SST du projet et du code de conduite VBG et VCE.

Je reconnais par la présente avoir lu le Code de Conduite de l'Entreprise et, au nom de l'entreprise, j'accepte de me conformer aux normes qui y sont contenues. Je comprends mon rôle et mes responsabilités pour soutenir les normes SST et ESHS du projet, et prévenir et répondre à la VBG et à la VCE. Je comprends que toute action incompatible avec le présent Code de conduite de l'Entreprise ou l'omission d'agir conformément au présent Code de conduite de l'Entreprise peut entraîner des mesures disciplinaires.

Nom de l'entreprise : _____

Signature : _____

Nom en caractères d'imprimerie : _____

Titre : _____

Date : _____

Code de conduite du gestionnaire

Mise en œuvre des normes ESHS et SST

Prévenir la violence basée sur le genre et la violence contre les enfants

Les gestionnaires de tous les niveaux ont la responsabilité de respecter l'engagement de l'entreprise à mettre en œuvre les normes ESHS et SST, et de prévenir et combattre la VBG et le VCE. Cela signifie que les gestionnaires ont la responsabilité de créer et de maintenir un environnement qui respecte ces normes et empêche la VBG et la VCE. Les gestionnaires doivent soutenir et promouvoir la mise en œuvre du code de conduite de l'entreprise. À cette fin, les gestionnaires doivent respecter le présent code de conduite du gestionnaire et signer le code de conduite individuel. Ceci les engage à soutenir la mise en œuvre du PGES-E et du plan de gestion de SST, et à développer des systèmes qui facilitent la mise en œuvre du Plan d'action sur la VBG et le VCE. Ils doivent maintenir un environnement de travail sûr, ainsi qu'un environnement exempt de VBG et de VCE sur le lieu de travail et dans la communauté locale. Ces responsabilités incluent mais ne sont pas limitées à :

La mise en œuvre

1. Pour assurer une efficacité maximale du code de conduite de l'entreprise et du code de conduite individuel :
 - i. Afficher bien en évidence le code de conduite de l'entreprise et le code de conduite individuel dans les camps de travailleurs, les bureaux et dans les zones publiques de l'espace de travail. Des exemples de telles zones comprennent les zones d'attente, de repos et d'accueil des sites, les zones de repas et des centres de santé.
 - ii. S'assurer que toutes les copies postées et distribuées du code de conduite de l'entreprise et du code de conduite individuel sont traduites dans la langue utilisée dans les zones de travail ainsi que pour tout le personnel international dans leur langue maternelle.
2. Expliquer verbalement et par écrit le code de conduite individuel et le code de conduite de l'entreprise à tout le personnel.
3. Assurez-vous que :
 - i. Tous les subordonnés directs signent le « Code de conduite individuel », y compris la reconnaissance qu'ils ont lu et accepté le Code de conduite.
 - ii. Des listes du personnel et des copies signées du code de conduite individuel sont fournies au gestionnaire SST, à l'Équipe de Conformité VBG et VCE (ECVV) et au client.
 - iii. Participer à la formation et s'assurer que le personnel participe également comme indiqué ci-dessous.
 - iv. Mettre en place un mécanisme permettant au personnel de :
 - (a) signaler les préoccupations relatives à conformité ESHS ou SST ; et,
 - (b) Signaler confidentiellement les incidents de VBG ou de VCE par l'entremise du mécanisme de règlement des griefs (MGR)
 - v. Le personnel est encouragé à signaler les problèmes ESHS, SST, VBG ou VCE suspectés ou réels, en soulignant la responsabilité du personnel envers l'entreprise et le pays d'accueil, et en insistant sur le respect de la confidentialité.
1. En conformité avec les lois applicables et au mieux de vos capacités, empêchez les auteurs d'exploitation et d'abus sexuels d'être embauchés, réembauchés ou déployés. Utilisez les vérifications d'antécédents et de références criminelles pour tous les employés.

2. S'assurer lors d'engagement dans des accords avec des partenaires, des sous-traitants, des fournisseurs ou des accords similaires, que ces accords :
 - i. Incorporent les codes de conduite ESHS, SST, VBG et SST en pièce jointe.
 - ii. Incluent le langage approprié exigeant que ces entités adjudicatrices et individus, ainsi que leurs employés et bénévoles, se conforment au code de conduite individuel.
 - iii. Déclarent expressément que l'incapacité de ces entités ou individus, selon le cas, à assurer la conformité aux normes ESHS et SST, prendre des mesures préventives contre la VBG et VCE, enquêter sur les allégations, ou prendre des mesures correctives lorsque la VBG ou VCE a eu lieu, non seulement constituent des motifs de sanctions et de pénalités conformément aux codes de conduite individuels, mais aussi la résiliation des accords pour travailler sur ou fournir le projet.
3. Fournir un soutien et des ressources à la ECVV pour créer et diffuser des initiatives de sensibilisation interne grâce à la stratégie de sensibilisation dans le cadre du Plan d'action sur la VBG et le VCE.
4. Veiller à ce que tout problème de VBG ou de VCE justifiant une action de la police soit immédiatement signalé à la police, au client, et à la Banque mondiale.
5. Signaler et agir conformément au protocole de réponse tout acte suspecté ou réel de VBG et/ou de VCE étant donné que les gestionnaires ont la responsabilité de faire respecter les engagements de l'entreprise et de tenir leurs subordonnés directs responsables.
6. S'assurer que tout incident ESHS ou SST important est signalé au client et à la mission de contrôle immédiatement.

Formation

7. Les gestionnaires doivent :
 - i. S'assurer que le plan de gestion de SST est mis en œuvre, avec une formation appropriée requise pour tout le personnel, y compris les sous-traitants et les fournisseurs ; et,
 - ii. S'assurer que le personnel a une bonne compréhension du PGES-E et qu'il est formé de manière appropriée pour mettre en œuvre les exigences du PGES-E.
8. Tous les gestionnaires doivent assister à une formation d'initiation pour les gestionnaires avant de commencer à travailler sur le site pour s'assurer qu'ils sont familiers avec leurs rôles et responsabilités dans le respect des éléments VBG et VCE de ces codes de conduite. Cette formation sera distincte du cours de formation initiale obligatoire pour tous les employés et fournira aux gestionnaires la compréhension et le soutien technique nécessaires pour commencer à élaborer le plan d'action sur la VBG et VCE pour aborder les questions de VBG et de VCE.
9. Les gestionnaires sont tenus d'assister et de soutenir les cours de formation mensuels facilités par le projet pour tous les employés. Les gestionnaires seront tenus de présenter les formations et d'annoncer les auto-évaluations, y compris la collecte de sondages de satisfaction pour évaluer les expériences de formation et fournir des conseils sur l'amélioration de l'efficacité de la formation.
10. Veiller à ce que le temps soit fourni pendant les heures de travail et que le personnel avant de commencer les travaux sur le site assiste à la formation d'initiation facilitée par le projet obligatoire sur :
 - iii. SST et ESHS ; et,
 - iv. VBG et VCE requis pour tous les employés.

11. Pendant les travaux de génie civil, s'assurer que le personnel suit une formation continue en SST et ESHS, ainsi que le cours de recyclage obligatoire mensuel exigé de tous les employés pour combattre le risque accru de VBG et VCE.

Réponse

12. Les gestionnaires seront tenus de prendre les mesures appropriées pour traiter les incidents liés à l'ESHS ou à la SST.

13. En ce qui concerne la VBG et le VCE :

- i. Fournir des commentaires sur les procédures d'allégation VBG et VCE et le protocole d'intervention élaborés par l'ECVV dans le cadre du plan d'action final sur la VBG et la VCE.
- ii. Une fois adopté par l'entreprise, les gestionnaires respecteront les mesures de responsabilisation énoncées dans le plan d'action VBG et VCE afin de préserver la confidentialité de tous les employés qui signalent (ou prétendent) commettre des cas de VBG et VCE (sauf si une rupture des règles de confidentialité est nécessaire pour protéger des personnes ou des biens d'un préjudice grave ou lorsque la loi l'exige).
- iii. Si un responsable développe des inquiétudes ou des soupçons concernant une forme de VBG ou de VCE par l'un de ses subordonnés directs, ou par un employé travaillant pour un autre contractant sur le même lieu de travail, il est tenu de signaler le cas.
- iv. Une fois qu'une sanction a été décidée, le (s) gestionnaire (s) concerné (s) est (sont) personnellement responsable (s) de l'exécution effective de la mesure, dans un délai maximum de 14 jours à compter de la date de sanction.
- v. Si un gestionnaire a un conflit d'intérêts en raison de ses relations personnelles ou familiales avec le survivant et/ou l'auteur de l'infraction, il doit aviser l'entreprise concernée et l'ECVV. L'entreprise sera tenue de nommer un autre gestionnaire sans conflit d'intérêts pour répondre aux plaintes.
- vi. Veiller à ce que tout problème de VBG ou de VCE justifiant une action de la police soit immédiatement signalé à la police, au client et à la Banque mondiale.

14. Les gestionnaires qui échouent à traiter les incidents ESHS ou SST, ou qui ne déclarent pas ou ne respectent pas les dispositions relatives à la VBG et à la VCE peuvent faire l'objet de mesures disciplinaires, déterminées et promulguées par le directeur général de l'entreprise ou l'équivalent du plus haut responsable de l'entreprise. Ces mesures peuvent inclure :

- i. Avertissement informel.
- ii. Avertissement formel.
- iii. Formation supplémentaire.
- iv. Perte de jusqu'à une semaine de salaire.
- v. Suspension de l'emploi (sans paiement de salaire), pour une période minimale de 1 mois jusqu'à un maximum de 6 mois.
- vi. Cessation d'emploi.

15. En fin de compte, le fait de ne pas répondre efficacement aux cas ESHS, SST, VBG et VCE sur le lieu de travail par les directeurs de l'entreprise peut donner lieu à des poursuites judiciaires par les autorités.

Je reconnais par la présente avoir lu le Code de conduite du gestionnaire, accepter de me conformer aux normes qui y sont énoncées et comprendre mes rôles et responsabilités pour prévenir et répondre aux exigences ESHS, SST, VBG et VCE. Je comprends que toute action

incompatible avec le code de conduite de ce gestionnaire ou l'omission d'agir conformément au code de conduite du gestionnaire peut entraîner des mesures disciplinaires.

Signature : _____

Nom en caractères d'imprimerie : _____

Titre : _____

Date : _____

Code de conduite individuel

Mise en œuvre des normes ESHS et SST

Prévenir la violence basée sur le genre et la violence contre les enfants

Je, soussigné(e) _____, reconnais qu'il est important de respecter les normes environnementales, sociales, d'hygiène et de sécurité (ESHS), de respecter les exigences de santé et de sécurité au travail (SST) du projet et de prévenir la violence basée sur le genre (VBG) et la violence contre les enfants (VCE).

L'entreprise considère que le non-respect des normes ESHS et SST ou la participation à des activités VBG ou VCE, que ce soit sur le lieu de travail, aux alentours du lieu de travail, dans les camps de travailleurs ou dans les communautés avoisinantes, constituent des fautes graves, et sont donc passibles de sanctions, des pénalités ou d'une éventuelle cessation d'emploi. Des poursuites par la police contre les auteurs de VBG ou de VCE peuvent être engagées si nécessaire.

Je suis d'accord que tout en travaillant sur le projet, je dois :

1. Assister et participer activement à des cours de formation liés à ESHS, SST, VIH / SIDA, VBG et VCE comme demandé par mon employeur.
2. Porter mon équipement de protection individuelle (EPI) en tout temps sur le lieu de travail ou dans le cadre d'activités liées au projet.
3. Prendre toutes les mesures pratiques pour mettre en œuvre le plan de gestion environnementale et sociale de l'entrepreneur (PGES-E).
4. Mettre en œuvre le plan de gestion de la SST.
5. Adhérer à une politique sans alcool pendant les activités de travail et s'abstenir d'utiliser des stupéfiants ou d'autres substances qui peuvent altérer les facultés en tout temps.
6. Consentir à la vérification des antécédents de la police.
7. Traiter les femmes, les enfants (personnes de moins de 18 ans) et les hommes avec respect sans distinction de race, couleur, langue, religion, opinion politique ou autre, origine nationale, ethnique ou sociale, propriété, handicap, naissance ou autre statut.
8. Ne pas utiliser de langage ou de comportement envers les femmes, les enfants ou les hommes qui soient inapproprié, harcelant, abusif, sexuellement provocant, avilissant ou culturellement inapproprié.
9. Ne pas se livrer au harcèlement sexuel - par exemple, faire des avances sexuelles importunes, des demandes de faveurs sexuelles et d'autres comportements verbaux ou physiques, de nature sexuelle, y compris des actes subtils de ce genre (par exemple, regarder quelqu'un de haut en bas, embrasser, hurler ou claquer des sons, traîner quelqu'un, siffler et faire des appels, donner des cadeaux personnels, faire des commentaires sur la vie sexuelle de quelqu'un, etc.).
10. Ne pas se livrer à des faveurs sexuelles - par exemple, faire des promesses ou un traitement favorable dépendant d'actes sexuels - ou d'autres formes de comportement humiliant, dégradant ou d'exploitation.
11. Ne pas participer à un contact ou une activité sexuelle avec des enfants - y compris le toilettage ou le contact par le biais des médias numériques. Une croyance erronée concernant l'âge d'un enfant n'est pas une défense. Le consentement de l'enfant n'est pas non plus une défense ou une excuse.
12. À moins d'avoir le plein consentement de toutes les parties impliquées, je n'aurai pas d'interactions sexuelles avec les membres des communautés environnantes. Cela inclut les relations impliquant la retenue ou la promesse de

prestation effective de bénéfices (monétaires ou non) aux membres de la communauté en échange de rapports sexuels - une telle activité sexuelle est considérée comme « non consensuelle » dans le champ d'application de ce Code.

13. Envisager de signaler par l'intermédiaire du mécanisme de règlement des griefs ou de mon directeur toute VBG ou VCE présumée ou réelle par un collègue, qu'il soit ou non employé par mon entreprise, ou toute violation de ce Code de Conduite.
14. En ce qui concerne les enfants de moins de 18 ans :
15. Dans la mesure du possible, je dois m'assurer qu'un autre adulte est présent lorsque je travaille à la proximité d'enfants.
16. Ne pas inviter des enfants non accompagnés sans lien avec ma famille dans ma maison, à moins qu'ils ne courent un risque immédiat de blessure ou de danger physique.
17. N'utiliser aucun ordinateur, téléphone portable, caméra vidéo ou numérique ou tout autre support pour exploiter ou harceler des enfants ou accéder à de la pornographie enfantine.
18. S'abstenir de punir physiquement ou de discipliner les enfants.
19. S'abstenir d'embaucher des enfants pour des travaux domestiques ou autres, en dessous de l'âge minimum de 14 ans, sauf si la législation nationale spécifie un âge plus élevé, ou qui les exposent à un risque important de blessure.
20. Respecter toutes les lois locales pertinentes, y compris les lois du travail relatives au travail des enfants et les politiques de sauvegarde de la Banque mondiale sur le travail des enfants et l'âge minimum.
21. Etre prudent lorsque je photographie ou filme des enfants.

Utilisation d'images d'enfants à des fins professionnelles

22. Avant de photographier ou filmer un enfant, évaluer et s'efforcer de suivre les traditions locales ou les restrictions concernant la reproduction d'images de personnes.
23. Avant de photographier ou filmer un enfant, obtenir le consentement éclairé de l'enfant et d'un parent ou du tuteur de l'enfant. En faisant cela, je dois expliquer comment la photo ou le film seront utilisés.
24. Veiller à ce que les photographies, les films, les vidéos et les DVD présentent les enfants de manière digne et respectueuse et non de manière vulnérable ou soumise. Les enfants doivent être vêtus de manière adéquate et ne pas avoir de poses pouvant être considérées comme sexuellement suggestives.
25. Assurer que les images sont des représentations honnêtes du contexte et des faits.
26. S'assurer que les étiquettes de fichiers ne révèlent pas d'informations d'identification sur un enfant lors de l'envoi d'images par voie électronique.

Sanctions

Je comprends que si je ne respecte pas ce Code de conduite individuel, mon employeur prendra des mesures disciplinaires qui pourraient inclure :

1. Avertissement informel.
2. Avertissement formel.
3. Formation supplémentaire.

4. Perte d'un maximum d'une semaine de salaire.
5. Suspension de l'emploi (sans paiement de salaire), pour une période minimum de 1 mois jusqu'à un maximum de 6 mois.
6. Cessation d'emploi.
7. Faire rapport à la police si nécessaire.

Je comprends qu'il est de ma responsabilité de veiller à ce que les normes environnementales, sociales, d'hygiène et de sécurité soient respectées. Que je vais adhérer au plan de gestion de la santé et de la sécurité au travail. Que je vais éviter les actions ou les comportements qui pourraient être interprétés comme VBG ou VCE. De telles actions constitueront une violation de ce code de conduite individuel. Je reconnais par la présente avoir lu le Code de conduite individuel ci-dessus, j'accepte de me conformer aux normes qui y sont énoncées et comprendre mes rôles et responsabilités pour prévenir et répondre aux questions ESHS, SST, VBG et VCE. Je comprends que toute action incompatible avec ce code de conduite individuel ou toute omission d'agir conformément au présent code de conduite peut entraîner des mesures disciplinaires et affecter mon emploi actuel.

Signature : _____

Nom en caractères d'imprimerie : _____

Titre : _____

Date : _____

Sous Annexe - Procédures potentielles pour traiter la VBG et VCE

Responsabilisation : Les mesures visant à préserver la confidentialité peuvent être réalisées grâce aux actions suivantes :

1. Informer tous les employés que la confidentialité des informations personnelles des survivants de VBG/VCE est de la plus haute importance.
2. Fournir à l'ECVV une formation sur l'écoute empathique et sans jugement.
3. Prendre des mesures disciplinaires, y compris le renvoi, contre ceux qui violent la confidentialité du survivant (sauf si une violation de la confidentialité est nécessaire pour protéger le survivant ou une autre personne d'un préjudice grave ou lorsque la loi l'exige).

Les procédures d'allégation VBG et VCE doivent spécifier :

1. Qui les survivants peuvent demander des informations et de l'aide.
2. Le processus permettant aux membres de la communauté et aux employés de déposer une plainte par l'intermédiaire du GRM devrait être présumé être la VBG ou la VCE.
3. Le mécanisme permettant aux membres et aux employés de la communauté d'escalader une demande de soutien ou de notification de violence si le processus de déclaration est inefficace en raison de l'indisponibilité ou de la non-réponse ou si la préoccupation de l'employé n'est pas résolue.

Les soutiens financiers et autres aux survivants peuvent inclure :

1. Prêts à faible intérêt ou sans intérêt
2. Avances salariales.
3. Paiement direct des frais médicaux.
4. Couverture de tous les frais médicaux liés spécifiquement à l'incident.
5. Les paiements initiaux pour les frais médicaux seront ultérieurement récupérés auprès de l'assurance maladie de l'employé.
6. Fournir ou faciliter l'accès à la garde d'enfants.
7. Fournir des mises à niveau de sécurité à la maison de l'employé.
8. Fournir des moyens de transport sécuritaires pour accéder aux services de soutien ou à l'hébergement.

Basé sur les droits, les besoins et les souhaits du survivant, les mesures de soutien aux survivants pour assurer la sécurité du survivant qui est un employé peuvent inclure :

1. Changement de la durée des heures ou du modèle des heures et/ou des horaires de travail de l'auteur ou du survivant.
2. Redéfinir ou changer les devoirs de l'auteur ou du survivant.
3. Modification du numéro de téléphone ou de l'adresse e-mail du survivant pour éviter tout contact avec le harceleur.
4. Relocaliser le survivant ou l'agresseur sur un autre lieu de travail/lieux alternatifs.
5. Fournir un transport sûr vers et à partir du travail pour une période spécifiée.
6. Soutenir le survivant pour demander une ordonnance de protection provisoire ou le référer à un soutien approprié.
7. Prendre toutes les autres mesures appropriées, y compris celles qui sont prévues par les dispositions existantes pour des modalités de travail favorables à la famille et

flexibles.

Les options de congé pour les survivants qui sont des employés peuvent inclure :

1. Un employé victime de VBG doit être en mesure de demander un congé spécial payé pour assister à un rendez-vous médical ou psychosocial, une procédure judiciaire, une réinstallation dans un lieu sûr et d'autres activités liées à la VBG.
2. Un employé qui prend en charge une personne confrontée à la VBG ou à la VCE peut le faire à partir des soins, y compris, mais sans y limiter, les accompagner à la cour ou à l'hôpital, ou prendre soin des enfants.
3. Les employés qui occupent un emploi occasionnel peuvent demander un congé spécial non payé ou des personnes non rémunérées.
4. Le nombre de jours de congé est déterminé en fonction de la situation de la personne au moyen de consultations avec l'employé, la direction et l'ECVV, le cas échéant.

Sanctions potentielles pour les employés auteurs de VBG et de VCE inclus :

1. Avertissement informel
2. Avertissement formel
3. Formation supplémentaire
4. Perte d'un maximum d'une semaine de salaire.
5. Suspension de l'emploi (sans paiement de salaire), pour une période minimum de 1 mois jusqu'à un maximum de 6 mois.
6. Cessation d'emploi.

Renvoi à la police ou à d'autres autorités si justifiées.

**ANNEXE 3 : CLAUSES ENVIRONNEMENTALE,
SOCIALE, SANTE ET SECURITE A INSERER DANS
LES DAO**

**EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES, SOCIALES, SANTE ET SECURITE DES
TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES PISTES D'ACCES AUX SITES AGRICOLES ET DE
BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE DANS LES COMMUNES DE KETOU,
SAVE, DASSA-ZOUME, OUINHI ET ZAGNANADO**

Note importante à l'attention des soumissionnaires :

Les présentes clauses constituent les Prescriptions Environnementales, Sociales, Santé et Sécurité relatives à l'exécution des travaux d'aménagement des pistes d'accès aux sites agricoles et de barrage et d'électrification rurale dans les communes de Kétou, Covè, Dassa-zoume, Ouinhi et Zagnanado. Elles ont été élaborées sur la base des rapports d'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) et Plan d'Action de Réinstallation (PAR). Des informations complémentaires pourraient être fournies aux soumissionnaires avant la négociation du contrat. Les soumissionnaires sont donc invités à tenir compte de cette disposition dans la préparation de leurs différentes offres.

Portée du présent document

L'entreprise est tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires environnementales, sociales, santé et sécurité en vigueur et les dispositions contractuelles du marché. Il est tenu d'assurer l'exécution du mandat qui lui est confié, sous le contrôle du Maître d'Ouvrage (MEF), conformément aux normes et règles environnementales, sociales, santé et sécurité en mettant tous ses moyens en œuvre pour préserver la qualité environnementale et sociale des travaux.

Les présentes Exigences Environnementales, Sociales, Santé et Sécurité (EESSS) ne s'appliquent qu'au marché pour lequel il a été conçu et ne dégagent en rien la responsabilité de l'entreprise vis-à-vis de la réglementation nationale en la matière.

Cette EESSS est un engagement contractuel, son respect dans l'intégralité est exigé. Déroger à l'une ou l'autre de ces clauses rend l'entreprise passible des amendes et sanctions prévues au contrat.

Le paiement des amendes et l'imposition des sanctions ne dégagent pas l'entreprise de ses responsabilités et de la réparation de ses torts et le cas échéant il devra remettre en état les lieux et payer pour les dommages causés. L'entreprise demeure également soumise aux bonnes pratiques de la Banque mondiale et des dispositions en vigueur en République du Bénin.

Aucune clause des présentes EESSS ne peut-être extraite ou modifiée sans que les représentants habilités de l'ensemble des parties liées au présent marché n'y aient consenti par écrits.

Les Clauses Environnementales, Sociales, Santé et Sécurité visent comme résultat la réduction des nuisances environnementales, sociales, santé, sécurité que pourraient induire les travaux et l'amélioration des indicateurs de performance EESS du sous-Projet. L'autorité contractante, ne peut pas être tenue responsable, si, après la mise en application des clauses mentionnées, il subsiste des effets néfastes quelconques. L'entreprise se doit de notifier au maître d'ouvrage ou toute autre personne identifiée à cette fin dans le contrat en cas de risques ou d'impact environnemental et social non maîtrisé ou non identifié au préalable.

Pour toute la durée du contrat, l'entreprise se doit de maintenir une assurance de responsabilité civile tel que définie au contrat et de transmettre un exemplaire de la police au maître d'ouvrage.

Les présentes EESSS ne remplacent pas le Certificat de Conformité Environnementale et sociale (CCES) et ne dispense pas le maître d'ouvrage des dispositions du décret n° 2022-390 du 13 juillet 2022 portant organisation des procédures de l'évaluation environnementale et sociale en République du Bénin. Il constitue donc un document qu'il faut associer au Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) annexé au CCES pour réduire les impacts négatifs du projet (**Ce PGES pourrait être complété le cas échéant**).

❖ Engagement de l'entreprise

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'entreprise est tenue de respecter :

- les clauses contractuelles le liant au Maître d'Ouvrage ;
- des dispositions du Plan de Gestion de la Main d'œuvre (PGMO), du Code de Bonne Conduite (CBC), du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP), du Plan d'Action Exploitation Abus Sexuel et Harcèlement Sexuel (PA EAS/HS).
- l'ensemble des dispositions environnementales, sociales, santé et sécurité applicables au Projet incluant :
 - la préparation, et la mise en œuvre d'un Plan de Gestion Environnementale et Sociale Chantier (PGESC) contenant un Plan d'Inclusion Sociale et d'Intégration Genre Chantier (PISG-C) ;
 - la préparation et la mise en œuvre d'un Plan de Gestion Santé et Sécurité Chantier (PGSSC) incluant un plan d'urgence, un système d'identification, d'analyse, de traitement et de rapportage d'incidents et d'accident ;
 - la préparation d'un plan d'état des lieux des bases vies et lieux de stockage des matériaux comprenant une procédure de démolition et de remise en état ;
 - la préparation et la mise en œuvre d'un plan d'abattage ;
 - Signature et mise en œuvre du Code de Bonne Conduite (CBC) du P2AE ;
 - la mise en œuvre du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) du Projet ;
 - la préparation en phase travaux des audits environnementaux et sociaux annuels.
 - la préparation d'un plan de prise en compte des aspects environnementaux et sociaux et de changement climatique (risque sur la faune aviaire, risque sanitaire, risque climatique) dans l'acquisition des matériels en usine ;
 - la préparation d'éventuelles opération de dédommagements résiduels ;
 - l'adhésion au programme de sécurité électrique de la SBEE, incluant une formation préalable en risque et habilitation électrique, les procédures de consignation électrique, les autorisations de travail et les procédures de travail en hauteur. Ces formations seront conduites par les formateurs certifiés de la SBEE. Tous les employés de l'Entrepreneur ou de ses sous-contractants impliqués dans les travaux électriques devront suivre cette formation de 3 à 4 jours de la SBEE selon les exigences et procédures du programme de sécurité électrique.
 - l'interdiction de polluer les rivières, marigots et zones humides.
 - l'installation de dispositifs anti-boue et anti-sédiments.
 - la gestion des hydrocarbures et huiles usées (bacs de rétention).
 - le respect des périmètres de protection des barrages et retenues d'eau
 - le respect des servitudes agricoles.
 - le maintien des accès aux champs pendant les travaux.
 - la construction de dalots, buses et ponts pour éviter l'isolement des villages.
 - la prévention de l'ensablement des pistes

- les lois et réglementations et normes béninoises en vigueur applicables et des exigences internationales notamment les Normes Environnementale et Sociale de la Banque mondiale.

En cas de désaccord entre les textes nationaux en vigueur, les directives de la Banque mondiale et les présentes clauses, les prescriptions les plus contraignantes s'appliquent.

Dans l'organisation journalière de son chantier, l'entreprise doit prendre toutes les mesures appropriées en vue de minimiser les atteintes à l'environnement, en appliquant les prescriptions du contrat et veiller à ce que son personnel, les personnes à charge de celui-ci et ses employés locaux, les respectent et les appliquent également.

❖ **Moyens à mettre en œuvre**

Ici sont définis les moyens que l'entreprise doit mettre en œuvre de façon obligatoire pour assumer les actions qui sont énumérées dans les présentes clauses ESSS.

❖ **Allotissements**

❖ **Moyens humains**

L'entreprise doit fournir, en termes de personnel clé E&S pour chaque lot, un **(01) Spécialiste Environnement**, un **(01) Spécialiste Social** et un **(01) Spécialiste santé sécurité** qui s'assureront de mettre en œuvre les prescriptions contenues dans le cahier des clauses environnementales, sociales, santé, sécurité ainsi que les documents opérationnels (PGES Chantier, PGSS Chantier etc.). Des spécialistes supports notamment des relais Hygiènes, Sécurité, Environnement (HSE) doivent être mobilisés pour la réussite de la mission. L'Ingénieur Conseil et/ou le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger que l'Entreprise procure du personnel de sauvegarde environnementale et sociale et de santé et sécurité supplémentaire à ses propres frais.

L'entreprise doit mettre en place un service médical courant et d'urgence à la base-vie, adapté à l'effectif de son personnel.

Les Curriculum Vitae (CV) des spécialistes et du personnel support font parties des CV qui feront objet d'approbation par l'Ingénieur Conseil et le Maître d'Ouvrage avant le démarrage des travaux.

La constitution du personnel clé pour le volet sauvegarde se présente comme suit :

Composition du personnel clé et d'appui de sauvegardes	
Kétou, Savè, Dassa-Zoumè, Ouinhi et Zagnanado	Nombre de spécialiste exigé
Spécialiste en environnement	01
Spécialiste en sauvegarde sociale	01
Spécialiste santé et Sécurité	01
Agents HSE	02

Le profil des spécialistes et relais HSE se présente comme suit :

Spécialiste en environnement : Le spécialiste sera chargé de la bonne mise en œuvre des PGES de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux du sous-projet. Il doit avoir des compétences avérées dans le domaine de l'environnement notamment les évaluations environnementales et QHSE. Il devra être titulaire d'un diplôme de BAC + 5 en environnement au moins et avec au moins 10 années d'expérience professionnelle. Il devra avoir trois expériences prouvées dans la mise en œuvre du PGES dans les cinq dernières années dont l'une liée aux projets d'infrastructures électriques, d'aménagement de pistes et de barrages.

Spécialiste Santé Sécurité : Le spécialiste en santé sécurité sera chargé de la bonne mise en œuvre du PGES Chantier et du PGSS de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux

du sous-projet. Il doit avoir des compétences avérées dans le domaine de la Santé et sécurité au travail sur les chantiers de construction d'infrastructures de distribution d'énergie électrique. Il devra être titulaire d'un diplôme de BAC + 5 au moins en Hygiène Santé Sécurité, Environnement ou équivalent et avec au moins 10 années d'expérience professionnelle. Il devra avoir trois expériences prouvées dans la mise en œuvre du PGES Chantier dans les cinq dernières années dont l'une liée aux projets d'infrastructures électriques, d'aménagement de pistes et de barrages.

Spécialiste en sauvegarde Sociale : pour la mise en œuvre des mesures liées aux risques sociaux conformément aux dispositions convenues dans les documents de sauvegardes environnementale et sociale du P2AE. Le spécialiste social devra avoir un niveau universitaire minimum BAC+5 ans dans le domaine des sciences sociales et/ou humaines avec au moins 10 années d'expérience professionnelle. Il doit être familier avec les normes de gestion environnementales et sociales de la Banque mondiale principalement en matière de gestion de la réinstallation involontaire, de l'inclusion sociale, de la gestion des groupes vulnérables, des VBG/EAS, de la gestion des plaintes, de travail forcé et de travail des enfants, etc. Il doit avoir des connaissances sur les dispositions nationales de gestion des risques sociaux et en approches participatives et une familiarité avec l'ABE. Il devra avoir effectué trois expériences prouvées similaires les cinq dernières années dont l'une liée aux projets d'infrastructures électriques, d'aménagement de pistes et de barrages.

Agent HSE de niveau BAC+3 ans au moins dans les domaines des sciences environnementales, sociales et/ou humaines ou tout autre domaine équivalent, seront des relais des trois (03) spécialistes en sauvegardes de l'entreprise dans leur zone d'intervention et exécuteront leurs tâches sous leur supervision. Il doit avoir effectué deux expériences prouvées dans le suivi de la mise en œuvre de PGES au cours des cinq dernières années et sur un chantier de construction, d'aménagement de pistes. La personne doit avoir une bonne connaissance des dispositions sécuritaires dans le cadre des travaux en hauteur et d'utilisation des échafaudage ainsi que les risques liés aux travaux effectués sur un chantier. La personne doit avoir des attitudes en élaboration des documents E&S, faire des rapports et développer / mettre en œuvre un plan de formation pour les travailleurs sur la santé et sécurité au travail.

***NB** : Prioriser les candidatures féminines à compétences égales serait un atout.*

❖ **Moyens matériels**

L'entreprise met à la disposition du personnel environnement, social, santé et sécurité les moyens matériels pour exécuter son travail (moyen de transport adapté, matériel informatique (ordinateur portable, kit de connexion, etc.) et de communication, équipement de protection personnel, équipements de mesures adaptés aux indicateurs qui doivent faire l'objet d'une surveillance par l'entreprise, etc.). L'entreprise devra également se procurer des principaux équipements de sécurité (à utiliser par ses ouvriers) qui sont présentés dans le tableau suivant :

Casques	Tous travaux présentant le risque de chocs à la tête	Obligatoire sur site
Vêtement de travail	Tous travaux présentant des risques de salissure ou d'agression du corps par contact ou projection.	Obligatoire sur site
Chaussures, bottes	Tous travaux présentant le risque de chute d'objets manutentionnés sur les pieds ou d'écrasement, ou de perforation de la semelle par objets pointus.	Obligatoire sur site
Lunettes, masques	Tous travaux présentant le risque de projection dans les yeux (meulage, manipulation produits acides ou caustiques...) ou exposant à des sources lumineuses de forte puissance	Lunettes obligatoires sur site

Masques, cagoules	Tous travaux effectués dans des milieux pollués (poussières, gaz toxiques, ...).	
Tabliers	Tous travaux présentant des risques de projection sur le corps (soudage, manipulation produits dangereux, ...).	
Gants	Tous travaux présentant des risques pour les mains. Nombreux types de gants selon le type d'agression : coupures, écrasement, chaleur, attaque chimique, électrisation, etc.	Obligatoire sur site
Gilet de visualisation haute visibilité fluorescent	Tous travaux à proximité de la circulation présentant des risques de collision.	
Harnais et dispositif antichute	Tous travaux exceptionnels non répétitifs ou de courte durée exposant à un risque de chute de hauteur.	
Casques antibruit, bouchons	Tous travaux exposant à des niveaux sonores supérieurs à 85dBA (conduite d'engins, meulage, ...)	Recommandé
Masques respiratoires	Tous travaux exposant à des inhalations de vapeurs ou de poussières (quelques fois invisibles et inodores).	

Les spécifications de certains EPI se présentent comme suit :

Description	Valeurs spécifiées
Fabricant	-----
Normes	EN 340 et EN ISO 20 471. Classe 2
Caractéristiques	
Matériau	Polyester
Confection	Bande rétro réfléchissante silhouettée : (2 bandes verticales et 1 horizontale)
	Fermeture par bande auto-agrippant ajustable.
	Léger au porté, et très confortable
Couleur	Jaune

- **Gilet de visualisation haute visibilité fluorescent**
- **Casque de protection avec jugulaire**

Description	Valeurs spécifiées
Fabricant	----
Type	Casque de sécurité
Normes	EN 397 / EN 50365 / ANSI Z89.1
Caractéristiques	
Matière	Casque en polyéthylène haute densité sans ventilation
Système de réglage du tour de tête	Casque réglage par crémaillère
Calotte	Calotte avec gouttière et encoche 30mm pour accessoires
Coiffe	Coiffe textile 4 points
Taille	53 à 63
Bandeau frontal	Bandeau frontal amovible et réglable de 53 à 63 cm

Durée de vie minimum	4 ans
Température admissible	Selon la norme EN 397 : Essai à basse température – 30°C
Tension d'isolement électrique	Selon la norme EN 50365 : 1 000V AC
	Selon la norme ANSI Z89.1(Classe E) : 20 000 V AC

- **Chaussures de sécurité**

Description	Valeurs spécifiées
Fabricant	----
Normes	EN ISO 20345 : 2011 MARQUAGE SB FO E P WRU CI HI HRO SRA ASTM F 2413-11 (Semelle testée jusqu'à 20 KV)
Caractéristiques	
REFERENCES	C99H-ISOL
Matière	Tige cuir pleine fleur lisse, hydrofuge, sans couture latérales, coloris noir, liseré rétro-réfléchissant côté extérieur, renfort anti-abrasion à l'arrière
Couture	Languette matelassée avec soufflet, système de fermeture par laçage, avec perforation pour œillets, Doublure tridimensionnelle respirante
Semelle	Semelage bidensité PU/nitrile avec insert diélectrique, résistant à l'hydrolyse, à la chaleur de contact (jusqu'à 300°C), aux hydrocarbures, et à l'abrasion
	Résistance diélectrique de la semelle pour une tension appliquée de 20KV pendant 1 minute, avec courant de fuite < 1 mA, sur grille métallique
	Absorbeur d'énergie au niveau du talon, et niveau de résistance à la glisse élevé (SRC = SRA + SRB)
	Semelle première de propreté amovible, anatomique, absorbante et anti-bactérie
Embout de protection	Embout de protection ergonomique / 200 joules, non métallique, léger et isotherme + insert anti-perforation en fibre haute ténacité, léger et ultra flexible
Protection contre la tension de pas	Protection contre la tension de pas au sol pour un défaut Phase-Terre, pour une tension nominale de réseau jusqu'à 20 KV . Utilisation limitée aux sols secs.
Aspect physique	Confortable et respirant
Entretien	Facile d'entretien

Ces équipements et les normes indiquées ne sont qu'une liste indicative non exhaustive. L'entreprise doit fournir les équipements adéquats au personnel en fonction des tâches à réaliser.

L'entreprise installera les panneaux et palissades nécessaires et réglementaires. L'accès du personnel pourra être contrôlé à tout moment par les personnes habilitées par le Maître d'Ouvrage et/ou ses représentants ou les autorisés légaux.

- ❖ **Équipements spécialisés**

Dans le cadre de la réduction des bruits de chantier par exemple, des sonomètres, des casques anti-bruit pour le personnel, des dispositifs d'insonorisation appropriés sur l'échappement des moteurs et des composants de compresseurs ainsi que l'installation d'isolations de vibrations pour les équipements mécaniques devront être utilisés. L'entreprise devra prévoir également des kits anti-pollution et bien d'autres équipements jugés utiles.

❖ Moyens financiers

Chaque soumissionnaire doit proposer un budget prévisionnel suffisant pour la mise en œuvre des mesures de sauvegardes. A cet effet, **tous les coûts associés aux présentes clauses ESSS seront inclus dans le bordereau de prix ESSS du contrat.**

L'entreprise sera responsable du paiement des frais associatifs pour l'obtention de tout permis ou autorisation en lien avec ses travaux. L'entreprise sera responsable du paiement de toutes les amendes/frais relatifs aux violations ou à la non-conformité avec les lois et réglementations nationales. Elle sera également responsable d'éventuels paiement de frais de dédommagement résiduels. De même la prise en charge des survivantes en cas de survenance d'un cas VBG, EAS/HS est entièrement à la charge de l'entreprise ainsi que les frais liés à la formation préalable de la SBEE sur les risques et habilitation électrique, sur les procédures de consignation électrique, les autorisations de travail et les procédures de travail en hauteur.

❖ Obligation en termes de production de résultats/rapports

Les principaux livrables attendus dans le cadre de l'exécution du contrat sont :

Tableau 1 : Livrables à soumettre

Documents	Emis pour	Phase	Date limite de soumission/obtention
Planning détaillé des travaux	Transmission à l'ABE	Préparatoire	Avant le démarrage des travaux
Plan de Gestion Environnementale et Sociale Chantier (PGESC) + Annexes	Approbation	Préparatoire	4 semaines avant le démarrage des travaux
Plan de Gestion de Santé et de la Sécurité Chantier (PGSSC) + Annexes	Approbation	Préparatoire	4 semaines avant le démarrage des travaux
Plan d'état des lieux des bases vies et lieux de stockage des matériaux	Approbation	Préparatoire	4 semaines avant le démarrage des travaux
Rapport de formation de la SBEE sur les risques et habilitation électrique, sur les procédures de consignation électrique, les autorisations de travail et les procédures de travail en hauteur	Information	Préparatoire	2 semaines après la mobilisation du personnel de chantier
Les permis de travail doivent couvrir les risques spécifiques aux barrages et aux pistes.	Information	Préparatoire	2 semaines après la mobilisation du personnel de chantier
Formation sur les autorisations de travail	Information	Préparatoire	2 semaines après la mobilisation du personnel de chantier
Plan d'abattage d'arbres	Approbation	Préparatoire	4 semaines avant le démarrage des travaux

Documents	Emis pour	Phase	Date limite de soumission/obtention
Rapports hebdomadaires de mise en œuvre des mesures environnementale, sociale, de santé et de sécurité	Information	Pendant les travaux	Continu
Rapports mensuels de mise en œuvre des mesures environnementale, sociale, de santé et de sécurité	Information	Pendant les travaux	Continu (Au plus tard le 5 après le mois échu)
Rapports trimestriels de mise en œuvre des mesures environnementale, sociale, de santé et de sécurité	Information	Pendant les travaux	Continu (Au plus tard le 07 après le trimestre échu)
Rapport annuel de mise en œuvre des mesures environnementale, sociale, de santé et de sécurité	A transmettre à l'ABE (conformément aux dispositions du décret n°2022-390)	Pendant les travaux	Continu (Au plus tard le 10 janvier après l'année échu)
Rapport d'audit de fin de chantier	Validation	Fin des travaux	4 semaines après la fin des travaux

Cependant, le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander d'autres rapports ou documents spécifiques à l'entreprise.

L'Entreprise doit se référer au Cahier des clauses Techniques en ce qui concerne les obligations de production de résultats en termes de gestion des mesures spécifiques environnementales, sociales, santé et sécurité (gestion des déchets, eaux usées ; etc...) à mettre en œuvre dans le cadre des travaux.

❖ Dispositions préalables pour l'exécution des travaux

• Information et formation du personnel

4.1.1	Diffusion des ESSS
	Les présentes ESSS doivent faire l'objet d'une large diffusion tant auprès de la direction de l'entreprise que des gestionnaires et cadres impliqués dans le présent marché. Un exemplaire imprimé doit être disponible au niveau des lieux de rencontre des employés.
4.1.2.	Formation et sensibilisation du personnel
	Une formation sera donnée par l'entreprise à tous les employés permanents ou temporaires. Elle consistera en une présentation des actions à mener et des consignes de sécurité à respecter sur le site des travaux (importance du port des protections individuelles, règles de circulation, abstinence alcoolique...) et à la santé au travail et dans la vie quotidienne (prévention des MST et plus particulièrement le V.I.H., prévention du paludisme, techniques de portage des charges lourdes...) ; les découvertes fortuites, la gestion des déchets, les premiers secours, le Code de Bonne Conduite, le PA EAS/HS ainsi les risques électriques. Chaque séance de formation sera consignée dans un formulaire mis au point par l'entreprise qui comprendra, au moins, le nom des personnes formées, leur statut, l'intitulé de la formation et la date.
4.1.3.	Sensibilisation des populations riveraines
	Les populations locales riveraines des sites des travaux doivent être informées des activités qui auront lieu notamment par le biais de panneau, des crieurs publics, de la radio, de la télévision ou autre de façon à faire connaître les responsables, les numéros de téléphone ou adresse de ces derniers, les dates de début et de fin des activités, les interruptions ou déviations de trafic, l'objet de l'activité et les résultats projetés.

	L'entreprise se devra de réaliser des campagnes générales de sensibilisation sur les risques des IST et VIH-SIDA, le PA EAS/HS et le MGP du projet.
--	---

• **Gestion des déchets**

Les termes utilisés ici sont ceux qui sont définis dans le décret n°2003-332 du 27 août 2003 portant gestion des déchets solides sauf mention contraire.

4.2.1.	<p>L'entreprise se doit de respecter en tout temps le décret n°2003-332 du 27 août 2003 portant gestion des déchets.</p> <p>L'Entreprise est responsable de l'identification, de la collecte, du transport et du traitement de tous les déchets produits sur les Sites par sa main d'œuvre, ses sous-traitants et les visiteurs du Chantier ou des installations.</p> <p>L'Entreprise conservera et maintiendra à la disposition de l'Ingénieur Conseil et du Maître d'Ouvrage, les bordereaux d'enlèvement, de réception, de traitement et / ou élimination des déchets.</p> <p>Toute prise en charge du traitement ou de l'évacuation des déchets par un prestataire extérieur est soumise aux mêmes dispositions que celles applicables à l'Entreprise. L'Ingénieur Conseil et/ou le maître d'ouvrage se réserve le droit de visiter les installations du prestataire extérieur et d'en refuser l'utilisation à l'Entreprise si les conditions de traitement ne sont pas jugées acceptables.</p>
4.2.2.	<p>Déchets ménagers</p> <p>Les déchets ménagers doivent être transportés et éliminés auprès d'un centre autorisé par le MCVDD (une copie des contrats d'abonnement devra être fournie à l'Ingénieur Conseil et au Maître d'Ouvrage). Si la zone n'est pas desservie par un système de collecte des déchets, il se doit d'assurer lui-même le transport jusqu'à un centre autorisé. Dans ce cas, l'entreprise doit transmettre au maître d'ouvrage, le nom, la localisation du site autorisé ainsi qu'un exemplaire de l'autorisation de ce dernier et tenir un registre des déchets qui y sont transportés et éliminés. Registre qui doit être signé par le responsable du site à chaque livraison de déchet.</p>
4.2.3	<p>Déchet de démolition et gravats (déchets inertes)</p> <p>L'entreprise doit, dans le respect de la réglementation existante, préparer un plan de gestion des déchets et définir, pour chaque type de déchets produits, le mode de collecte, le mode et le lieu de stockage, le mode et le lieu d'élimination, etc. Ce plan doit être validé par le maître d'ouvrage avant d'être mis en vigueur.</p> <p>Ce plan doit être inclus dans le PGESC.</p> <p>À moins d'avis contraires du maître d'ouvrage, les déchets de démolitions doivent faire l'objet de tri, de recyclage et de récupération. Les déchets de démolition non recyclables/récupérables et non souillés pourront être disposés dans un endroit défini par la Mairie de la zone concernée qui autorisera par écrit le site d'élimination de ces déchets et les modes d'élimination y afférents. Les volumes démolis, triés, recyclés, récupérés et éliminés devront faire l'objet d'information précise dans le rapport.</p>
4.2.4	<p>Déchets dangereux</p> <p>Sauf pour le cas des huiles usagées qui est réglementé, les déchets dangereux au sens de la loi doivent être stockés de façon sécuritaire et éliminés dans un lieu accrédité à cette fin.</p> <p>Chaque entreprise met en place pour tout équipement en fin de vie susceptible de devenir des déchets dangereux et dont le Bénin ne dispose pas d'un système de traitement adéquat, un mécanisme de récupération et d'embarquement de ces produits en direction du pays du fabricant. Pour ces types de déchets, l'entreprise devra fournir au maître d'ouvrage, le nom de la société ainsi qu'un bordereau de suivi indiquant le processus de leur gestion.</p>
4.2.5	<p>Huiles usagées</p>

	<p>Les opérations de vidanges de moteurs doivent être exclusivement réalisées au niveau d'installations fixes équipées pour ces besoins (étanchéité du revêtement au sol, collecte des huiles). Les aires d'entretien et de lavage des engins doivent être bétonnées et il faut y prévoir un puisard de récupération des huiles et des graisses. Les eaux usagées provenant de ces aires d'entretien doivent être canalisées vers le puisard en passant par un système de filtrage vers l'intérieur de la plate-forme afin d'éviter l'écoulement des produits polluants vers les sols non revêtus. La totalité des huiles usagées et des filtres à huile produits sur le chantier sera récupérée, stockée dans des réservoirs étanches et doit être reprise par leur(s) fournisseur(s) – société(s) de distribution de produits pétroliers – société de récupération agréée par le Ministère du Cadre de Vie et de Développement Durable.</p> <p>L'Entreprise et ses sous-traitants doivent informer et sensibiliser leurs personnels (i) quant aux consignes particulières à suivre afin d'éviter tout risque de déversement accidentel lors de la manipulation et de l'utilisation des produits pétroliers et (ii) sur les mesures d'interventions à mettre en place en cas de sinistre afin d'éviter tout déversement accidentel.</p> <p>En cas de déversement accidentel, l'Entreprise déploiera les dispositifs de confinement des matières déversées, les récupérera et les gérera conformément aux dispositions de gestion des déchets ou des effluents.</p>
	<p>Un registre des entrées d'huile neuve et de sortie d'huile usagée doit être maintenu incluant les dates et les volumes transigés. La récupération des huiles usagées par le fournisseur ou les récupérateurs doit faire l'objet d'un manifeste de transport en 6 exemplaires, démontrant le cheminement des huiles usagées du chantier vers sa destination finale. Le destinataire final devra retourner un exemplaire du manifeste de transport signé par toutes les parties clairement identifiées sur le manifeste au maître d'ouvrage. Ces manifestes serviront de preuve à la manipulation conforme des huiles usagées.</p> <p>La gestion des huiles usagées se fera conformément aux dispositifs agréés en la matière par le Ministère du Cadre de Vie et de Développement Durable.</p>

- **Disposition relative à la protection du milieu physique**

Un certain nombre de décrets oriente des actions de façon à protéger le milieu physique.

4.3.1.	Protection des eaux de surface
	<p>Les dispositions définies au point 4.2.5. S'appliquent automatiquement à la protection des eaux de surface.</p> <p>Ne pas ravitailler les véhicules ou la machinerie à proximité des canaux de circulation des eaux de drainage, des rivières et du fleuve. Prévoir des mesures en cas de contamination accidentelle (matières absorbantes, décapage de la couche de sol atteinte par les hydrocarbures et mise en traitement décontaminant). Garder sur place une provision de matières absorbantes ainsi que des récipients étanches bien identifiés, destinés à recevoir des résidus pétroliers et les déchets en cas de déversements accidentels.</p> <p>En cas d'effluent permanent</p> <p>L'entreprise a l'obligation de mettre en place un système de traitement des effluents avant tout rejet dans le milieu récepteur. Il est aussi tenu de contrôler la qualité de ces effluents avant leur rejet dans le milieu récepteur conformément aux dispositions du décret n°2001-109 fixant la qualité des eaux résiduaires. Ce Réseau devra être défini par un expert qualifié reconnu après une étude détaillée et qui devra utiliser les meilleures technologies disponibles.</p> <p>L'entreprise transmet systématiquement et à la fréquence exigée, les données sur la qualité des rejets aux instances concernées.</p>

	En cas de dépassement des normes, l'entreprise devra restreindre ses activités pendant la période nécessaire ou modifier ses techniques de façon à ce que ses effluents ne dépassent pas les normes.
	L'entreprise s'engage à ne pas déverser des eaux usagées domestiques sans traitement préalable et installe, le ou les systèmes de traitement des eaux usagées domestiques, en adéquation avec ses installations et qui soient conformes aux règles nationales et de façon à respecter les normes d'émission définies dans le décret 2001-109.
	En aucun cas, les émissions dans les eaux de surface réalisées par l'entreprise ne doivent remettre en cause les usages qu'en font d'autres utilisateurs en aval.
4.3.2.	Émission de bruit
	Les travaux bruyants (par exemple forages, percussion) induisant une augmentation supérieure des niveaux ambiants de 3 dB au lieu de réception le plus proche hors du site (par exemple, base vie, habitation, hôtel, centre de santé) seront évités en dehors des heures normales de travail de nuit et seront entrepris les jours ouvrables. Un lieu de réception est toute forme d'occupation humaine nocturne.
	L'Entreprise doit adapter son programme de travail aux contraintes du site du projet : pluviosité, infrastructures sanitaires et éducatives, jours de marché... ;
4.3.3.	Protection des sols
	L'entreprise qui doit prendre location ou utiliser un terrain qui n'est pas sa propriété devra présenter un état des lieux complet notamment en ce qui a trait à la contamination des sols. Car, sans étude au préalable, vérifier par les autorités compétentes, il sera tenu responsable de toute contamination au moment de son départ, peu importe les argumentaires et preuves développés pour s'en disculper.
	L'entreprise s'abstiendra de déverser ou d'épandre sur les sols, ou routes, etc. des produits sans avoir obtenu du MCVDD, une autorisation écrite.
	À la fin des travaux, l'entreprise réalisera tous les travaux nécessaires à la remise en état des terrains et des lieux . Il devra replier tout son matériel, engins et matériaux. Il devra démolir toute installation fixe, telle que fondation, support en béton ou métallique, etc., et laisser les lieux exempts de tout déchet ou contaminant. Après le repli du matériel, un procès-verbal de l'autorité compétente constatant la remise en état des terrains et des lieux devra être dressé. Cela s'applique également à l'ouverture de toute carrière ou banc d'emprunt de matériel. Selon la dimension des travaux à réaliser, le maître d'ouvrage peut demander la préparation d'un plan de réhabilitation avant la réalisation des travaux.
4.3.4.	Qualité de l'air
	L'entreprise transmet systématiquement et à la fréquence exigées les données sur la qualité de l'air aux instances concernées.
	En cas de dépassement des normes, l'entreprise devra restreindre ses activités pendant la période nécessaire ou modifiera ses techniques de façon à ce que ces émissions respectent les normes en vigueur.

• **Disposition relative à la protection de la biodiversité**

4.4.1.	Biodiversité terrestre
	Toute opération d'égale et d'abattage d'arbres doit se faire de concert avec l'inspection forestière de la zone concernée. En prélude aux travaux un Plan d'abattage doit être fournie.
	L'Entreprise décrit dans le PGESC les méthodes et le calendrier de défrichement de la végétation prévue. Un accord spécifique de la MOD est requis avant tous travaux de défrichement.
	L'entreprise doit limiter au strict minimum la coupe des arbres et la dégradation de la végétation lors des actions.

	<p>Le défrichement par méthode chimique est interdit. Sauf disposition contraire dans le marché, ou sauf instruction contraire de l'Ingénieur Conseil, le défrichement par le feu n'est pas autorisé. Seul le défrichement manuel sera autorisé dans les zones de travaux.</p> <p>Les arbres abattus ne seront pas abandonnés sur place, ni brûlés, ni enfouis sous les matériaux de terrassement. Par ailleurs, aucun arbre ou résidu de coupe ne doit être laissé dans les cours d'eau ou marécages.</p> <p>En cas de déboisement, les arbres abattus doivent être découpés et stockés à des endroits agréés par l'Ingénieur Conseil. Le cas échéant, les populations riveraines doivent être informées de la possibilité qu'elles ont de pouvoir disposer de ce bois à leur convenance.</p> <p>Les opérations de défrichement se feront sans dommages aux zones adjacentes non défrichées : la terre végétale est entreposée dans le périmètre défrichée et en bordure de la zone de défrichement, les arbres sont abattus vers l'intérieur de la zone.</p> <p>Les employés doivent être sensibilisés sur les espèces de faune dont la chasse et la possession sont interdites et les dates de fermeture de la chasse pour éviter d'augmenter la pression sur ces espèces dues aux achats par les employés de l'entreprise.</p>
4.4.2.	Biodiversité aquatique
	<p>Il est interdit de bloquer l'écoulement d'un cours d'eau.</p> <p>Il est interdit d'installer dans un cours d'eau, tout dispositif qui empêche la circulation des espèces piscicoles.</p> <p>Les employés doivent être sensibilisés sur les espèces piscicoles dont la pêche et la possession sont interdites et les dates de fermeture de la pêche pour éviter d'augmenter la pression sur ces espèces dues aux achats par les employés de l'entreprise.</p>
4.4.3.	Ressources culturelles
	<p>Lieux et objet de culte</p> <p>En ce qui concerne les artefacts, les objets naturels, les espaces présentant un caractère sacré, cérémoniel, religieux ou historique aux yeux des populations, l'entreprise devra s'enquérir de leur existence avant les travaux. En cas de présence de tels objets ou espace, l'entreprise en avertira promptement le Maître d'ouvrage. Autant que possible, leur déplacement ou leur destruction sont à proscrire. L'ensemble du personnel ne doit pas les toucher ou y pénétrer sans une autorisation de la personne ou du groupe en charge de ces objets ou espaces. Cette personne ou ce groupe doivent être formellement identifiés, si cela est possible.</p> <p>Si la réalisation du projet implique impérativement la destruction ou le déplacement d'un tel objet ou d'une telle zone, une procédure d'entente ou de compensation sera mise en place en concertation avec le maître d'ouvrage, l'Ingénieur Conseil, les Autorités locales et le Comité Local de Suivi et de Gestion des plaintes.</p> <p>En aucun cas, l'exécution des travaux ne doit empêcher le libre accès à un lieu de culte, un cimetière, centre de pèlerinage.</p>
	<p>Vestiges archéologiques et restes humains</p> <p>Si, au cours des travaux, des vestiges d'intérêt culturel, historique ou archéologique sont découverts, l'entrepreneur doit suivre la procédure suivante: (i) arrêter les travaux dans la zone concernée; (ii) aviser immédiatement l'Ingénieur Conseil et le Maître d'Ouvrage qui doivent prendre des dispositions afin de protéger le site pour éviter toute destruction; un périmètre de protection doit être identifié et matérialisé sur le site et aucune activité ne devra s'y dérouler; (iii) s'interdire d'enlever et de déplacer les objets et les vestiges.</p> <p>Les travaux doivent être suspendus à l'intérieur du périmètre de protection jusqu'à ce que l'organisme national responsable des sites historiques et archéologiques ait donné l'autorisation de les poursuivre.</p>

- **Disposition relative à la gestion sociale**

Sauf dispositions contraires du Marché, toutes les mesures d'ordre, social, de sécurité et d'hygiène prescrites ci-dessous sont à la charge de l'entreprise.

4.5.1.	Gestion des ressources humaines
	<p>Respecter en tout temps le Code du travail.</p> <p>Tout employé de l'entreprise ou de ses sous-traitants qu'il soit permanent, temporaire ou journalier doit disposer d'un contrat de travail stipulant clairement qu'il est couvert par l'assurance de l'entreprise.</p> <p>L'entreprise doit, sauf disposition contraire du Marché, organiser le recrutement de son personnel et de la main-d'œuvre locale ou non, ainsi que leur rémunération, hébergement, ravitaillement et transport dans le strict respect de la réglementation en vigueur en se conformant, en particulier, à la réglementation du travail (notamment en ce qui concerne les horaires de travail et les jours de repos), à la réglementation sociale et à l'ensemble de la réglementation applicable en matière d'hygiène et de sécurité.</p> <p>Si l'embauche de personnel non qualifié est nécessaire, l'entreprise favorisera la population locale. Le processus d'embauche devra être transparent et équitable sans profilage ethnique, religieux ou autres. Le processus devrait permettre d'équilibrer les embauches sur l'ensemble du territoire occupé par les travaux. Elle doit en outre prioriser à compétence égale le recrutement des femmes. Pendant l'exécution du marché, l'entreprise établira un tableau de suivi de l'embauche et de la débauche du personnel non qualifié. Il contiendra au moins les données suivantes : une liste nominative, la durée (en jours) de l'embauche, la date d'embauche, la date de débauche et l'origine géographique du personnel temporaire.</p> <p>L'entreprise supporte seul les conséquences dommageables des fraudes ou malfaçons commises par les personnes qu'il emploie dans l'exécution du marché.</p> <p>L'Entreprise doit prendre les dispositions utiles pour assurer l'hygiène des installations destinées au personnel, notamment par l'établissement des réseaux de voirie, d'alimentation en eau potable et d'assainissement, si l'importance des chantiers le justifie.</p> <p>L'Entreprise doit prendre les dispositions pour interdire dans le cadre de ses prestations ou ceux de ses sous-traitants ou fournisseurs, le travail des enfants rémunérés ou non.</p>
4.5.2.	Santé et sécurité sur les chantiers
	<p>L'entreprise doit s'assurer de prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il organise le cas échéant un service médical courant et d'urgence sur le chantier, adapté au nombre de son personnel. Une visite médicale à l'embauche est obligatoire.</p> <p>L'entreprise est tenue d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente. Il assure notamment l'éclairage et le gardiennage de ses installations, ainsi que leur signalisation tant intérieure qu'extérieure. Il assure également, lorsque nécessaire, la clôture de ses chantiers. Il doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter que les travaux ne constituent un danger pour des tiers, notamment pour la circulation publique si celle-ci n'a pas été déviée. Les fosses, excavations et autres points de passage dangereux, le long et à la traversée des voies de communication, doivent être protégés par des garde-corps provisoires ou par tout autre dispositif approprié ; ils doivent être éclairés et, au besoin, gardés.</p> <p>Sans préjudice de l'application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, lorsque des travaux sont exécutés à proximité de lieux habités ou fréquentés, ou méritant une protection au titre de la sauvegarde de l'environnement, l'entreprise doit prendre à ses frais et risques, les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible,</p>

	<p>les gênes imposées aux usagers et aux voisins, notamment celles qui peuvent être causées par les difficultés d'accès, le bruit des engins, les vibrations, les fumées, les poussières.</p> <p>Si à la suite d'une action intentionnelle ou non, prévue ou non, l'entreprise endommage ou détruit un bien mobilier ou immobilier privé ou public, il doit mettre en œuvre une procédure correctrice et/ou compensatrice dont l'objectif est de rendre la complète jouissance du bien ou de ce que le lésé, après accord de l'entreprise, estimera comme équivalent à ce bien.</p>
4.5.3	Occupation et aménagement de la base-vie et de la base-chantier
	<p>L'occupation des sites des bases-vie et base-chantier doivent faire l'objet d'une location ou acquisition et l'entrepreneur doit disposer de documents légaux à cet effet.</p> <p>La base-vie et la base chantier doivent être clôturées et des panneaux d'indication et de signalisation installés. Un portail et une guérite seront installés et des dispositifs de contrôle et d'accès aux chantiers seront mis en place. Le plan de circulation interne doit être clairement défini et matérialisé.</p> <p>Sans être exhaustive, les documents ci-après devront être obligatoirement être disponible au niveau de la base vie et/ou de la base chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Le journal de chantier</i> L'Entreprise doit tenir à jour un journal de chantier, dans lequel seront consignés les réclamations, les manquements ou incidents ayant un impact significatif sur l'environnement ou à un incident avec la population. Le journal de chantier est unique pour le chantier et les notes doivent être écrites à l'encre. L'Entrepreneur doit informer le public en général, et les populations riveraines en particulier, de l'existence de ce journal, avec indication du lieu où il peut être consulté. - <i>Le règlement intérieur</i> Il traite de l'organisation du travail, des règles disciplinaires, de l'hygiène et de la sécurité. Le règlement intérieur est affiché à un endroit visible par tous les employés. - <i>Le registre des visiteurs</i> - <i>Le registre de mouvement de matériels</i> - <i>Les fiches normatives du personnel</i>
4.5.4.	Chargement, transport et dépôt des matériaux
	<p>Pour tous les transports de matériaux et matériels quels qu'ils soient, l'Entreprise devra se conformer à la réglementation en vigueur, concernant les restrictions imposées aux poids et gabarits des engins et convois empruntant le réseau public.</p> <p>Lors de l'exécution des travaux, l'Entreprise doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prendre toutes les dispositions nécessaires pour limiter la vitesse des véhicules sur le chantier : installation de panneaux de signalisation et porteurs de drapeaux ; - humidifier régulièrement les voies de circulation dans les zones habitées ; - bâcher les camions transportant des matières ou matériaux susceptibles d'envols ou de chute ; - prévoir des déviations vers des pistes et routes existantes.
4.5.5.	Utilisation temporaire de terrain
	<p>Si l'entreprise a besoin d'utiliser des terrains sur les sites des travaux ou pour prendre ou stocker des matériaux de construction ou autres usages, il se doit de se concerter avec les utilisateurs et propriétaires du terrain qui en perdront l'usage et les revenus de façon temporaire pour fixer d'un commun accord autant avec le propriétaire que les usagés, le montant des pertes encourues et leur payer avant les travaux.</p> <p>Les terrains utilisés temporairement pour les besoins du projet par l'entreprise doivent être remis dans le même état qu'il était avant le début des travaux et dans le cas de terrain</p>

	agricole ils doivent générer des rendements équivalent ou supérieur à ce que cela était avant les travaux.
4.5.6.	Aspect genre et mesures de prévention des VBG/EAS/HS
	L'entreprise doit s'assurer d'offrir les mêmes chances d'emploi à compétence égale aux femmes et aux hommes.
	L'entreprise doit s'assurer de maintenir en fonction et accessibles, des salles d'aisance exclusive à la gent féminine et cela sur l'ensemble de ses installations.
	L'entreprise doit s'assurer de donner le même accès au programme de formation aux deux sexes. Si cela est nécessaire, il exécutera des formations exclusives pour les femmes à des heures et sur des sites qui leur conviendront.
	Donner un accès équivalent aux hommes et aux femmes à tout appui réalisé par le projet (appui en matériel ou autres).
	<p>Pour mettre en place un système d'atténuation des risques de violence sexiste, les dispositions suivantes doivent être respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vulgarisation, appropriation et formation du personnel de l'entreprise sur le du PA EAS/HS et le CBC ; - signature du CBC par tous les employés de l'entreprise y compris les sous-traitants ; - prise en charge de la survivante en cas de survenance d'un cas VBG, EAS/HS conformément aux dispositifs du PA EAS/HS. A noter que toutes les dépenses liées à la prise en charge de la survivante seront supportées par l'entreprise.
4.5.7.	Personne à mobilité réduite
	Lors de travaux, l'entreprise se doit d'assurer un accès aisé aux personnes à mobilité réduite à tout édifice public ou commercial.
4.5.8.	Gestion des conflits
	<p>Les conflits pourront être collectifs ou individuels. L'Entreprise doit se conformer aux dispositions du Mécanisme de Gestion des Plaintes du Projet pour trouver une solution à ces conflits. Si l'entreprise est reconnue comme fautive, elle appliquera une proposition correctrice ou compensatrice qu'il aura mise au point et qui devra être rapide et équitable sous le contrôle de l'Ingénieur Conseil, du Maître d'Ouvrage et du Comité Local de Suivi et de Gestion des Plaintes (CLSGP).</p> <p>Tout conflit collectif sera signalé immédiatement à l'Ingénieur Conseil et au Maître d'ouvrage par l'Entreprise. Dans sa proposition, l'Entreprise nommera un responsable de la résolution des conflits dont la fonction sera de diriger les négociations et résolutions afférentes, de consigner la nature du conflit, l'identité des parties prenantes, les étapes de sa résolution et de sa clôture. Ces informations pourront faire l'objet de rapports successifs disjoints mais, lorsque le conflit sera clos, un rapport global sera élaboré.</p>
	<p>Conflit individuel</p> <p>Il s'agira :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des éventuelles et inattendues détériorations de biens individuels provoquées au cours du chantier par une action intentionnelle ou non. • De la destruction partielle ou totale d'un bien individuel nécessaire pour la réalisation du chantier. <p>Des doléances vis-à-vis des travaux et de l'entreprise.</p>
	Conflits collectifs

	<p>Ce sont généralement des conflits qui opposeront l'entreprise à ses employés ou à une communauté.</p> <p>L'Entreprise élaborera une procédure qui visera à assurer la sécurité de son personnel en cas de conflits collectifs. Elle comprendra les consignes que le personnel devra strictement observer pour sa propre protection et la protection des autres parties prenantes.</p>
4.5.9.	Eventuels dédommagements résiduels
	L'Entreprise doit prévoir dans son budget un coût forfaitaire pour la prise en charge des opérations de dédommagements qui pourraient survenir dans le cadre de la réalisation des travaux. Cette prise en charge concernera également le dédommagement d'éventuels cas résiduels.

• **Autres dispositions**

4.6.1.	Validation du piquetage avant le démarrage des travaux
	Le piquetage doit être validé en collaboration avec l'équipe de sauvegardes du projet avant le démarrage des travaux sur le terrain. Cette mesure permettra de minimiser les impacts environnementaux et sociaux que pourraient engendrer les travaux.
4.6.2.	Notification des constats
	L'Ingénieur Conseil notifie par écrit à l'Entreprise tous les cas de défaut ou non-exécution des mesures environnementales et sociales. L'Entreprise doit corriger tout manquement aux prescriptions dûment notifiées à lui par l'Ingénieur Conseil et/ou le maître d'ouvrage. La reprise des travaux ou les travaux supplémentaires découlant du non-respect des clauses sont à la charge de l'Entreprise. L'ingénieur Conseil et ou le Maître d'ouvrage peut arrêter des travaux pour non-respect des clauses environnemental et sociales.
4.6.3.	Sanction
	En application des dispositions contractuelles, le non-respect des clauses environnementales et sociales, dûment constaté par l'Ingénieur Conseil, peut être un motif de résiliation du contrat et/ou arrêt de travaux. L'Entreprise ayant fait l'objet d'une résiliation pour cause de non application des clauses environnementales et sociales s'expose à des sanctions allant jusqu'à la suspension du droit de soumissionner pour une période déterminée par le Maître d'ouvrage, avec une réfaction sur le prix et un blocage de la retenue de garantie.
4.6.4.	Réception des travaux
	<p>Le non-respect des présentes clauses expose l'Entreprise au refus de réception provisoire ou définitive des travaux, par la Commission de réception. L'exécution de chaque mesure environnementale et sociale peut faire l'objet d'une réception partielle impliquant les services compétents concernés.</p> <p>Par ailleurs, en fin des travaux, une réception environnementale et sociale se fera et conditionnera la réception définitive des travaux.</p>
4.6.5	Repli de chantier et réaménagement
	<p>A la fin des travaux, l'Entreprise laisse les lieux propres. Il ne peut être libéré de ses engagements et de sa responsabilité concernant leur usage sans qu'il ait formellement fait constater ce bon état. L'Entreprise réalisera tous les aménagements nécessaires à la remise en état des lieux. Il est tenu de replier tous ses équipements et matériaux et ne peut les abandonner sur le site ou les environs.</p> <p>Après le repli de tout le matériel, un procès-verbal constatant la remise en état du site doit être dressé et joint au procès-verbal de réception des travaux. La non remise en état des</p>

	lieux doit entraîner le refus de réception des travaux. Dans ce cas, le pourcentage non encore libéré du montant du poste « installation de chantier » sera retenu pour servir à assurer le repli de chantier.
--	--

NB : Les présentes prescriptions du CCESSS ne dispensent pas l'entreprise et le promoteur du respect des dispositions de l'arsenal législatif et réglementaire du Bénin en matière de gestion environnementale et sociale.

❖ **Méthodologie de prise en compte des mesures Environnementale, Sociale, de Santé et de Sécurité (ESSS)**

L'Entreprise devra fournir dans son offre, une méthodologie ESSS qui décrira comment il compte répondre aux exigences et objectifs spécifiés ci-dessus.

Pour tenir compte des points particulièrement sensibles des travaux mis en évidence au cours des études de faisabilité du sous-projet, une méthodologie détaillée sera fournie sur la gestion, entre autres, des aspects suivants :

- ✚ Ressources ESSS et organisation du suivi ;
- ✚ Santé & Sécurité sur les chantiers ;
- ✚ Recrutement local et formations ESSS de la main d'œuvre locale (renforcement des capacités), des sous-traitants et partenaires locaux (transfert de compétence) ;
- ✚ Gestion des urgences ESSS ;
- ✚ Gestion de la circulation (y compris le plan de circulation) ;
- ✚ Gestion des déchets ;
- ✚ Relations avec les parties prenantes, information et consultation des communautés locales et des autorités ;
- ✚ Gestion des incidences et accidents ;
- ✚ Gestion des questions VBG ;
- ✚ Gestion du personnel ainsi que les assurances et les contrats ;
- ✚ Gestion d'éventuels dédommagements résiduels ;
- ✚ Reporting des activités ESSS.

Il ne s'agira pas seulement de fournir les documents de stratégie et de procédures internes mais de détailler de manière concrète et contextualisée la méthodologie de gestion des risques ESSS intégrant leur coût de mise en œuvre qui sera appliquée sur le chantier, objet du présent marché.

Complément des obligations des entreprises en matière d'assurance et de garanties ESS

En complément des obligations environnementales, sociales, sanitaires et sécuritaires prévues dans les contrats, **toutes les entreprises en charge des travaux** du sous-projet devront obligatoirement souscrire aux dispositifs suivants :

a) Assurance Tous Risques Chantier (TRC)

Chaque entreprise devra fournir, avant le démarrage des travaux, une **assurance Tous Risques Chantier (TRC)** couvrant notamment :

- ✗ les dommages matériels affectant les ouvrages, équipements et installations de chantier ;
- ✗ les accidents impliquant les engins, matériels et infrastructures ;
- ✗ les dommages causés aux tiers (populations riveraines, biens privés, infrastructures publiques) ;
- ✗ les risques liés aux intempéries, incendies, explosions et accidents majeurs.

Cette assurance devra être valide pendant toute la durée des travaux et jusqu'à la réception définitive des ouvrages.

b) Garantie de Performance Environnementale, Sociale, Hygiène, Santé et Sécurité (GP-ESS/HSS)

Les entreprises devront également fournir une **Garantie de Performance ESS/HSS**, destinée à garantir :

- ☒ le respect des engagements environnementaux et sociaux (PGES, PAR, MGP, etc.) ;
- ☒ l'application effective des mesures de santé et sécurité au travail ;
- ☒ la prévention des risques professionnels ;
- ☒ la gestion appropriée des déchets, des pollutions et des nuisances ;
- ☒ la protection des populations riveraines ;
- ☒ la prévention des risques de VBG/EAS/HS.

Cette garantie pourra être mobilisée par le Maître d'Ouvrage en cas de :

- ☒ non-respect des obligations ESS ;
- ☒ manquements graves aux règles de sécurité ;
- ☒ atteintes à l'environnement ou aux communautés ;
- ☒ absence de mise en œuvre des mesures correctives.

c) Intégration dans les documents contractuels

Les exigences relatives à :

- ☒ l'Assurance Tous Risques Chantier,
- ☒ la Garantie de Performance ESS/HSS

seront intégrées dans :

- ☒ le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- ☒ le Cahier des Prescriptions Techniques (CPT) ;
- ☒ les Dossiers d'Appel d'Offres (DAO).

La non-présentation de ces documents constituera un **motif de rejet de l'offre** ou de suspension des travaux.

Documents environnementaux et sociaux exigés des entreprises soumissionnaires

Dans le cadre de la soumission des dossiers d'Appel d'Offres (DAO) pour les travaux du sous-projet, chaque entreprise devra fournir, en complément des pièces administratives et techniques, les **documents clés suivants relatifs à la gestion environnementale, sociale, sanitaire et sécuritaire** :

A. Schéma Organisationnel du Plan Assurance Environnement (SOPAE)

Le SOPAE devra préciser :

- ⇒ l'organisation interne de l'entreprise pour la gestion environnementale et sociale ;
- ⇒ les rôles et responsabilités du personnel dédié (Responsable HSE, Spécialistes ESS, etc.) ;
- ⇒ les procédures de mise en œuvre du PGES ;
- ⇒ les mécanismes de suivi, de reporting et de gestion des non-conformités.

B. Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)

Ce plan devra inclure :

- ⇒ l'identification des risques professionnels ;
- ⇒ les mesures de prévention des accidents ;
- ⇒ les dispositifs de protection collective et individuelle ;
- ⇒ les procédures d'urgence (incendie, accidents, évacuation) ;
- ⇒ les modalités de coordination entre les différents intervenants sur le chantier.

C. Schéma Organisationnel de Gestion et d'Élimination des Déchets (SOGED)

Le SOGED devra préciser :

- ⇒ les types de déchets générés (solides, liquides, dangereux, inertes, etc.) ;
- ⇒ les modes de collecte, de tri, de stockage et d'évacuation ;
- ⇒ les sites d'élimination agréés ;
- ⇒ les mesures de prévention de la pollution ;
- ⇒ les responsabilités des acteurs impliqués.

D. Curriculum Vitae (CV) et diplômes des Spécialistes ESS

Les entreprises devront fournir :

- ⇒ les CV détaillés des Spécialistes Environnementaux et Sociaux (ESS) ;
- ⇒ les copies certifiées des diplômes ;
- ⇒ les attestations d'expérience professionnelle dans des projets similaires ;
- ⇒ les preuves de compétences en sauvegardes environnementales et sociales, HSE, VBG/EAS/HS.

Ces documents constituent des **pièces obligatoires** du dossier technique. Leur absence ou non-conformité pourra entraîner le **rejet du dossier** de l'entreprise soumissionnaire.

Ils devront être intégrés dans :

- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Prescriptions Techniques (CPT) ;
- les critères d'évaluation technique des offres.

**ANNEXE 4 : QUELQUES PV ET LISTE DE
PRÉSENCE DES CONSULTATIONS PUBLIQUES
DANS LES LOCALITES TRAVERSEES PAR LE
SOUS-PROJET**

PROCÈS VERBAL DE LA SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE**COMMANDITAIRE :** Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Electricité (P2AE)**MISSION :** ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

Date : 01/12/2025

Heure du début de la séance : 08h30

Heure de la fin de la séance : 11h05

Commune : ZAGUANAJO

Arrondissement : Agoulin-Houébo

Village/quartier : Behoumni

Lieu : Place publique

Langue de travail : Fon - Français

A. DEROULEMENT DE LA SEANCE

L'an deux mil vingt-cinq et le lundi 1^{er} décembre, s'est tenue une séance de consultation des parties prenantes, à la place publique de Behoumni, dans le cadre de l'Étude d'Impact Environnemental et Social du sous-projet d'aménagement des pistes d'accès aux sites agricoles et de barrage et d'électrification rurale, dans les départements des Collines, du Plateau et du Fou.

Les objectifs spécifiques de cette demande concernant :

- fournir aux acteurs une information juste et pertinente sur le projet, son objectif, sa description, assortie de ses impacts tant positifs que négatifs, ainsi que les mesures de mitigation ;
- inviter les acteurs à donner leurs avis et suggestions sur les propositions de solutions et instaurer un dialogue ;
- poser les bases d'une mise en œuvre concertée et durable prévue par le sous-projet.

(1)

B. QUESTIONS ET DEBATS

Les interventions orales concernent :

Premier intervenant : TEMAYO Justin / Chef Village

Après les salutations usages, le chef du village a exprimé sa gratitude envers le consultant et l'équipe du consultant pour leur présence. Il a remercié également le gouvernement pour avoir initié ce projet en sa localité en est bénéficiaire. Il a demandé à avoir une idée sur la date et la période de démarrage des travaux, mais il souhaiterait être renseigné sur les mesures prises par le projet pour préserver la santé des riverains, en particulier face aux risques liés à la poussière ainsi que sur les effets environnementaux, notamment sur les sols et la qualité de l'air. Enfin, il souhaiterait que les travaux démarrent le plus tôt possible.

Deuxième intervenante : DESSEHOU Victoire / Ménagère

Elle a exprimé sa satisfaction d'avoir l'opportunité de prendre la parole. C'est un projet que nous apprécions à sa juste valeur. Il nous en sommes fiers. Elle remercie les représentants du consultant d'être venus échanger avec eux et aimerait que les ouvriers soient sensibilisés sur les problèmes faits aux femmes et jeunes filles lors de la mise en œuvre des activités du projet.

Troisième intervenant : BOSSOU Jean / Cultivateur

Il souhaiterait savoir s'il aura de démolition



dans le cadre du projet et si les travaux
peuvent débiter dans l'immédiat ou pas.

Quatrième intervenant : DANNON Jilidji

Il a exprimé sa gratitude envers
l'équipe du consultant pour leur présence.

Il a manifesté sa joie d'apprendre que
leur localité est bénéficiaire de ce projet.

Il souhaite que lors des travaux l'entreprise
prenne en recrutement de la main d'œuvre
dans leur localité.

Cinquième intervenant : AGOSSOU Pierre / Cultivateur

Il salue l'engagement des parties prenantes.

Quelles mesures prévoyez-vous pour assurer la
pérennité des actions entreprises, notamment

l'entretien des pistes après les travaux ? Comment
lutter contre la pollution atmosphérique par
la poussière qui risque d'affecter nos cultures
et notre santé ?

D. SYNTHÈSE DES POINTS SOULEVÉS ET DÉCISIONS PRISES

Au terme de cette séance de consultation des parties prenantes, la population de Tchoumou accepte le projet et en retire une grande satisfaction dans le rang des participants. Les principaux points de débats concernent :

- le démarrage des activités dans l'immédiat,
- la préservation de l'environnement,
- la réduction de la pollution de l'air due aux poussoirs et aux émissions,
- la sensibilisation du public sur la cohabitation avec les femmes et les filles;
- le recrutement de la main d'œuvre locale;
- l'arrosage des aires poussiéreuses;
- la présentation d'un budget dans le cadre du transfert de compétences.

Le consultant a remercié tous les participants et leur a promis de faire un compte rendu fidèle au commanditaire.

Ont signé :

Représentante des femmes



ADANTOSSI
AZANHOUSE

Chief Village



TEMAVO Justin Fagla

Sage



Dossa André

(4)

Représentant des jeunes
Doss
DOSSA Jean

Conseiller



FAGNIBO Julien



SBEE



SERODDI



ELABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET DU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

LISTE DE PRESENCE A LA CONSULTATION PUBLIQUE

Date : 01/12/2025

Lieu : Dohoumi/Place Publique

N°	Nom et Prénom	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emplacement
1	TENAVO Justin	CV Dohoumi	M	Dohoumi		
2	FAGNIBO Julien	Cultivateur	M	Dohoumi		
3	BOSSOU H. Jean	Relais	M	Dohoumi		
4	DESSEHOU Parfait	Relais	M	Dohoumi		
5	DESSEHOU Jean	Cultivateur	M	Dohoumi		
6	ZINSE Cyrillique	Relais	M	Dohoumi		
7	DANNON Dildje	Cultivateur	M	Dohoumi		
8	HOUNTCHONDA Gerard	Exploitant agricole	M	Dohoumi		
9	DOSSA Jean	Cultivateur	M	Dohoumi		

(1)



N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emargement
10	DOSSOU Achille	Cultivateur	M	Dahomey		H
11	MONKODÉ Sébastien	Cultivateur	M	Dahomey		G
12	DOSSA Cyrille	Cultivateur	M	Dahomey		
13	AGBANTCHEKPO Alain	Cultivateur	M	Dahomey		
14	DESSEMOM Victoria	Cultivateur	F	Dahomey		
15	BODDJAHO	Cultivateur	M	Dahomey		
16	KPADONOU Florent	Cultivateur	M	Dahomey		
17	AGDSEOU Pierre	Cultivateur	M	Dahomey		
18	AGBANTCHEKPO Euloge	Cultivateur	M	Dahomey		
19	TEMAVO Emmanuel	Cultivateur	M	Dahomey		
20	TOHOUNBO Martin	Cultivateur	M	Dahomey		
21	TEMAVO Edouard	École	M	Dahomey		
22	KPOHASSA Félicien	Cultivateur	M	Dahomey		
23	AGBANTCHEKPO Zandou	Cultivateur	M	Dahomey		
24	DOSSA Agnès	École	F	Dahomey		

(P)



[illegible]

3





Consultation du public à Dohounmè



PROCÈS VERBAL DE LA SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE

COMMANDITAIRE : Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Électricité (P2AE)

MISSION : ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU
SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES
AGRICOLAS ET DE BARRAGE ET D'ÉLECTRIFICATION RURALE

Date : 31/11/2025

Heure du début de la séance : 12h05

Heure de la fin de la séance : 14h45

Commune : KETOLI

Arrondissement : KETOLI

Village/quartier : IDEWA

Lieu : EPP IDEWA

Langue de travail : Goun - Vagot - Fon - Français



A. DÉROULEMENT DE LA SEANCE

Le 31 novembre 2025, à 12h05, s'est tenue à l'école primaire publique une séance de consultation des parties prenantes, quartier Idéwa, dans le cadre de la réalisation de l'étude d'impact Environnemental et Social du sous-projet d'aménagement des pistes d'accès aux sites agricoles et de barrage et d'électrification rurale, dans les communes de Kéto, Kéto et le Kou.

Les objectifs spécifiques de cette démarche concernant :

- fournir aux acteurs une information juste et pertinente sur le projet, son objectif, sa description, assortie de ses impacts tant positifs que négatifs, ainsi que les mesures de mitigation;
- inviter les acteurs à donner leurs avis et suggestions sur les propositions de solutions et instaurer un dialogue;
- asseoir les bases d'une mise en œuvre concertée et durable prévue par le sous-projet.

(1)

B. QUESTIONS ET DEBATS

1^{er} Intervenant : AKPAKI Abiela / Chef quartier

Je vous remercie pour cette présentation éclairante. Le type de projet est vital pour notre développement économique. Sans électrification et sans accès correct à nos champs, nos activités restent limitées. Je note cependant que les populations féminines sont particulièrement vulnérables lors de ces travaux. Comment prévoyez-vous de lutter contre les violences basées sur le genre qui pourraient survenir avec l'afflux d'ouvriers? De plus, je souhaite qu'un comité local de suivi soit mis en place après les travaux pour garantir la pérennité du projet. Un mécanisme de gestion de projet nous rassurerait pour recueillir les doléances des usagers.

2^{ème} Intervenant : OLOUKOU Aziz / Conseiller

A quand le démarrage des travaux du projet?

3^{ème} Intervenant : BELLE Memounatou / Commerçante

Quelles sont les dispositions prises par les entreprises pour éviter les cas de viols et de VBG?

4^{ème} Intervenant : AKAMBI Gérard / Commerçant

Je remercie le gouvernement et les autorités du projet pour avoir choisi notre localité. Je souhaiterais qu'au démarrage du projet, nos jeunes soient recrutés.

5^{ème} Intervenant : ELIDOU Wassi / Commerçant

Les engins vont soulever beaucoup de poussières comment protégez-vous nos enfants et notre environnement?

D. SYNTHÈSE DES POINTS SOULEVÉS ET DÉCISIONS PRISES

À l'issue de la présente séance de consultation des parties prenantes, tous les participants ont manifesté leur satisfaction sur les différents points débattus. Toutefois, quelques suggestions et recommandations ont été formulées. Elles se résument comme suit:

- Demande rapide des travaux dans l'immédiat,
- Arrimage régulier des pisto,
- Limitation de vitesse du engin à 20 km/h à l'approche des habitations,
- Plantation de haies brise-vent et installations de mesure de qualité de l'air,
- Sensibilisation des ouvriers sur les aspects de VBG/EAS/HS
- Etablissement d'un mécanisme de gestion des plaintes associées aux femmes,
- Formation des "focal points féminins" dans chaque village pour signaler tout incident.

Représentant des jeunes

for
ADEKAMBI A. Mfline

Ont signé:

Chief Village

ADJOE ARPARE

Représentante des femmes

for
BELLO MEMOUATIN

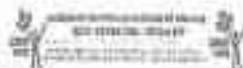
Sage

HOUSSE B. Karama

(3)



SBEE



SERODDI



ÉLABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET DU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

LISTE DE PRESENCE A LA CONSULTATION PUBLIQUE



Date : 24/11/2025

Lieu : EPP Idéna

N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contact	Engagement
01	AKPAKI ABIOLA	chef quartier	M	Idéna		
02	ANOUXORPHE T. D. KOTA	commerçant	M	Idéna		
03	MOUSSA B. Kaiman	chauffeur	M	Idéna		
04	OLOUKOU Aïssa	tena fille	M	Idéna		
05	LAWANI Youssef	commerçant	M	Idéna		
06	BELLO Mamounata	commerçante	F	Idéna		
07	ADETOUNDI Awa	commerçante	F	Idéna		
08	ABOU Lefaxath	coiffeuse	F	Idéna		
09	AKAMBI Gervais	commerçant	M	Idéna		

①



N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emargement
10	ASSOGBA C. Abalo	Commerçant	F	Idenau		
11	OGUNDELE Titilayo	Commerçante	F	Idenau		
12	ALASSI Adesanya	Artisan	M	Idenau		
13	CHITOU F. Romzyah	Agent d'hygiène	F	Idenau		
14	SIKIRU B. Mawunmi	Artisan	M	Idenau		
15	ABIABOLA I. Lucie	Commerçante	F	Idenau		
16	LADOKUN C. Christine	Coiffeuse	F	Idenau		
17	OYEHOSSI Epifrance	Taille	M	Idenau		
18	BAZAKI Adesanya					
19	LATOUNJI O. Gervais	Artisan	M	Idenau		
20	SOGBODI Agnes	Artisan	F	Idenau		
21	SEISSI Wase	Commerçant	M	Idenau		
22	ACHIMI SANJI Gbemi	Opérateur	M	Idenau		
23	WINSAYI G. Akkabo	Artisan	M	Idenau		
24	OLUJARA Bolarin	Artisan	M	Idenau		



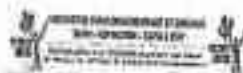
(2)

N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emargement
25	MOUSSA To Abideini	Coiffeur	M	Idena		
26	ABOUYAH. CHEPICK	H-fs	M	Idena		
27	DAOLAH Nampissou	Coiffeur	F	Idena		
28	COCHILLE Fossila	Artisan	F	Idena		
29	MOUSSA Guayamile	Coiffeur	M	Idena		
30	DEHGBE Atchagath	Coiffeur	F	Idena		
31	AGUIRI Dominique	Coiffeur	M	Idena		
32	FALOLA Alain M.	Coiffeur	M	Idena		
33	FALOLA Léontine	Coiffeur	F	Idena		
34	BISSA BILAL Falilata	Coiffeur	F	Idena		
35	ABAI Aloudjo	Coiffeur	F	Idena		
36	ABISSEKAN Rachelle	Taille	F	Idena		
37	ABOUYAH A.A. Xaphin	Coiffeur	M	Idena		
38	FARINAN N. Joachin	Coiffeur	M	Idena		
39	BISSA FALILAH	Coiffeur	M	Idena		





*SBEE



SEBODDI



N°	Nom et Prénom	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Engagement
40	KIFOLI Mamboula	Commerçant	M	Joliba		
41	SALAMI Rachidi	Artisan	M	Joliba		
42	BISIRAN Baimata	Artisan	F	Joliba		
43	ORDE Eric	Artisan	M	Joliba		
44	LAWANI Wabi	Meccanicien	M	Joliba		
45	ADEGBOLA K. Achille	Volontaire	M	Joliba		
46	MAMA Aminata A. I. Idriss	Immatriculée	F	Joliba		
47	SAMNI D. B. Farouk	Marchand	M	Joliba		
48	BISSILION Johny	Artisan	M	Joliba		
49	Doucou A. A. Kemi	Artisan	M	Joliba		
50	YESSOUFOU YAKA	Commerçant	M	Joliba		
51	EDOUN Mathieu	Artisan	M	Joliba		
52	YESSOUFOU A. Soule	Artisan	M	Joliba		
53	BISSI K. Kazine	Soudeur	M	Joliba		
54	KESSOLOU K. Mathieu	Artisan	M	Joliba		



4



N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emargement
54	LAWAL Albin	Mécanicien	M	Idenon		
55	MOLISSA Amadou	Coiffeur	M	Idenon		
56	AGBANYGA Rachidi	commerçant	M	Idenon		
57	FAKDEBE A. Agnille	Mécanicien	M	Idenon		
58	KOUADZOU G. Togo	changement	M	Idenon		
59	ODJON-IFA A. Solange	Vendeuse	F	Idenon		
60	DJOSSE T. Aoulige	Abitant	F	Idenon		
61	ALICH Amadou	commerçant	M	Idenon		
62	AMOUNA Rachida	Abitant	F	Idenon		
63	ZOEHOUEW H. Gervais	Marchand	M	Idenon		
64	ABEKAMBI A. Alphonse	Abitant	M	Idenon		
65	LAWANI Tania	Abitant	M	Idenon		
66	SEIDOU Mouloua	Abitant	M	Idenon		
67	IDRISOU Souleika	Marchand	M	Idenon		



5



Consultation du public à EPP Idéna

PROCÈS VERBAL DE LA SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE

COMMANDITAIRE : Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Électricité (P2AE)

MISSION : ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU
SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES
AGRICOLLES ET DE BARRAGE ET D'ÉLECTRIFICATION RURALE

Date :

29/11/2025

Heure du début de la séance :

08h15'

Heure de la fin de la séance :

10h45'

Commune :

KETOU

Arrondissement :

KETOU

Village/quartier :

Olorun Shogo

Lieu :

Place publique

Langue de travail :

Wagol - Fon - Français

A. DEROULEMENT DE LA SEANCE

À l'an deux mil vingt-cinq et le samedi 29 novembre, s'est tenue une séance de consultation des parties prenantes à la place publique d'Olorun Shogo dans le cadre l'étude d'Impact Environnemental et Social du sous-projet d'aménagement des pistes d'accès aux sites agricoles et de barrage et d'électrification rurale dans les départements des Collines, du Plateau et du Zou.

- Les objectifs spécifiques de cette démarche concernant :
- fournir aux acteurs une information juste et pertinente sur le projet, son objectif, sa description ainsi que ses impacts tant positifs que négatifs ainsi que les mesures de mitigation;
 - inviter les acteurs à donner leur avis et suggestions sur les propositions de solutions et instaurer un dialogue;
 - assurer les bases d'une mise en œuvre concertée et durable prévue par le sous-projet.

(1)



B. QUESTIONS ET DÉBATS

1^{er} Intervenant : OJELOU Geneviève / Commerçante
Quelles sont les dispositions prises par les entreprises pour éviter les cas de viols et de VBG?

2^{ème} Intervenant : BARA Marguerite / Ménagère
Je remercie le gouvernement et les autorités du projet pour avoir choisi notre localité. Je souhaiterais qu'au démarrage du projet, nos jeunes soient recrutés.

3^{ème} Intervenant : OUMSAVI Cécile Henri / Conseiller
Je vous remercie pour cette présentation éclairante. Le type de projet est vital pour notre développement économique. Sans électrification et sans accès correct à nos champs, nos activités restent limitées. Je note cependant que les populations féminines sont particulièrement vulnérables lors de ces travaux. Comment prévoyez-vous de lutter contre les violences basées sur le genre qui pourraient survenir avec l'afflux d'ouvriers? De plus, je souhaite qu'un comité local de suivi soit mis en place après les travaux pour garantir la pérennité du projet. Un mécanisme de gestion de projet nous serait utile pour recueillir les doléances des usagers.

4^{ème} Intervenant : OUMLABI Blaise / Commerçant
À quand le démarrage des travaux du projet?

5^{ème} Intervenant : OLOFINJI Emmanuel / Menuisier
Les engins vont soulever beaucoup de poussière. Comment protégez-vous nos enfants et notre environnement?





D. SYNTHÈSE DES POINTS SOULEVÉS ET DÉCISIONS PRISES

À l'issue de la quarante-septième séance de consultation des parties prenantes, tous les participants ont manifesté leur satisfaction sur les différents points débattus.

Outre cela, quelques suggestions et recommandations ont été formulées. Elles se résument, comme suit.

- Démarrage rapide des travaux dans l'immédiat.
- Arrosage régulier des pistes.
- Limitation de vitesse des engins à 20 km/h à l'approche des habitations.
- Plantation de haies brise-vent et installations de mureaux de qualité de RMR.
- Sensibilisation des ouvriers sur les aspects de VBG / EAS / HS.
- Établissement d'un mécanisme de gestion des plaintes accessibles aux femmes.
- Formation des "focal points féminins" dans chaque village pour signaler tout incident.

Ont signé :

Sage Homme

MOUSSA Machoudi
Représentante femme

IDOUHOU Apolline
La BOKO

Chef Village

Olypefa René
Représentant Jeune

GANSIN Christian

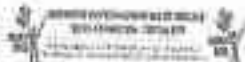
Conseiller

Ouissouic Horci

Sage femme

ESSIKI Delphine

(3)



ÉLABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET DU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

LISTE DE PRESENCE A LA CONSULTATION PUBLIQUE

Date: 29/11/2015

Lieu: Place publique Olorun - Shogo

N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emargement
1	OLINSABI HENESONI	Soudou	M	OLORUN		
2	BOKO OUEVO ATMLI me	Retraité	F	II		
3	MOUFTADOU K. Gaudou	Tailleur	M	II		
4	FAGBI TE Anastasie	Menuisier	F	II		
5	OWOLABI O. Blaise	Commendant	M	II		
6	OYE NIKAH Marie	Menuisier	F	II		
7	SOLIMANOU G. Norjo	Professeur	M	II		
8	OLOFINBI Emmanuel	Menuisier	M	II		
9	DENDE ADEDAMOLA ZEKIRU	Menuisier	M	II		

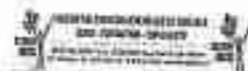
(1)



N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emargement
10	GOURIN DE Julian	Mécanicien	M	clonou shogo		
11	BACHIRON A. MALIKI	Commensant	M	11		
12	DELOU GÉNÉVIEVE	Commensante	F	11		
13	AGUIRI Dominique	Depanneur	M	11		
14	ADEDESS K.F. Jean-Baptiste	Mariage	M	11		
15	CHITOU A. Samad	Commensante	M	11		
16	AUAYE Elaine	Commensant	M	11		
17	FADLA REmilienne	Mariage	F	11		
18	Glademassi Ibrahim	Mariage	M	11		
19	FAGBIKE L. François	Coordonné	M	11		
20	AKAN T. Bernard	Professeur	M	11		
21	LATOUNDJA Sando	chauffeur	M	11		
22	KOUCHONO EBO	Mécanicien	M	11		
23	FADIKPE ABIDEMI	chauffeur	M	11		
24	KIFOLY KAHALY	Aide-Sergent	M	11		



*SBEE



SEBODDI

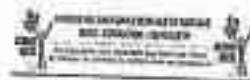


N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emargement
25	CHITEU GIBRI L	Marchand	M	Dogbo		En
26	ADJIBADE RENE	Menagere	M	II		En
27	GANSINCHINS(Bou)	Menagere	M	II		En
28	DKE AUGUSTIN	Menagere	M	II		En
29	BARA Mousuente	Menagere	F	II		En
30	DKITI Calistine	Menagere	F	II		En
31	AGUIRI MEDARD	Coiffeur	M	II		En
32	OYERO RAZACK	Commencant	M	II		En
33	ADEKAMBI Gibbs	Commencant	M	II		En
34	RAMANDU LAHAL	Ulganisatou	M	II		En
35	KOUNALOU Josaline	Commencant	F	II		En
36	TRICKO A. Leonide	Commencant	M	II		En
37	KEGNIDE L. Benoit	Commencant	M	II		En
38	ATCHE D. Yves	Menagere	M	II		En
39	FADIKTE MALOMAH	Commencant	M	II		En

3



*SBEE



SEBODDI

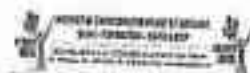


N°	Noms et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Embarquement
40	AKAN Emmanuel	Technicien	M	clanouh/		Ass
41	DEONI DE EZINHEUE	Commerçant	F	11		Ass
42	ESSIKI A. DELPHINE	Coiffeuse	F	11		DT
43	MOUSSA Ismaël	Coiffeuse	M	11		Ass
44	BIGUE LADELE E.	Menagere	M	11		Ass
45	ADELEGUE Marie	Commerçant	F	11		Ass
46	YESSIRFO Soudi	Menagere	M	11		Ass
47	MOUSSA MOTO NOU	Menagere	M	11		Ass
48	AKAN Andie Gamini	Menagere	F	11		Ass
49	OLALEYE Kinguindo	Menagere	M	11		Ass
50	MOUSSA RENE	Tailleur	M	11		Ass
51	LAWANI Wasiou	Manœuvre	M	11		Ass
52	AMWANDIS Narcisse	Soudan	M	11		Ass
53	FADE BARTIN	Menagere	M	11		Ass
54	DOGBOULE TITILAYO	Commerçant	F	11		Ass

(4)



*SBEE


















SEBODDI



N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Embarquement
	BANIGBAC Kamade	Mecanicien	M	11		
	YAY M. I. ABOLORE	Commandant	M	11		
	SODONOU GBO DESSINE	Commandant	M	11		
	ADJAI A. RAOUFAN	Manoeuvre	M	11		
	CLOUDE A. KAMILATA	Commandante	F	11		
	ELEGBE YOUNGBOSSA	Soudan	M	11		
	ARELOSONHA I. KAMIN	Coiffeur	M.	11		
	BABARINDE TOKPE	Manoeuvre	F	11		
	MOUSSA Rachidatou	Commandant	F	11		
	FAKAMBI Raiimi	Coiffeur	M	11		
	ALEXANDRE ALPHONSINE	Rebendeur	F	11		
	LALYED. THEOPHILE	Technicien	M	11		
	ACHIMI ROKIBOU	Commandant	M	11		
	BABATOLINDE E. BARNABE	Manoeuvre	F	11		
	FAKEYE DLETTE	Manoeuvre	F	11		

5



N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Engagement
55	DGODDIKPE O. Joachim	Commargant	M	Dloguon / Sirogo		
56	ELEGREDE MDUIBATH	Commargante	F	"		+
57	RAZAKI ADEMON LA	Marchand	M	"		
58	ABIALA B. Simon	Technicien	M	"		
59	KPEIFA K.A. Expert	Marchand	M	"		
60	DODE ERIC	Staudant	M	"		
61	ABIMOLA PIERRE	Manuier	M	"		
62	LATOUA BE Sando	Boiffeur	M	"		
63	AKAN I. EDITH	Marchandise	F	"		
64	ADEBAYO A. Marc	Commargant	M	"		
65	ADEKAMBI A. Francis	Marchand	M	"		
66	FARINAM M. Joachim	Marchand	M	"		
67	LADOKOU Michel	Vulgarisateur	M	"		
68	HDUNJI Fannide	Coctunier	F	"		
69	ADEKAMBI PAMPHILE C.	Cultivateur	M	"		
70	ADJEKOSSE Fatai	Agent de Sante	M	"		



Consultation du public à Olorun Shôgo

PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE

COMMANDITAIRE : Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Électricité (P2AE)

MISSION : ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ÉLECTRIFICATION RURALE

Date : 03/12/2025

Heure du début de la séance : 10h15

Heure de la fin de la séance : 12h30

Commune : KETOU

Arrondissement : Adakplamé

Village/quartier : Kiningdi ; Atchihahoué ; Sanhoundji

Lieu : Ecole Primaire Publique de Kiningdi

Langue de travail : Fon ; Yoruba ; Français

A. DEROULEMENT DE LA SEANCE

L'an deux mil vingt-cinq et le mercredi 03 décembre s'est tenue une séance de consultation des parties prenantes dans l'enceinte de l'EPP Kiningdi dans le cadre de l'EIES du sous-projet d'aménagement des pistes d'accès aux sites agricoles et de barrage et d'électrification rurale dans les départements du Plateau du Zou et des Collines.

Les objectifs spécifiques de cette démarche consistent :

- fournir aux acteurs une information juste et pertinente sur le projet, son objectif, sa description assortie de ses impacts tant positifs que négatifs ainsi que les mesures de mitigation ;
- inviter les acteurs à donner leur avis et suggestions sur les propositions de solutions et installations ;
- assurer les bases d'une mise en œuvre concertée et durable prévue par le sous-projet.

①

B. QUESTIONS ET DEBATS

Des interventions ont été enregistrées

Premier intervenant: ADIDO Etienne
(Conseiller communal)

Il a adressé les salutations aux participants et a remercié l'équipe du consultant pour cette séance de consultation. Il a rappelé que la population attend avec intérêt les retombées positives du projet et reste disposé à apporter toutes les informations nécessaires pour la réalisation de ~~le~~ projet. Cependant il a exprimé des inquiétudes concernant la qualité et la continuité de l'alimentation électrique. Il a aussi recommandé que concernant l'électrification, qu'on donne la priorité aux infrastructures communautaires (écoles, centre de santé)

Deuxième intervenant: DANWIGNAN
Christophe (Contremaître)

Il a remercié les autorités du projet et voudrait plaider pour qu'un démanage des activités des jeunes du village soient recrutés.

(2)

Troisième intervenant : ADIDO
Corneille (Sondeur)

Il remercie l'équipe pour son arrivée et demande quand est ce que le projet démarre, les dispositions prises par les entreprises pour éviter les cas de viols de VBG, EAS, HS

Quatrième intervenant : ADIDO Sylvain
(Cultivateur)

Il remercie le gouvernement et les autorités pour avoir choisi leur localité et place pour qu'on étende le projet jusqu'à Winkinson Houé qui n'a pas été pris en compte.

Cinquième intervenant : GANDAHO Hubert
(Chauffeur)

Il remercie l'équipe du consultant et espère que le présent projet sera le bon et ne sera pas comme les autres qui n'ont jamais commencé leur travaux.

D. SYNTHÈSE DES POINTS SOULEVÉS ET DÉCISIONS PRISES

De manière générale, les populations ont
 accueilli favorablement le projet et y
 ont adhéré massivement. Elles ont bien
 compris les différents recommandations
 afin d'assurer une mise en œuvre efficace
 et conforme aux besoins locaux. Il s'agit de :
 - Démarrage rapide des travaux
 - Prioriser l'électrification des
 infrastructures communautaires
 - Recruter les jeunes du village
 lors des travaux
 - Étendre progressivement le
 réseau aux villages non inclus
 dans la première phase tels que
 Winbinangon

Chef village
 TCHOKPON



Conseiller
 Kinindji

AEM

ADJABO Etienne
 Représentant des sages

GANKOU Pascal

Ont signé :

Représentant des
 jeunes de Sohourdji

ALANINDJI Marcel
 Représentant des femmes
 de Kinindji

ADJABO Emileme

④

P2E

SBEE



SERODDI



ELABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET DU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

LISTE DE PRESENCE A LA CONSULTATION PUBLIQUE (EIES)

Date: 03/12/2025

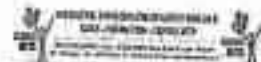
Lieu: Kinnindji / Sanhoulji / Tchiboukoulou

N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Rechargement
	TCHOKPON Nicolas	chef village	M	Agouin		
	ANIDO Etienne	commissaire Kinnindji	M	Kinnindji		
	GESHINDU Pierre	cultivateur	F	KINNINDJI		426
	ASSIGBE Valérie	cultivateur	F	ACHANA		188
	ZANNINDU Jacques	clerc	M	KINNINDJI		3655
	ADINDOUNDA Tildas	cultivateur	F	ACHANA		
	ADINDOUNDA Basile	cultivateur	F	ACHANA		78
	ADIAO Corneille	Soudaine	F	KINNINDJI		
	SAICHAN Soudaine	cultivateur	M	KINNINDJI		

N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contact	Emargement
1	ABAKOU YVES	RC	M	Winbina		60
2	AGBOMADEMALE Bernard	cultivateur	M	Winbina		61
3	Wangbe Antoine	cultivateur	M	Winbina		62
4	KPADDOYO MAURICE	cultivateur	M	Winbina		63
5	ADIDO Etienne	cultivateur	M	KINNINJI		64
6	AVITIKO Joseph	cultivateur	M	KINNINJI		65
7	HESSOU A Lion	cultivateur	M	KINNINJI		66
8	ACHAHA Ivoire	cultivateur	M	KINNINJI		67
9	ADIHOUNDA Ege	chasseur	M	ACHAHA		68
10	HOUNDIHEDE René	cultivateur	M	WINBINON		69
11	ADIDO Silvan	cultivateur	M	KINNINJI		70
12	DANWIGNAN Chérisse	tailleur	F	KINNINJI		71
13	KPAADONDOYO Basile	cultivateur	F	KINNINJI		72
14	KPEDJO Vincent	cultivateur	M	KINNINJI		73
15	TOFFOJI Victor	cultivateur	M	KINNINJI		74



*SBEE



SEBODDI



N°	Nom et Prénom	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Elargissement
16	ADADNETIN Valanton	cultivateur	M	KINNINGA		
17	ADDO Julien	cultivateur	M	KINNINGA		
18	AVITIVO Samuël	cultivateur	M	KINNINGA		
19	ADIHOUNDA Amédée	cultivateur	M	ACHAHA		
20	ADDO Madelon	informaticien	F	KINNINGA		
21	ELIYOTI Bernt	Véganisateur	M	KINNINGA		
22	ADIHOUNDA Wilfrid	cultivateur	M	ACHAHA		
23	MONGBE Justine	cultivateur	F	KINNINGA		
24	WINSOU Rachirator	cultivateur	F	KINNINGA		
25	HADLANDE Gélégne	cultivateur	M	KINNINGA		
26	BAHTIN Elian	cultivateur	M	KINNINGA		
27	GANKOU Blaise	cultivateur	M	KINNINGA		
28	KOHO Jérémy	cultivateur	M	ASSAHOU		
29	ADIHOUNDA Makoto	cultivateur	M	ACHAHA		
30	ADIHOUNDA Blaise	cultivateur	M	ACHAHA		

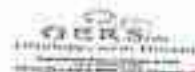
N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contact	Emargement
31	SEGLE Alogbisi	cultivateur	M	KINNINDI		
32	ABINGLO Ayiero	cul. II	M	KINNINDI		
33	ALANINDI Macela	cultivateur	M	KINNINDI		2.51
34	ABINGLO Malias	cultivateur	M	ASSAHOU		
35	SAICHAN Gladi	cultivateur	M	KINNINDI		8.57
36	SAICHAN Glaiwe	cultivateur	M	KINNINDI		
37	AGBODAN Maceline	cultivateur	M	WINBIRI		
38	DANBBE Didier	cultivateur	M	KINNINDI		2.07
39	AVITIKO Elise	cultivateur	F	KINNINDI		8.5
40	NETOGBAND Eonie	cultivateur	F	KINNINDI		0.7
41	AKOHA Lore	cultivateur	F	KINNINDI		4.9
42	ASBANZINGBE Gladi	cultivateur	F	KINNINDI		
43	ACHEDO Valerie	cultivateur	F	KINNINDI		
44	HANGNILD Gerard	cultivateur	M	KINNINDI		1.63
45	ADONVOIJI Elic	chasseur	M	KINNINDI		2.57

P2E

*SBEE



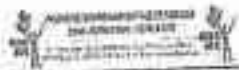
SEBODDI



N°	Nom et prénoms	Fonction	Contact	Engagement
46	ADIDO OKE Tossaint M	travailleurs		
47	ADIDO Fidèle M	Chouffeur		
48	AVITIKO Rachelle F	Elève F		
49	AZANNOUNI Louise F	Cultivateur		
50	AVITIKO Suzanne	Cultivateur		
51	HANGNILO Félicienne	Cultivateur		
52	ADIDO Clothère	Cultivateur		
53	AVITIKO Phyllippe	Cultivateur		
54	ADAGBE Dèni M	Cultivateur		
55	BANDAO Hubert	Chouffeur		
56	HANGNILO Nours	Cultivateur		
57	DANGBE Martin	Cultivateur		
58	ADELEKE Jisèle	Cultivateur		



P2E * SBEE



SEEDDI



ELABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET DU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

LISTE DES PERSONNES RESSOURCES RENCONTREES

Date: 26/11/2025

Lieu: Ada Kplamé

N°	Nom et prénoms	Fonction	Contacts	Engagement
01	HOUNGNON Hossavi Valentin	C.A.		
02	DOSSAVI J. Claude	Personne Ressource		
03	METOGGAN Germain	Personne Ressource		
04	GLITO Victorine	Représentante des Femmes		
05	KOUASOM Kossi	Conseiller Communautaire		
06	BAMIBOLA Salato	Représentant des Jeunes de l'Union		
07	ALIBSO Maxime	Représentant des Jeunes de l'Union		
08	ASSI NANI KOSI	Représentant des Jeunes de l'Union		
09	TCHOKPON Nicolas	C.V. Sanitaire		



HOUNGNON H. Valentin





PROCÈS VERBAL DE LA SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE**COMMANDITAIRE :** Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Électricité (P2AE)**MISSION :** ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

Date : 26/11/2025

Heure du début de la séance : 15^h 30'Heure de la fin de la séance : 17^h 15'

Commune : KETOU

Arrondissement : Adakplamé

Village/quartier : Aglomassa adamé

Lieu : Domicile du conseiller de Adamé

Langue de travail : Fon ; Yomba ; Français

A. DEROULEMENT DE LA SEANCE

Le 26 novembre 2025, le mercredi, à 15h30, une séance de consultation des parties prenantes au domicile du conseiller de Adamé dans le cadre de l'EIES du sous-projet d'aménagement des pistes d'accès aux sites agricoles et de barrage et d'électrification rurale dans les départements du Plateau du Fon et des collines.

Les objectifs spécifiques de cette démarche concernant :

- fournir aux acteurs une information juste et pertinente sur le projet, son objectif, sa description assortie de ses impacts tant positifs que négatifs ainsi que les mesures de mitigation ;
- inviter les acteurs à donner leur avis et suggestions sur les propositions de solutions et instaurer un dialogue ;
- Associer les bases d'une mise en œuvre concertée et durable prévue par le sous-projet.

B. QUESTIONS ET DEBATS

Au cours de la consultation, plusieurs interventions ont été enregistrées.

Premier intervenant: AKOHA SODOE Rossi
(Conseiller de Ayibossana - Adakame)

Je vous souhaite la bienvenue à cette séance. Votre présence nombreuse témoigne de l'intérêt que vous portez au développement de notre village. Au nom des autorités, je tiens à remercier les organisateurs, les partenaires techniques et financiers, ainsi que toutes les parties prenantes mobilisées pour la réussite de cette initiative. Cependant, quels sont les risques exacts liés à la mise en œuvre de ces travaux, notamment pour la sécurité de nos citoyens, les éventuelles dégradations des terres agricoles?

Deuxième intervenant: AïDO Julien
(Etudiant)

Je remercie le gouvernement et les autorités du projet pour avoir choisi notre localité. Je voudrais savoir si les travaux pourraient perturber les activités agricoles en cours.

(2)

Troisième intervenant: SEKLOKA

Hyacinthe (cultivateur)

Je remercie les autorités du projet. Je voudrais avoir plus de précision sur les pistes prioritaires et sur les critères de sélection des zones.

Quatrième intervenant: GLITO

Victorine (Ménagère)

Le projet est la bienvenue car il permettra le développement du milieu; je souhaiterais que vous priorisez les pistes les plus fréquentées par les producteurs; et que vous utilisiez des matériaux résistants afin d'assurer une durabilité à long terme.

Cinquième intervenant: HOUNDJI

Olivier (cultivateur)

Si la réalisation des travaux tombe sur nos cultures, comment allons-nous faire?

D. SYNTHÈSE DES POINTS SOULEVÉS ET DÉCISIONS PRISES :

Il ressort des échanges que les populations ont manifesté une large adhésion au projet tout en mettant en ensemble de recommandations visant à optimiser sa mise en œuvre. Il s'agit :

- Démarrage rapide des travaux
- Garantir la sécurité des citoyens
- Prioriser les pistes les plus fréquentées
- Protéger nos limites

Le consultant a remercié tous les participants et leur a proposé de faire un compte rendu fidèle de ces recommandations.



Toussaint Nicolas
Conseiller Soucheville

SEKIDKA Hyacinthe
Conseiller

Conseiller

AZOKPEHUN Ferdinand

Ont signé :

Représentant des Sages

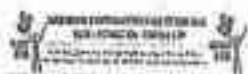
Sokpegnide NANZO
Représentant des femmes

AIDO Sadohacode
Représentant des jeunes

④

ALEDJO Maxime

P2E *SBEE



SEBOBBI



ELABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET DU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

LISTE DE PRESENCE A LA CONSULTATION PUBLIQUE (EIES)

Date : 26/11/2025

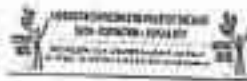
Lieu : Agbassa-Adamé

N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Entaragement
01	AKOHASSODE Cori	CV	M	Adamé		
02	ME TOGBAN Germain	Conseiller	M	Adamé		
03	AIDO Julien	Étudiant	M	Adamé		
04	AIDO Sachouide	Cultivatrice	F	Bimagnon		
05	ALEJO Eris	Moussier	M	Adamé		
06	ALÉJO Maxime	Mécanicien	M	Adamé		
07	NANZO Alexis	Cultivateur	M	Adamé		
08	AZOKPENDING Pierre	Cultivateur	M	Bimagnon		
09	NANZO Sokpégnadi	Cultivateur	M	Adamé		

①



*SBEE



SEBODPI



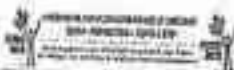
N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emergence
1	ADJIA Emilia	Ménagère	F	Adani		
2	SOULE Rachidath	Ménagère	F	Adani		
3	ALETO Clarisse	Ménagère	F	Adani		
4	OGUDJI Roger	Cultivateur	M	Aghogbo		
5	BAMIGOLA David	Cultivateur	M	Aghogbo		
6	ESODISI Akande	Cultivateur	M	Adani		
7	GNONWA Jeanne	Ménagère	F	Sinagbo		
8	TINHAN Sylvie	Ménagère	F	Sinagbo		
9	LOTO Ayega	Cultivateur	M	Aghogbo		
10	BAMIGOLA Chato	Cultivateur	M	Adani		
11	OGUDSI David	Cultivateur	M	Adani		
12	GOUGHIMON Valentin	Cultivateur	M	Aghogbo		
13	BAMIGOLA Chigen	Cultivateur	M	Aghogbo		
14	GOUGHIMON Zacharie	Cultivateur	M	Aghogbo		
15	AKITA Ossi	Cultivateur	M	Adani		



34	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Engagement
25	RUDJOBI Djimani	Cultivateur	M	Adakplamé		
26	BAKO (Dionis)	Cultivateur	M	Aguidjantou		
27	KALIBO Alhamane	Cultivateur	M	Biragnon		Woroth
28	DROU Lathion	Cultivateur	M	Adakplamé		
29	Wahou Gilbert	Cultivateur	M	Biragnon		Leet
30	DJEYE Florence	Traicologe	F	Biragnon		
31	AGBENA Felicien	Cultivateur	F	Biragnon		
32	NANSI Melanie	Ménagère	F	Adami		
33	HEYEDONNE Christine	Ménagère	F	Adami		
34	MIGAN Valérie	Ménagère	F	Adami		
35	KINHOYE Marceline	Ménagère	F	Adami		
36	OSSOYABI Elie	Ménagère	F	Adami		
37	AKHITAN Talah	Ménagère	F	Adami		
38	AKONASSOYE Searna	Ménagère	F	Adami		
39	BAMIKOLE Estelle	Ménagère	F	Adami		

P2E

*SBEE



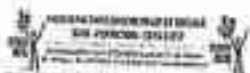
SEBODDI



№. of persons	Structure/Profession	Sex (M/F)	Quartier	Contacts	Engagement
40 AGASSON Jean Baptiste	Cultivateur	M	Adami		
41 AGASSON Armand	Cultivateur	M	Adami		
42 AGASSON Ziméne	Cultivateur	M	Adami		
43 AGASSON Florent	Charron	M	Adami		
44 AGASSON Gerard	Cultivateur	M	Adami		
45 AISSINANKOU Fabrice		M	Adami		
46 DJOGANON Jossé	Couturier	M	Binagbon		
47 GNONWA Eudème	Cultivateur	M	Binagbon		
48 AGRANZAGBE Etienne	Mason	M	Binagbon		
49 DJOGANON Amiel	Cultivateur	M	Binagbon		
50 NIGAN Evariste	Couturier	M	Binagbon		
51 SEKLOKA Agathe	Cultivateur	M	Sanhobli		
52 GBADJOU Zéphirin	Cultivateur	M	Binagbon		
53 AZOKPEHOON Alpha	Cultivateur	M	Binagbon		
54 Ayido Anatole	Cultivateur	M	Adami		

④

P2E *SBEE



SEBODDI

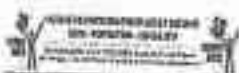


N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emargement
55	ZERABA Marcelline	Commerçante	F	Adami		
56	ANANMOU Sébastien	Cultivateur	M	Biragnon		
57	DIAGNHOUM Roland	Etudiant	M	Biragnon		
58	WATHU Isaac	Cultivateur	M	Biragnon		
59	MEDESSOU Transposition	Cultivateur	M	Biragnon		
60	AZOKPEHOUN Wilfried	Cultivateur	M	Biragnon		
61	AGASSOUMMAN Edmond	Cultivateur	M	Adami		
62	EDAGBANDÉ Jean	Cultivateur	M	Biragnon		
63	LOUKAN Erika	Cultivateur	M	Adami		
64	LEDEU Lami	Cultivateur	M	Adami		
65	DEDO Hanny	Cultivateur	M	Adami		
66	LOUKAN Latifou	Cultivateur	M	Adami		
67	BAMIGBOLA Salaka	Cultivateur	M	Agoumè		
68	TCHICHE Euyomi	Cultivateur	M	Agoumè		
69	OKPE Aba	Cultivateur	M	Agoumè		

⑤



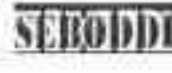
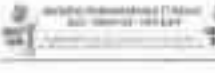
*SBEE



SEBODDI

[illegible]





PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE

COMMANDITAIRE : Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Électricité (P2AE)

MISSION : ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ÉLECTRIFICATION RURALE

Date : 28/11/2025

Heure du début de la séance : 08^h

Heure de la fin de la séance : 16^h-30[']

Commune : KETOU

Arrondissement : KPANKOU

Village/quartier : Érangnigbo

Lieu : Arrondissement de KPANKOU

Langue de travail : Français - Fon

A. DÉROULEMENT DE LA SÉANCE

L'an deux mil vingt-cinq et le vendredi 28 Novembre, s'est tenue une séance de consultation des parties prenantes à l'arrondissement de KPANKOU dans le cadre d'étude d'Impact Environnemental et Social du sous-projet d'aménagement des pistes d'accès aux sites agricoles et de barrage et d'électrification rurale dans les départements du colline, du Plateau et du Lacs.

Les objectifs spécifiques de cette démarche consistant :

- fournir aux acteurs une information juste et pertinente sur le projet, son objectif, sa description relative de ses impacts, tant positifs que négatifs ainsi que les mesures de mitigation ;
- solliciter les acteurs à donner leur avis et suggestions sur les propositions de solutions et instaurer un dialogue ;
- assurer la mise en œuvre concertée et durable prévue par le sous-projet.

(1)



B. QUESTIONS ET DEBATS

Plusieurs observations ont été enregistrées au cours de la séance et se présente comme suit :

1^{er} Intervenant : NOUTAH Souwale

Je remercie le gouvernement pour ce projet mis en place. Je suis producteur. Je m'inquiète pour les champs qui sont affectés par le projet. J'aimerais savoir si les dédommagement seront faites avant le démarrage des travaux.

2^{ème} Intervenant : KOUDASTON Nimate

Je vous remercie tous et merci à l'équipe pour m'ayant ici présent. Je suis productrice. Ma préoccupation est celle-ci : Par quel moyen les dédommagement seront effectués ?

3^{ème} Intervenant : BOUMHOU Karim

Merci de m'avoir donné la parole. Je suis cultivateur. Je demande à ce que les jeunes du village soient intégrés dans la réalisation des travaux à plein temps.

4^{ème} Intervenant : ABOU Adem

Je remercie beaucoup le gouvernement pour ce projet. Je suis cultivateur. J'aimerais savoir si ceux qui ont une plantation ou arbre affectés seront dédommages. Je m'inquiète beaucoup car j'ai ma plantation d'eucalyptus qui est affecté.



D. SYNTHÈSE DES POINTS SOULEVÉS ET DÉCISIONS PRISES :

À la suite de cette séance, il
fait remarquer que :

- les populations sont contentes et d'accord pour le projet.
- Ils souhaitent que les travaux démarrent vite.
- le recrutement des jeunes du village dans la réalisation du projet.
- L'équipe consultant a noté toutes les préoccupations de la population et les rassures, qu'ils seront pris en compte.

Démarre à 08h, la séance prend
fin à 10h-30'

Ont signé :

OTCHO Gérard

[Signature]
CV

ELEGBEDE E. Victor

[Signature]

DESSOU S. Remi

COLI/SAH-Kp ANKOW

GAUTCHONOU Agbela

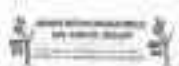
Secrétaire CV

[Signature]

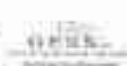
③



SBEE



SEMOBDE



ELABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET DU PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMENAGEMENT DES PISTES D'ACCES AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

LISTE DE PRESENCE A LA CONSULTATION PUBLIQUE (EIES)

Date: 28/11/2016

Lieu: Arrondissement de Lokossa

N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contact	Engagement
1	BOGNIROU Karim	Cultivateur	M	Vloko		##
2	BOGNIROU Kassim	travailleur	M	Vloko		##
3	OTCHO Gérard	CV	M	Gangnigbo		##
4	DESSOU B. Henri	Producteur	M	Gangnigbo		##
5	DESSOU Constant	Chauffeur	M	Gangnigbo		##
6	DESSOU Rachidi	Producteur	M	Vloko		##
7	GOUDEROU Agbete	Producteur	F	Vloko		##
7	NOTIN SOUMWOLE	Producteur	F	Vloko		##
9	ABIKOU Tereasse	Producteur	M	Vloko		##

(1)



N°	Nom et Prénoms	Statut/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Statut	Emergence
10	AGOMTAN Emmanuel	Artiste SAA	M	SANGHON		
11	AGUEBE Francis	Cultivateur	M	VLOKO		
12	HESSON Teyibou	Agresseur	M	VLOKO		
13	HESSON Mawelion	Cultivateur	M	VLOKO		
14	EMARI Dora Wilim	Etudiant	F	VLOKO		
15	HESSON Ahmed	Agresseur	M	VLOKO		
16	HESSON Nafina	Changleur	M	VLOKO		
17	AGUEBE Dossou	Cultivateur	M	VLOKO		
18	HESSON Soud	P. V. Lote	M	VLOKO		
19	HESSON Kourou	Humier	M	VLOKO		
20	HESSON Kourou	Cultivateur	M	VLOKO		
21	AGUEBE David	Cultivateur	M	VLOKO		
22	ABOU Zami	Electricien	M	VLOKO		
23	KOTOUNDO Nicodeme	Cultivateur	M	VLOKO		
24	ABOU Nifouli	Humier	M	VLOKO		

(2)

N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Catégorie	Présentation
05	HESSOU Akoum	Menuiserie	M	VLOKO		
06	NTZOU Akoum	Chauffeur	M			
07	DADJOU Emeline	Commerçante	F	VLOKO		
08	HEFA Christine	Cultivatrice	F			
09	OTCHI Françoise	Cultivatrice	F			
10	BOURAIMA Kamoua	Cultivatrice	F			
11	WAGNAN Pierre	Cultivatrice	F			
12	ABOU Hamidou	Tailleur	M			
13	KOLE Souda	Commerçante	F			
14	NDUMENDOU Achille	Cultivatrice	F			
15	KOMAN Héroline	Cultivatrice	F			
16	BOSSOU Genevieve	commerçante	M	VLOKO		
17	WIKOU Pierre	Agriculteur	M	VLOKO		

3



PROCÈS VERBAL DE LA SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE

COMMANDITAIRE : Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Electricité (P2AE)

MISSION : ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

Date : 12/12/2025

Heure du début de la séance : 14^H

Heure de la fin de la séance : 16^H-30

Commune : KETOU

Arrondissement : KPANKOU

Village/quartier : Aguidi

Lieu : Place publique d'Aguidi

Langue de travail : Français - Fon - Mahi

A. DEROULEMENT DE LA SEANCE

L'an deux mil vingt-cinq et le mardi 12 décembre s'est tenue une séance de consultation des parties prenantes à la place publique d'Aguidi dans le cadre d'Étude d'Impact Environnemental et Social du sous-projet d'Aménagement des pistes d'accès aux sites agricoles et de barrage et d'Électrification rurale dans les départements du Collines, du Plateau et du Zou.

- Les objectifs spécifiques de cette démarche concernant :
- fournir aux acteurs une information juste et pertinente sur le projet, son objectif, sa description, ses impacts, tant positifs que négatifs ainsi que les mesures de mitigation ;
 - inviter les acteurs à donner leurs avis et suggestions sur les propositions de solutions et instaurer un dialogue ;
 - poser les bases d'une mise en œuvre concertée et durable prévue par le sous-projet.

①



B. QUESTIONS ET DEBATS

Nombreuses interventions ont été enregistrées lors de la séance. Elles se présentent comme suit :

1^{ère} Intervenant : ABIOSSO Nimmtha

Je remercie le gouvernement et l'équipe consultant ici présente pour l'annonce de ce projet. Je suis commerçant. Ma préoccupation est la sécurité. Est-ce que le projet mettra en place des mesures de sécurité pour la protection des enfants et aussi contre l'invasion de la forêt ?

2^{ème} Intervenant : KOLE Oualabi

Je vous salue, tout et je remercie le gouvernement pour l'initiative de ce projet. Je suis cultivateur. J'aimerais juste remercier l'équipe consultant présente, c'est une bonne initiative et cela nous facilitera beaucoup de tâche dans nos travaux.

3^{ème} Intervenant : Ibrahima

Je remercie toute l'équipe consultant ici présente. Je suis cultivateur. Pour ce projet, je souhaite à ce que les jeunes du village soient impliqués dans la réalisation des travaux à plein temps.

4^{ème} Intervenant : L. AMIDI Emmanuel

Merci à l'équipe consultant et merci à vous pour cette annonce dans le cadre d'annonce de projet. Je suis mécanicien. J'aimerais savoir si les travaux seront vite démarrés car c'est une très bonne nouvelle pour le village.

D. SYNTHÈSE DES POINTS SOULEVÉS ET DÉCISIONS PRISES

Au terme de cette consultation publique, les recommandations suivantes ont été formulées :

- Toutes les populations sont heureuses pour l'association du projet.
- la population soutient le démarrage rapide du projet.
- la population soutient le maintien des jeunes pour la réalisation du projet.

L'équipe consultative remercie la population et les autorités que toutes les préoccupations sont prises en compte.

L'équipe a fini et a pris la décision.

KAYODE OLAWORE
Ont signé :
Président APPE (Aguindé)
fss

KAKPO TITUS (CV)



KAKPO TITUS (CV)

Représentant des jeunes

BAMIKOLE MOÏSE

Représentante des femmes

ABILOSSE NIMATHA

ELABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET DU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ÉLECTRIFICATION RURALE

LISTE DE PRÉSENCE À LA CONSULTATION PUBLIQUE (EIES)

Date: 02/10/25

Lieu: Place publique d'Agudi

N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (P/F)	Quartier	Contact	Signature
1	AGBIEU Jean	Ranchard	H	Agudi		
2	LEMBE Jean	ouvrier	F	Agudi		
3	LEME Jean	Cultivateur	H	Agudi		
4	DECKAN Jean	Cultivateur	H	Agudi		
5	LEDEME Jean	Cultivateur	H	Agudi		
6	BANDEME Jean	Talonneur	F	Agudi		
7	LEME Jean	Ranchard	H	Agudi		
8	LEME Jean	Cultivateur	H	Agudi		
9	BANDEME Jean	Talonneur	H	Agudi		

N°	Nom of Patients	Structure/Profession	Sex (M/F)	Quarter	Contact	Intervention
10	CLADEVO Adequander	Cultivator	M	Agade		Agade
11	BOUCANNE Taya	Cultivator	M	11		Agade
12	KADOKI Aichan	11	11	11		Agade
13	BOUCANNE Adu	11	11	11		Agade
14	BOUCANNE Adu	Cultivator	M	11		Agade
15	BOUCANNE Adu	Cultivator	M	11		Agade
16	BOUCANNE Adu	Cultivator	M	11		Agade
17	BOUCANNE Adu	Cultivator	M	11		Agade
18	BOUCANNE Adu	Cultivator	M	11		Agade
19	BOUCANNE Adu	Cultivator	M	11		Agade
20	BOUCANNE Adu	Cultivator	M	11		Agade
21	BOUCANNE Adu	Cultivator	M	11		Agade
22	BOUCANNE Adu	Cultivator	M	11		Agade
23	BOUCANNE Adu	Cultivator	M	11		Agade
24	BOUCANNE Adu	Cultivator	M	11		Agade
25	BOUCANNE Adu	Cultivator	M	11		Agade
26	BOUCANNE Adu	Cultivator	M	11		Agade
27	BOUCANNE Adu	Cultivator	M	11		Agade
28	BOUCANNE Adu	Cultivator	M	11		Agade
29	BOUCANNE Adu	Cultivator	M	11		Agade
30	BOUCANNE Adu	Cultivator	M	11		Agade

N°	Nom et Prénoms	Statut/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contact	Travaux
01	FADIBI Raulidlovu	Calliculture	M	Agouli	-	
02	ABRASE Nimetha	Commerçante	F	11	-	
03	OVERAN deloma	Calliculture	F	11	-	
04	AMARILE Pisoni	11	M	11	-	
05	ESSIHOTAN Nimetha	Calliculture	M	Agouli	-	
06	ATONA mao	Commerçante	F	Agouli	-	
07	AKPE Polina	Calliculture	F	11	-	
08	LEMBRO dora	11	F	11	-	
09	ONONLEPE dora	Tailleur	M	Agouli	-	
10	DEUGESINE dora	11	M	Agouli	-	
11	EDOUARD Naima	11	M	Agouli	-	
12	AYEBO Fidel	Commerçante	M	Agouli	-	
13	SHAMPA TITUS	C.V	M	Agouli	-	
14	BOSSOU Raulidlovu	Commerçante	M	Agouli	-	
15	WOKOM Peta	Agent commercial	M	Agouli	-	



PROCÈS VERBAL DE LA SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE

COMMANDITAIRE : Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Electricité (P2AE)

MISSION : ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

Date : 02/12/25

Heure du début de la séance : 14h 00 min

Heure de la fin de la séance : 15h 55 min

Commune : Dassa

Arrondissement : Parakou

Village/quartier : Agbojomey

Lieu : Place publique

Langue de travail : Malin, Fon, Français

A. DEROULEMENT DE LA SEANCE

Le mardi 02 décembre s'est tenue une séance de consultation des parties prenantes à la place publique d'Agbojomey dans le cadre l'étude d'Impact Environnemental et Social du sous-projet d'aménagement des pistes d'accès aux sites agricoles et de barrage et d'électrification rurale dans les départements des Lacs, du Plateau et du Ton.

Les objectifs spécifiques de cette démarche concernant :

- fournir aux acteurs une information juste et pertinente sur le projet, son objectif, sa description, ses impacts positifs, négatifs ainsi que les mesures de mitigation ;
- inviter les acteurs à donner leurs avis et suggestions sur les propositions de solutions et instaurer un dialogue ;
- ancrer les bases d'une mise en œuvre concertée et durable prévue par le sous-projet.

①

B. QUESTIONS ET DEBATS

Plusieurs interventions furent enregistrées lors de la séance :

Premier intervenant : NOUHANOU Edmond.

Je suis le leader des jeunes de la communauté. Je demande à ce que la main d'œuvre locale soit privilégiée dans le cadre de ce projet et cela sur toute la durée.

Deuxième intervenant : HOUNGNON Modeline.

Je remercie de tout cœur de l'Etat pour le projet ainsi que l'équipe du consultant.

C'est avec une immense joie que j'accueille ce projet et j'ai vraiment hâte que les travaux démarrent.

Mais j'aimerais aussi que le projet soit étendu dans les environs.

Troisième intervenant : AHISSIN Julien.

Je n'ai pas grande chose à dire. Les travaux auront des dommages que ce soit sur les arbres, le sol, l'air de notre milieu de vie de par les travaux de découpe des arbres et du mouvement des camions qui transportent les matériaux.

Quatrième intervenant : GNACASSA Génévien.

Je remercie l'Etat pour cette initiative et l'équipe du consultant pour le déplacement. Je souhaiterais que le projet pense à nos enfants en mettant des panneaux de signalisation lors du démarrage des travaux.

(2)



D. SYNTHÈSE DES POINTS SOULEVÉS ET DÉCISIONS PRISES

Au terme de la consultation publique dans le village d'Agbogbome, les riverains ont apprécié le projet et y ont adhéré massivement. Et ce, grâce aux recommandations suivantes ont été retenues :

- Le démarrage rapide des travaux
- Le recrutement massif des jeunes du village lors du démarrage des travaux du projet.

Assurer la sécurité des enfants lors du démarrage du projet.

- Poursuivre l'électrification des soins infrastructures socio communautaires présents dans le village (école, soins de santé, point d'eau).

Chef village d'Agbogbome



NOUHANOU Lanté

Représentants des jeunes
NOUHANOU Pascal

[Signature]

Ont signé :

Le Directeur
SAMS S. Ferdinand

[Signature]

Représentants des
femmes
HOUMGAMON
Madeleine



Conseiller
ALLOPIASSO
Jack

[Signature]

(3)

ÉLABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (IES) ET DU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

LISTE DE PRESENCE A LA CONSULTATION PUBLIQUE

Date: 02/12/25

Lieu: Domicile des CV

N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contact	Emplacement
1	ALAGNESSO Frederic	Pêcheur	M	Agbajboron		AE
2	LOKASSOU Agnankanda	Cultivateur	M	Agbajboron		AE
3	LOKASSOU Alain	Cultivateur	M	Agbajboron		
4	Kpadonou Landry	Cultivateur	M	Agbajboron		
5	LOKASSOU Eric	Étudiant	M	Agbajboron		
6	NOUHANOU Edmond	Cultivateur	M	Agbajboron		
7	Inaki charla	Commerçant	M	Agbajboron		
8	Enrhi Rebecca	Cultivateur	M	Agbajboron		
9	ALAGNESSO Alain ALAGNESSO Alain	Cultivateur	M	Agbajboron		

1

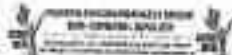


N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Embarquement
10	ALOMASSO Paulin	cultivateur	M	AGBOGBO		314
11	KPADONOU Lorry	cultivateur	M	AGBOGBO		314
12	AZONHIN KIFOU	cultivateur	M	AGBOGBO		314
13	HOUNGNI-MON Vincent	cultivateur	M	AGBOGBO		314
14	TOSSA Gerard	cultivateur	M	AGBOGBO		314
15	GINACANSA Esmélie	Menager	F	AGBOGBO		314
16	AHISSAN Julien	cultivateur	M	AGBOGBO		314
17	AIKPE Alain	cultivateur	M	AGBOGBO		314
18	LOKOSSOU Benjamin	cultivateur	M	AGBOGBO		314
19	LOKOSSOU Eric	cultivateur	M	AGBOGBO		314
20	HOUNGNI-MON Eric	cultivateur	M	AGBOGBO		314
21	AGBONE GBE Lucile	cultivateur	M	AGBOGBO		314
22	LOKOSSOU Marc	cultivateur	M	AGBOGBO		314
23	SAKA Ferdinand	Director	M	AGBOGBO		314
24	LOKOSSOU Roch	cultivateur	M	AGBOGBO		314

②



SBEE



SEBODDI



N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emargement
25	LOKOSSOU Charles	cultivateur	M	AGBOSSOME		AV
26	AKPE Xavier	cultivateur	M	AGBOSSOME		Cultivateur
27	VOUA Mathias	Commerçant	M	AGBOSSOME		MTD
28	ALOMASSO Pamphile	cultivateur	M	AGBOSSOME		SP
29	AGBODESSA Rosent	cultivateur	M	AGBOSSOME		
30	LOKOSSOU AZONRONDE	cultivateur	M	AGBOSSOME		
31	AGBODESSA Evariste	chauffeur	M	AGBOSSOME		Cultivateur
32	HOUNGANSSON Elodie	Mariage	F			A
33	NOUAKOU Edmond	cultivateur	M			SP
34	SEYONAN Charles	cultivateur	M			A
35	KPEAKOU Simplicie	cultivateur	F	Benin		A
36	ALHONOU Eustache	Consultant	M	A Calavi		A
37	AGUIAR Germain	Consultant	M	A Calavi		A
38	HEUNTE-MODI Zita	Consultant	F	A Calavi		A

3



PROCÈS VERBAL DE LA SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE

COMMANDITAIRE : Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Electricité (P2AE)

MISSION : ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (IES) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ÉLECTRIFICATION RURALE

Date : 06/12/25

Heure du début de la séance : 09h 05min

Heure de la fin de la séance : 11h 00min

Commune : Zagnanado

Arrondissement : Davi

Village/quartier : Daga Alikon

Lieu : Place publique

Langue de travail : Mahi, Fon, Français

A. DEROULEMENT DE LA SEANCE

Un deux mil vingt-cinq et le samedi 06 décembre 2025, tenue une séance de consultation des parties prenantes à la place publique d'Agbogbomey dans le cadre l'étude d'Impact Environnemental et Social du sous-projet d'aménagement des pistes d'accès aux sites agricoles et de barrage et d'électrification rurale dans les départements de l'Alibon, du Plateau et du Zou. Les objectifs spécifiques de cette démarche concernent :

- fournir aux acteurs une information juste et pertinente sur le projet, son objectif, sa description, ses impacts (positifs, négatifs) ainsi que les mesures de mitigation ;
- inviter les acteurs à donner leurs avis et suggestions sur les propositions de solution et instaurer un dialogue ;
- avoir les bases d'une mise en œuvre concertée et durable prévue par le sous-projet.



B. QUESTIONS ET DEBATS

Nombreuses sont les interventions enregistrées.

Première intervenante: BOKO Léa

Je suis une revendeuse. Je suis très heureuse de cette initiative. Je souhaiterais savoir quand les travaux du projet vont commencer.

Deuxième intervenant: AHOUEYA Cyrille

Je félicite l'Etat pour cette action et je remercie l'équipe du consultant. J'aimerais suggérer que les villages alentours soient également intégrés dans le projet.

Troisième intervenant: ELHOUNDE Alexandre
Merci à toi pour votre implication. Il me semble important que les jeunes du village soient recrutés comme ouvriers à temps plein pour ce projet. Je souhaite également être rassuré sur les dispositifs prises par le projet pour prévenir les affections respiratoires causées par la poussière, ainsi que les mesures mises en œuvre pour limiter la dégradation des sols et les impacts environnementaux liés aux activités du projet.

Quatrième intervenante: HOUSSATO Viviane
Je remercie le gouvernement pour cette



initiation et l'équipe du consultant pour le déplacement. J'aimerais savoir si le projet pense faire des panneaux de signalisation pour assurer la sécurité de nos enfants.

Cinquième intervenant: ATTESIO Anacle
Merci à l'Etat pour cette initiative, je suis un cultivateur. J'aimerais savoir si des séances de sensibilisation seront organiser pour parler des impacts négatifs de ce projet et les mesures d'atténuation des impacts négatifs. Je voudrais aussi que les ouvriers respect le port des EPI aux heures de travail.



D. SYNTHÈSE DES POINTS SOULEVÉS ET DÉCISIONS PRISES

Au terme de la consultation publique, il faut retenir que les populations ont adhéré massivement au projet et souhaitent que les travaux démarrent vite ;

Elles souhaitent également le recrutement de la main d'œuvre locale lors des travaux et que le projet soit étendu aux villages voisins ;

Elles souhaitent également que des mesures soient mises en œuvre pour limiter la dégradation des sols et les impacts environnementaux ;

Elles souhaitent aussi que des panneaux signalisation soient installés pour la sécurité des enfants.

Le Village

LE CHEF VILLAGE
PAULIN KOU

Ont signé :
Le Village

LE CHEF VILLAGE
ABIKOU GILBERT DAN

Le Village

LE CHEF VILLAGE
AUGUSTIN U. HESSOU

Représentant des jeunes
AHOLOUKPE Tomas

Représentant des sages
HOUÉ HOUKLO G. LAMIN

4

(4)

HOUÉ HOUKLO G. LAMIN



SBEE



SEBODDI



ÉLABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (IES) ET DU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

LISTE DE PRESENCE A LA CONSULTATION PUBLIQUE

Date :

Lieu :

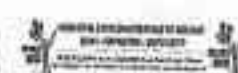
N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emplacement
01	DEGUENON Paulin Roguel	CV/pomier	M	Doghe Dome		
02	DEGUENON Désiré Augustin	CV/pomier	M	Alékan		
03	ANLOUKPE Thomas	Étudiant	M.	AGA		
04	ANLOUKPE Paul	Margon	M.	AGA		
05	BOBODAHOU Albert	Margon	M.	Alékan		
06	ANOUYA Cyrille	Chauffeur	M.	DOHE		
07	ANLOUKPE René	Margon	M.	DOHE		
08	ATTONOTI Séverin	Tailleur	M.	DOHE		
09	ANLOUKPE Guy	Agro-technicien	M	AGA		

1





SBEE



SEBODDI



N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emargement
10	ANLOUKPE Roland	Electricien bâtiment	M	Dogbo-Aga		
11	HOU ZENJO Hippolyte	Musicien	M	AGA		
12	ANLOUKPE Amiel	Agent NOCIBÉ	M	Dogbo-Aga		
13	HOUERLOU KPO B. Louis	Agit. agricole	F	Dogbo		
14	BOGNONKPE E. Jules	Agent agricole	F	Al. Aga		
15	AHQUANTHESSON Albert	Agent agricole	M	AGA		
16	ATCHEMPTI J. Charles	Commerçant	M	Dogbo		
17	ANLOUKPE Egoïd	agriculteur	M	AGA		
18	HOUNMENDOU Z. Koudou	Instituteur	M	Dogbo-Aga		
19	ANLOUKPES. Bienvenu	Receveur	M	Aga		
20	ANLOUKPE Vincent	Vendeur	M	Aga		
21	BOGNONKPE Sandra	Etudiante	F	Al. Kpa		
22	ANLOUKPE. Christophe	Agent agricole	M	Al. Kpa		
23	ADOKO Maurice	agriculteur	M	DOME		
24	DANDJO Abikou Gilbert	CV Dogbo-Aga	M	Aga		



2

ELABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET DU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ÉLECTRIFICATION RURALE

LISTE DES PERSONNES RESSOURCES RENCONTREES

Date :

Lieu :

N°	Nom et prénoms	Fonction	Contacts	Engagement
01	ADJINNA Elataye'	C/SADU		
02	SOKEYOU D. Pascal	C/SE DMEP-GH		
03	AGBO TAMEQHON	CA/PADUHAN		
04	VOUHANOU Lanté'			
05				
06				
07	DEGUENON Paulin Racul	CV Doga Doga		

1





PROCÈS VERBAL DE LA SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE

COMMANDITAIRE : Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Électricité (P2AE)

MISSION : ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU
SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES
AGRICOLAS ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

Date : 06/12/2025

Heure du début de la séance : 12h15

Heure de la fin de la séance : 12h22

Commune : Dassa-Zouma

Arrondissement : Prougnon

Village/quartier : DAVI-SOGO

Lieu : Place publique

Langue de travail : Fon - Français

A. DÉROULEMENT DE LA SEANCE

Le vendredi 05 décembre 2025, à 12h15, et le samedi 06 décembre 2025, à 12h22, une séance de consultation des parties prenantes a été tenue à la place publique de DAVI-SOGO dans le cadre de l'étude d'Impact Environnemental et Social du sous-projet d'aménagement des pistes d'accès aux sites agricoles et de barrage et d'électrification rurale, dans les départements des collines, du Plateau et du Zou.

Les objectifs spécifiques de cette démarche concernent :

- fournir aux acteurs une information juste et pertinente sur le projet, son objectif, sa description, ses impacts, tant positifs que négatifs ainsi que les mesures de mitigation ;
- inviter les acteurs à donner leur avis et suggestions sur les propositions de solutions et instaurer un dialogue ;
- asseoir les bases d'une mise en œuvre concertée et durable prévue par le sous-projet.



B. QUESTIONS ET DEBATS

Au cours de la séance, plusieurs interventions ont été recueillies et se présentent comme suit :

Intervenant 1: Mme ADANHOI Rosaline

Je me réjouis de cette initiative mise en place par le gouvernement actuel. Notre communauté a besoin d'être éclairée. Je souhaite souligner l'importance que votre présente ne soit pas perçue comme une démarche à caractère pré-électorale.

Intervenant 2: M. LODÉ Cyprien

Avec une joie immense je remercie la présence des consultants. Lors de la mise en œuvre du sous-projet, la population sera certainement exposée à la pollution. Je voudrais bien savoir si des dispositions sont prises à cet effet.

Intervenant 3: M. WEKPE Emile

Merci chers consultants. Je voudrais insister sur la nécessité de raccorder les établissements scolaires en premier et d'y installer des lampadaires.

Intervenant 4: Mme DDEGA Constantine

Je remercie le gouvernement ainsi que les autorités d'avoir retenu notre localité pour le projet. Cependant, je souhaite exprimer une préoccupation. Comment pouvons-nous être rassurés que cette initiative ne connaîtra pas le sort d'autres projets qui n'ont jamais démarré ou qui ont été abandonnés en cours de route.



D. SYNTHÈSE DES POINTS SOULEVÉS ET DÉCISIONS PRISES

Au cours de cette séance de consultation du public, la population a exprimé une forte adhésion au projet et a manifesté le désir de voir son lancement intervenir dans les meilleurs délais.


Plusieurs recommandations ont été formulées, notamment :

- Prendre les dispositions nécessaires pour lutter contre la pollution atmosphérique.

- Prioriser les raccordements vers les établissements scolaires en premier et installer des lampadaires.


- Associer les autorités locales au suivi des activités du sous-projet.


Le consultant a remercié tous les participants et leur a promis de faire un compte rendu fidèle au commanditaire.



ADJAJA Cyrille
Conseiller DAVI-SOGO


Oni signé

AGRICULTURE Paul


GANSOU Valentin
Représentant des jeunes


DOSSA Constantine
Représentante des femmes


AKPO Hansé
Représentant des adultes

ELABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET DU PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMENAGEMENT DES PISTES D'ACCES AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

LISTE DE PRESENCE A LA CONSULTATION PUBLIQUE (EIES)

Date: 06/12/2025

Lieu: Place publique.

N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (MF)	Quartier	Contacts	Emplacement
01	BALOGOUN Hyacinthe	Soudeur	M	Davi-saga		57/58
02	ODE didier	cultivateur	M	Davi-saga		
03	ZEWÉLE Edouard	cultivateur	M	Davi-saga		
04	TEHETAN Toussaint	cultivateur	M	Davi-saga		
05	DEGBE - Richard	cultivateur	M	Davi-saga		
06	FANDI Janvier	cultivateur	M	Davi-saga		
07	Schouko Keller	Commerçant	M	Davi-saga		22/23
08	APOUTE samson	cultivateur	M	Davi-saga		
09	TONGAKESIN Alain	cultivateur	M	Davi-saga		30

P2E * SBEE



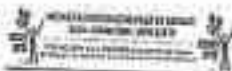
SEBODDI



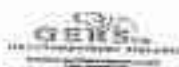
N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emargement
10	LODE Siplien	cultivateur	M	Davisago		
11	TOKIN chretien	Pasteur	M	Davisago		
12	WEKPE Desire	Menuisier	M	Davisago		
13	KOTCHARE didier	Menuisier	M	Davisago		
14	SIHOU selostin	cultivateur	M	Davisago		
15	ZEWELF Noël	cultivateur	M	Davisago		
16	GANKOU Modeste	cultivateur	M	Davisago		
17	AGRETOGAN Emmanuël	cultivateur	M	Davisago		
18	ODE Edmond	cultivateur	M	Davisago		
19	ODE - Pascal	cultivateur	M	Davisago		
20	ADJAJA Serge	cultivateur	M	Davisago		
21	ADJAJA Justin	cultivateur	M	Davisago		
22	KPETOU Elise	Manager	F.	Davisago		
23	AKPO Aristide	cultivateur	F.	Davisago		
24	ADJAKPA Sonan	cultivateur	M	Davisago		



*SBEE



SERODDI



N°	Noms et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emergence
25	AGDETOU Alexis	cultivateur	M	Davisaga		
26	KREIDNOL Diennene	cultivateur	M	Davisaga		46
27	TANDIKOUH Philippe	cultivateur	M	Davisaga		07
28	BEWELZ Julien	cultivateur	M	Davisaga		2 00
29	ATOUTO Samuel	cultivateur	M	Davisaga		07/08
30	LISSANON Felicienne	Manager	F	Davisaga		
31	AKPO Innocent	cultivateur	M	Davisaga		
32	AKPO Hervé	Chauffeur	M	Davisaga		
33	CLOBESSI Expédit	Revenant	M	Davisaga		
34	WIERPE Bmile	cultivateur	M	Davisaga		
35	ECC	Eglise		Davisaga		
36	EC	Eglise		Davisaga		
37	ZAGBASSE celestin	cultivateur	M	Davisaga		
38	AKPO charle		M	Davisaga		
39	SOMADJE Cedrick	cultivateur	M	Davisaga		

P2E

*SBEE



SEBOPDI

CERES



N°	Nom et prénom	Fonction	Contacts	Logement
40	AGBETOU Ernest	Soudeur		
41	ZOGRASSE Robert	cultivateur		H
42	ADAME Gylaine	cultivateur		
43	BOCOYO clement	cultivateur		
44	BOKESSIA Ludovic	Cuisinier		
45	ZODAGBA Joel	chauffeur		
46	GBETHOUENOUKON Marie	Manager		
47	FEWELLE Germain	cultivateur		
48	ADJAJA Franck	cultivateur		
49	AFFOGBE Jonas	cultivateur		
50	BALOGNON Elisabeth	Manager		
51	AYOSSEMINY Fabrice	IVATU		
52	ALLOGAN Micaela	Administrative du Consultant		



PROCÈS VERBAL DE LA SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE**COMMANDITAIRE :** Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Electricité (P2AE)**MISSION :** ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

Date : 29/11/2025

Heure du début de la séance : 07h30

Heure de la fin de la séance : 09h30

Commune : Dassa-Zouma

Arrondissement : Parouignan

Village/quartier : Achénonoko

Lieu : Place publique

Langue de travail : Idaatcha - Fon - Français

A. DEROULEMENT DE LA SEANCE

Le mardi 29 novembre 2025, à 07h30, une séance de consultation des parties prenantes a été tenue à la place publique d'Achénonoko dans le cadre de l'Etude d'Impact Environnemental et Social du sous-projet d'aménagement des pistes d'accès aux sites agricoles et de barrage et d'électrification rurale dans les départements des Collines, du Plateau et du Zou.

Les objectifs spécifiques de cette démarche sont :

- fournir aux acteurs une information juste et pertinente sur le projet, son objectif, sa description assortie de ses impacts tant positifs que négatifs ainsi que les mesures de mitigation;
- inviter les acteurs à donner leurs avis et suggestions sur les propositions de solutions et instaurer un dialogue;
- poser les bases d'une mise en œuvre concertée et durable prévue par le sous-projet.

B. QUESTIONS ET DEBATS

D'entrée, l'équipe de consultant a pris soin de présenter l'activité qui fait office de rencontre. C'était l'occasion aux participants d'intervenir lors d'un débat interactif et très attractif.

Au nombre de ces interventions, nous pouvons énumérer :

Intervenant 1 : M. ORE Raymond

Je remercie l'assemblée pour sa présence. Je souhaiterais savoir si le projet pourra nous permettre d'avoir de l'électricité dans un bref délai.

Intervenant 2 : Mme ADJINAKOU Saphora

Je suis très contente de cette initiative prise par le gouvernement. Je voudrais insister sur le fait que votre présence ne soit pas une promesse pré-électorale. Nous comptons sur l'implication active de tous les acteurs associés pour un démarrage et un système de suivi de la mise en œuvre du projet.

Intervenant 3: M. KORA Louis

Permettez moi d'adresser mes remerciements les plus sincères à l'équipe de consultant pour le déplacement. J'en profite pour féliciter également les autorités locales qui font un retour exhaustif de nos doléances à l'Etat central. Votre descente sur le terrain en est une preuve. Ma doléance à votre égard est d'associer la main d'œuvre locale lors des différentes activités prochaines du sous-projet.

Intervenant 4: Mme ATCHOU Rose

Dans la continuité, je remercie toutes personnes ayant émanées pour la tenue de cette séance. Je voudrais aussi profiter de cette assemblée pour faire quelques doléances qui permettraient l'amélioration de la qualité de vie de notre communauté. Il s'agit d'une subvention pour l'achat des intrants agricoles, d'une augmentation et d'un réaménagement des infrastructures scolaires et enfin l'installation d'un marché dans notre localité.

D. SYNTHÈSE DES POINTS SOULEVÉS ET DÉCISIONS PRISES

Au terme de cette séance de consultation du public, la population a adhéré massivement au projet PNE et souhaite son démarrage imminent. Ainsi, certaines recommandations ont été notées. Il s'agit entre autres de :

- Recruter la main d'œuvre locale
- Subventionner l'achat des intrants agricoles (produits phytosanitaires et engrais)
- Augmenter et réaménager les infrastructures scolaires
- Installer un marché

Le consultant a remercié tous les participants et leur a permis de faire un compte rendu fidèle au commanditaire.

Ont signé :

PRIMOË Gilbert
Représentant du PAT



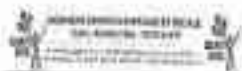
ADJINAKOU Sophie
Représentante des femmes

HOUVIGNON Pierre
Représentant des aînés

YEROUEN Wilson
Représentant des jeunes



SBEE



SERODDI



15

ÉLABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET DU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ÉLECTRIFICATION RURALE

LISTE DE PRESENCE A LA CONSULTATION PUBLIQUE (EIES)

Date : 29/11/2025

Lieu : Place publique



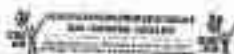
N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contact	Emplacement
1	HONVIERON Pierre	Cultivateur	M	ADJANZIGBO		
2	ORE Romaric	Cultivateur	M	ADJANZIGBO		
3	ASSOGBA Lazard	Cultivateur	M	ADJANZIGBO		
4	Madji Kalle	Cultivateur	F	ADJANZIGBO		
5	ANANGRONOU Elisabeth	Cultivateur	F	ADJANZIGBO		
6	NISSOU Veronic	Cultivateur	F	ADJANZIGBO		
7	VEROU Agathe	Cultivateur	M	ADJANZIGBO		
8	KOBA Philomène	Cultivateur	F	ADJANZIGBO		
9	HESINANTOU Sophie	Cultivateur	F	ADJANZIGBO		

N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contact	Embarquement
10	DWIHEN Salanga	cultivateur	F	Adjassandaba		
11	ONIOSE Julien	cultivateur	M	Adjassandaba		
12	DOÏCHE Elisabeth	cultivateur	F	Adjassandaba		
13	MAVESA Yastine	cultivateur	F	Adjassandaba		
14	KOBA Léontine	cultivateur	F	Adjassandaba		
15	DOÏCHE Karolène	cultivateur	F	Adjassandaba		
16	KABE Barlinea	cultivateur	F	Adjassandaba		
17	TCHERPA Robert	cultivateur	F	Adjassandaba		
18	ORE Augustine	cultivateur	F	Adjassandaba		
19	KOBA Louis	cultivateur	F	Adjassandaba		
20	ADAMOU Alain	cultivateur	M	Adjassandaba		
21	DOÏCHE Camille	cultivateur	M	Adjassandaba		
22	KEDANI MASSI	cultivateur	M	Adjassandaba		
23	TCHERPA Tillbert	cultivateur	M	Adjassandaba		
24	Avogbe Luc	chauffeur	M	Adjassandaba		



P2E

*SBEE



SERODDI



71

N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Embarqué/Heure
1	NGONDI Karim	cultivateur	F	Antananarivo		
2	BOHO Benoit	cultivateur	M	Antananarivo		
3	HOSSOKE Adrien	cultivateur	M	Antananarivo		
4	VIETOMATI Evariste	cultivateur	M	Antananarivo		
5	ASSOGBA Guillaume	cultivateur	M	Antananarivo		
6	WACHAU Romain	cultivateur	M	Antananarivo		
7	Kadi Mallala	cultivateur	F	Antananarivo		
8	KOBI Narcisse	cultivateur	M	Antananarivo		
9	ADEKANDI ABON	cultivateur	M	Antananarivo		
10	RAHARIE Mairie	cultivateur	F	Antananarivo		
11	ATEMOM Clement	cultivateur	M	Antananarivo		
12	ATEMOM Yvan	cultivateur	M	Antananarivo		
13	GISSON Jean	cultivateur	F	Antananarivo		
14	JAHONDO Koffi	cultivateur	M	Antananarivo		
15	GANDEBAGNI Jany	cultivateur	M	Antananarivo		





N°	Nom et Prénom	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contact	Engagement
10	TCHERHO Regal	cultivateur	M	Adjamankoro	-	
11	KOBA Tole	cultivateur	M	Adjamankoro		
12	BLAMANKO Jasin	cultivateur	M	Adjamankoro		
13	TAKOUHAN Thioden	cultivateur	M	Adjamankoro		
14	TAKOUHAN Dossine	cultivateur	F	Adjamankoro		
15	KABOTAN Victoire	cultivateur	F	Adjamankoro		
16	CHASSE Bhandale	cultivateur	F	Adjamankoro		
17	KOBA Fallide	cultivateur	F	Adjamankoro		
18	TCHERHO Tinsine	cultivateur	F	Adjamankoro		
19	Galina Takaline	cultivateur	F	Adjamankoro		
20	HAMANKO Vichien	cultivateur	M	Adjamankoro		
21	Azangnan Senghin	cultivateur	F	Adjamankoro		
22	TAKOUHAN Artana	cultivateur	F	Adjamankoro		
23	ABEIDU Fatima	cultivateur	F	Adjamankoro		
24	BLAMANKO Dertin	cultivateur	M	Adjamankoro		





N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Engagement
51	DEPAMIN Nani	cultivateur	F	Ndjamena	✓	
56	MOUSSEBI Kamali	cultivateur	M	Ndjamena		
57	MOSE Ise	artisan	M	Ndjamena		5.000
58	MOSE Claude	cultivateur	M	Ndjamena		
59	MOUSSEBI Nani	cultivateur	M	Ndjamena		
60	ALMALAKOUMI Amin	cultivateur	F	Ndjamena		
61	MEHENOU Wilson	artisan	M	Ndjamena		5.000
62	MOSSOU Nathalie	cultivateur	F	Ndjamena		
63	ABILE Kamil	cultivateur	F	Ndjamena		
64	MOSSOU Kamil	cultivateur	M	Ndjamena		5.000
65	MOHEBE Karim	artisan	M	Ndjamena		5.000
66	MOHEBE Karim	artisan	M	Ndjamena		5.000
67	MOHEBE Karim	artisan	M	Ndjamena		5.000
68	MOHEBE Karim	artisan	M	Ndjamena		5.000
69	MOHEBE Karim	artisan	M	Ndjamena		5.000
70	MOHEBE Karim	artisan	M	Ndjamena		5.000





PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE

COMMANDITAIRE : Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Electricité (P2AE)

MISSION : ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

Date : 03/12/2025
 Heure du début de la séance : 16h 05
 Heure de la fin de la séance : 12h 08
 Commune : Dassa-Zouma
 Arrondissement : Dassa-Zouma
 Village/quartier : Premiergon
 Lieu : Place publique
 Langue de travail : Fon

A. DEROULEMENT DE LA SEANCE

Le mardi 03 décembre 2025, à 16h 05, une séance de consultation publique a été tenue à la place publique de Premiergon dans le cadre de l'Etude d'Impact Environnemental et Social du sous-projet d'aménagement des pistes d'accès aux sites agricoles et de barrage et d'électrification rurale dans les départements des Collines, du Plateau et du Zou.

Les objectifs spécifiques de cette démarche concernent :

- fournir aux acteurs une information juste et pertinente sur le projet, son objectif, sa description, ses impacts tant positifs que négatifs, ainsi que les mesures de mitigation,
- inviter les acteurs à donner leurs avis et suggestions sur les propositions de solutions et instaurer un dialogue,
- poser les bases d'une mise en œuvre concertée et durable prévue par le sous-projet.



B. QUESTIONS ET DÉBATS

Au cours de la séance, plusieurs interventions ont été recueillies et se présentent comme suit :

Intervenant 1: M. MAKPONFA Sylvain

Je remercie l'assemblée pour sa présence. J'ai quelques doléances, le recrutement de la main d'œuvre locale, dotation en eau potable.

Intervenant 2: Mme GBEDJI Clarisse

Pendant la réalisation du sous-projet, la population pourrait être exposée à la poussière. Pourriez-vous préciser les mesures prévues pour y remédier ?

Intervenant 3: Mme DAKITE Beatrice

Je vous remercie pour l'initiative. Par le biais de ce projet, je souhaiterais l'installation d'un centre de santé et d'un marché pour notre localité.

Intervenant 4: A. GDUNGBE Gerard

Je salue l'initiative prise par le gouvernement. Mon inquiétude se résume au fait que lors de la mise en œuvre des projets

Communautaires, les filles particulièrement vulnérables sont souvent exposées à des comportements inappropriés de la part de certains agents ou employés des structures associées à la mise en œuvre des projets. Quelles mesures ont été mises en place pour y remédier ?

D. SYNTHÈSE DES POINTS SOULEVÉS ET DÉCISIONS PRISES


Au terme de cette séance de consultation du public, les participants ont approuvé massivement le projet et souligné son caractère rapide. Quelques recommandations ont été relevées. On peut citer :

- Recruter la main d'œuvre locale
- Construire un centre de santé pour la communauté
- Extraire des pots pour l'autonomisation des femmes
- Construire un marché, des écoles

Le consultant a remercié tous les participants et leur a promis de faire un compte rendu fidèle au commanditaire.



MAKPONTA Sylvain
Conseiller (Premier gon)




AKLOVI Joseph
Représentant des d'gcs


DAKITE Marcel
Représentant des jeunes

BAHD. J. W.
BAHD. WIFRI


ALLAKPATO Olette
Représentante des femmes



ELABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET DU PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMENAGEMENT DES PISTES D'ACCES AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

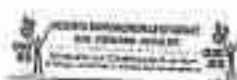
LISTE DE PRESENCE A LA CONSULTATION PUBLIQUE (EIES)

Date : 03/12/2025

Lieu : Place publique

N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contact	Embarquement
01	NANSSI Felix	cultivateur	M	Benin		
02	SAKITE Marcel	cultivateur	M	Benin		
03	MAKPONFA Paulin	cultivateur	M	Benin		
04	MAKPONFA Ezechiel	cultivateur	M	Benin		
05	AGOUNSBE Gerard	cultivateur	M	Benin		
06	MAKPONFA Florentin	cultivateur	M	Benin		
07	MAKPONFA Sylvain	cultivateur	M	Benin		
08	AKLOVI Joseph	cultivateur	M	Benin		
09	LEKOTCHIKO clausse	cultivateur	F	Benin		

P2E *SBEE



SEBODDI

GERE



N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (MF)	Quartier	Contacts	Emergence
10	NANSI FELICIANE	cultivateur	F	Périmégar		un
11	ZADANANTON Sélène	cultivateur	F	Périmégar		un
12	ALLAKPATO Odette	cultivateur	F	Périmégar		un
13	KONFORTE ALAO	cultivateur	F	Périmégar		Cpdt
14	GNISSOU Veronique	cultivateur	F	Périmégar		un
15	SEGLE Sélène	cultivateur	F	Périmégar		un
16	DAKITE Beatrice	cultivateur	F	Périmégar		un
17	MAKPOUFA Alexandre	cultivateur	M	Périmégar		un
18	WOUHO Elisabeth	cultivateur	F	Périmégar		un
19	AGONSSO Marceline	cultivateur	F	Périmégar		un
20	GANSSOU Florantine	cultivateur	F	Périmégar		un
21	GBESSI Claudie	cultivateur	F	Périmégar		un
22	MAKPOUFA Bernadette	cultivateur	F	Périmégar		un
23	MAKPOUFA Emmanuel	cultivateur	M	Périmégar		un
24	TOHOUN Nathalie	cultivateur	F	Périmégar		un

[illegible]



PROCÈS VERBAL DE LA SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE

COMMANDITAIRE : Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Electricité (P1AE)

MISSION : ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

Date : 04/12/2025
 Heure du début de la séance : 09h52'
 Heure de la fin de la séance : 12h02'
 Commune : Dassa-Zoumé
 Arrondissement : Papouignan
 Village/quartier : Goussiné
 Lieu : Place publique
 Langue de travail : Fon - Français

A. DEROULEMENT DE LA SEANCE

Le mardi 04 décembre 2025, à 09h52, une séance de consultation des parties prenantes a été tenue à la place publique de Goussiné dans le cadre de l'étude d'Impact Environnemental et Social du sous-projet d'aménagement des pistes d'accès aux sites agricoles et de barrage et d'électrification rurale dans les départements des Collines, du Plateau et du Zou.

Les objectifs spécifiques de cette démarche consistent à :

- fournir aux acteurs une information juste et pertinente sur le projet, son objectif, sa description, assortie de ses impacts tant positifs que négatifs ainsi que les mesures de mitigation ;
- inviter les acteurs à donner leurs avis et suggestions sur les propositions de solutions et instaurer un dialogue ;
- poser les bases d'une mise en œuvre concertée et durable prévue par le sous-projet.

B. QUESTIONS ET DÉBATS

Au cours de la séance plusieurs interventions ont animé et enrichi les débats. Parmi celles-ci nous pouvons citer :

Intervenant 1: M. OGA Firmin

Je suis cultivateur. En premier je tiens à remercier toute l'assemblée pour avoir répondu présent à cette séance de consultation. Le sous-projet est la bienvenue car il permettra le développement du milieu. Cependant j'ai quelques réserves : le réajustement de la main d'œuvre locale, la construction des infrastructures scolaires.

Intervenant 2: Mme GNONHOUE Collette

Bonjour à tous. Je suis servandese. Je suis vraiment ravie de ce projet et je souhaite son démarrage dans les brefs délais afin que nous femmes puissions développer nos activités et stabiliser nos économies.



Intervenant 3: M. LOUGOU Vincent

Je remercie le gouvernement et les autorités du sous-région pour avoir choisi notre localité. Mon inquiétude est celle-ci : Est-ce que le projet n'est pas comme les autres qui n'ont jamais commencé ou qui n'ont pas abouti ?

Intervenant 4: M. BAHONGO Wilfrid

Je salue les autorités à divers niveaux, les consultants et toute la population ici présente. Cette bonne nouvelle anime mon cœur d'une grande joie et je remercie le gouvernement pour cette initiative.

Nous profitons de cette opportunité pour rappeler aux consultants que notre communauté a besoin des infrastructures scolaires et d'un emploi pour les jeunes et de l'eau potable. Et de même nous demandons l'indulgence des autorités compétentes pour l'installation d'un commissariat de police dans notre village.



D. SYNTHÈSE DES POINTS SOULEVÉS ET DÉCISIONS PRISES

En terme de cette séance de consultation du public, les populations ont adhéré massivement au projet et souligné son caractère indéniable. Les certaines recommandations ont été faites. Nous pouvons citer :

- Construire un commissariat et un marché
- Associer les jeunes à la main d'œuvre de la mise en œuvre
- Construire un terrain de sport, une école
- Penser au nous pour l'eau potable et un centre de santé
- Établir des liens avec la population

Le consultant a remercié tous les participants et leur a promis de faire un compte rendu fidèle au commanditaire.



OGA Firmin
Représentant des jeunes



BANDOUNGUE WILFRED


Kossou Bernadette
Représentant des PAP


LOUGOU Vincent
Conseiller au CV


Kossou Gaëlle
Représentant des jeunes



ÉLABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET DU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

LISTE DE PRESENCE A LA CONSULTATION PUBLIQUE (EIES)

Date : 24/12/2023

Lieu : Place publique

N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emargement
1	AHOSSINOUY Fabrice	IVATIS	M	Goussori		
2	Azanny Z. Faustin	maître-mason	M	Goussori		
3	YERIMA Kounirathou	Revendeuse	F	Goussori		
4	GNONHOUE Collette	Revendeuse	F	Goussori		
5	KOSSOU Gilbert	Cultivateur	M	Goussori		
6	LOUGALI Vincent	Cultivateur	M	Goussori		
7	EGBEDAMEN Noëlie	Revendeuse	F	Goussori		
8	LONGOU Marceline	Revendeuse	F	Goussori		
9	BAKODON Luc	Revendeuse	M	Goussori		



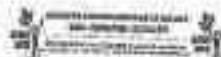
N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emargement
10	KOSSOU Bernadette	Révérendeuse	F	Groumou		
11	AZANNEY Faustine	Maître-margen	M	Groumou		
12	EATEBE Denise	Révérendeuse	F	Groumou		
13	TCHATCHARBLANCO Paulin	Cultivateur	F	Groumou		
14	BOHOU Maeline	Cultivateur	F	Groumou		
15	YEDJINANKO Michèle	Cultivateur	M	Groumou		
16	DJIGBEHOSOU Roline	Révérendeuse	F	Groumou		
17	GUEDEME François	Cultivateur	M	Groumou		
18	ATAHOLOTO Délé	Cultivateur	M	Groumou		
19	BOSSOU Michel	Pasteur	M	Groumou		
20	KOSSOU Martin	Sciencier	M	Groumou		
21	OGOU Berthe	Révérendeuse	F	Groumou		
22	YEDJINANKOU Philip	Maître-margen	M	Groumou		
23	ABISSI E. ROSEMOYNE	Révérendeuse	F	Groumou		
24	AGBEVA Jacob	Mécanicien	F	Groumou		



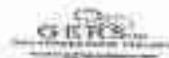
N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emplacement
05	TC HATCHADJIAN ^{Pauline}	Receveuse	F	Gaoussou	-	
06	AMAVE YA	Cultivateur	F	Gaoussou	-	
12	AGBODEGBE Victoria	Cultivateur	M	Gaoussou	-	
27	AGBODEGBE Juliette	Cultivateur	F	Gaoussou	-	
20	DOSGO Abigail	Couturière	F	Gaoussou	-	
30	AGBODEGBE Dieme	Cultivateur	F	Gaoussou	-	
31	OGA Firmin	Technicien	M	Gaoussou	-	
32	GUENEME Fabrice	Cultivateur	M	Gaoussou	-	
33	GANANSSOUNOU Constant	Cultivateur	M	Gaoussou	-	
34	KOSSOU Jaque	Cultivateur	M	Gaoussou	-	
35	KOSSOU Barthélémy	Cultivateur	M	Gaoussou	-	
36	Tekelen Felix	Cultivateur	M	Gaoussou	-	
37	ATAKOLODJOU Mathias	Cultivateur	M	Gaoussou	-	
38	BOSSEO Asertha	Cultivateur	F	Gaoussou	-	
39	AHABASSI Victor	Cultivateur	M	Gaoussou	-	



SBEE



SERODDI



N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Engagement
	PHONAKO Odette	Revenduse	F	Groussier	-	
40	EGBEDAMOU-Isidore	Electricien	M	Groussier		
41	AGBEVA Marcel	Chauffeur	M	Groussier		
42	CHENAGNON David	Chauffeur	M	Groussier		
43	AMAVE Gustave	Chauffeur	M	Groussier		
44	DIABEHOSOU Denis	Mécanicien	M	Groussier		
45	SOGADIEL Barnabé	Cultivateur	M	Groussier		
46	AGAZOZOGNIGRE Victoire	Revenduse	F	Groussier		
47	DAVAKIN Melonie	Revenduse	F	Groussier		
48	ZOBLIKPO Nadie	Revenduse	F	Groussier		
49	BOTON S. Hugues	IVATIS	M	Groussier		
50	ALLOGAN Micaëla	IVATIS	F	Groussier		
51	ALLOGAN Y Fabrice	IVATIS	M	Groussier		
52	ALLOGAN Micaëla	IVATIS	F	Groussier		
53	BOTON S. Hugues	IVATIS	M	Groussier		



PROCÈS VERBAL DE LA SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE

COMMANITAIRE : Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Electricité (P2AE)

MISSION : ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ÉLECTRIFICATION RURALE

Date : 27/11/25

Heure du début de la séance : 16h03

Heure de la fin de la séance : 17h55

Commune : KEIDU

Arrondissement : KPANKOU

Village/quartier : Obegon

Lieu : Place publique

Langue de travail : Fon / Français

DEROULEMENT DE LA SEANCE

Le mardi 27 novembre, s'est tenue une séance de consultation des parties prenantes à la place publique de Obegon dans le cadre de l'étude d'Impact Environnemental et Social du sous-projet d'aménagement des pistes d'accès aux sites agricoles et de barrage et d'électrification rurale. Dans les départements des Collines, du Plateau, et des Forêts.

Les objectifs spécifiques de cette démarche concernant :

- fournir aux acteurs une information juste et pertinente sur le projet, son objectif, sa description, ses impacts tant positifs que négatifs ainsi que les mesures de mitigation ;

- inviter les acteurs à donner leur avis et suggestions sur les propositions de solution et instaurer un dialogue ;

- assurer les bases d'une mise en œuvre concertée et durable prévue par le sous-projet.



B. QUESTIONS ET DEBATS

1^{ère} Intervenant : FADERI Cowihou

A quand le démarrage des travaux du projet ?

2^{ème} Intervenant : OGOUANAN Rodé

Je remercie le gouvernement et les autorités du projet pour avoir choisi notre localité. Je souhaiterais qu'au démarrage du projet, nos jeunes soient recrutés.

3^{ème} Intervenant : HESSOU Salifatoré

Les engins vont soulever beaucoup de poussière. Comment protéger vous nos enfant et notre environnement.

4^{ème} Intervenant : OCHAMBO Phillipa

Quelles sont les dispositions prises par les entreprises pour éviter les cas de viols et de VBG ?

5^{ème} Intervenant : OGUGBE Albertine

Je vous remercie pour cette initiative. Le type de projet est vital pour notre développement économique. Sans électrification et sans accès correct aux champs, nos activités restent limitées. Je note cependant que les populations féminines sont particulièrement vulnérables lors de ces travaux. Comment prévoyez-vous de lutter contre les violences basées sur le genre qui pourraient survenir avec l'afflux d'ouvriers ? De plus je souhaite qu'un comité local de suivi soit mis en place après les travaux pour garantir la pérennité du projet. Un mécanisme de gestion de projet nous est utile pour recueillir les doléances des usagers.

D. SYNTHÈSE DES POINTS SOULEVÉS ET DÉCISIONS PRISES

Au terme de la consultation publique
 il faut retenir que les populations ont
 adhéré massivement au projet et
 souhaitent que :

- Démarrer dans un bref délai les travaux
- Le recrutement soit des jeunes de leur localité
- Prendre des dispositifs pour éviter les cas de viols et de VBC
- Assurer la sécurité de nos enfants
- Veiller à la protection de notre environnement.

Ont signé :



AYEDEDJOU
 AKAN
 Sage


 FABONDORO François
 Représentant des
 jeunes



ELABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET DU PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMENAGEMENT DES PISTES D'ACCES AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

LISTE DE PRESENCE A LA CONSULTATION PUBLIQUE

Date : 27/11/25













Lieu : Gbégon

N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacté	Emplacement
01	AGBE O. Adicet	Vitrier	M	GBEGON		
02	NDOUNDETEH E. Kouda	Cultivateur	M	GBEGON		
03	OGOUDE DJI Gafari	Cultivateur	M	GBEGON		
04	BATIABOLA Raimu	Cultivateur	M	GBEGON		
05	FADEBI Camille	Cultivateur	M	GBEGON		
06	BATIABOLA Tahir	Cultivateur	M	GBEGON		
07	OGOUDE Sayo	Cultivateur	M	GBEGON		
08	OGOUDE Sande	Cultivateur	M	GBEGON		
09	OYELEKAN AKIM	Producteur	M	GBEGON		



N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contact	Engagement
40	FADONVUAGBE D'Amour	Cultivateur	M	Gbigan		
41	HOUESSOU Lamine	Cultivateur	N	Gbigan		
42	SOGBOSSI Sami Mou	Cultivateur	M	Gbigan		
43	TATEYO - Imane	Cultivateur	M	Gbigan		
44	SILVANO B. Samuel	Cultivateur	M	Gbigan		
45	AYEBELSON Chigoun	Cultivateur	M	Gbigan		
46	HOUESSOU P. P. P.	Cultivateur	M	Gbigan		
47	EGUEH Aboukari	Cultivateur	M	Gbigan		
48	HOUESSOU Samuel	Cultivateur	M	Gbigan		
49	OGOUKOU G. G.	Cultivateur	M	Gbigan		
50	HOUESSOU S. G.	Cultivateur	F	Gbigan		
51	OGOUKOU G. G.	Cultivateur	F	Gbigan		
52	OGOUKOU A. A.	Cultivateur	M	Gbigan		
53	OGUEH Emmanuel	Cultivateur	M	Gbigan		
54	OGOUKOU A. A.	Cultivateur	M	Gbigan		

N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emargement
25	OGUNDE AYELADE	Cultivateur	M	Gbigan		
26	BABA AYOMI	Cultivateur	M	Gbigan		
27	OYEDIN OLOUNDE	Cultivateur	M	Gbigan		
28	OMONIGBE Lucien	Cultivateur	M	Gbigan		
29	OGBUN Daniel	Cultivateur	M	Gbigan		
30	OMPE CORNELIUS	Cultivateur	M	Gbigan		
31	ILLO Doko	Cultivateur	M	Gbigan		
32	LEBERECHI	Cultivateur	M	Gbigan		
33	OGUNTOLAN James	Cultivateur	M	Gbigan		
34	OGUNTOLAN David	Cultivateur	M	Gbigan		
35	OGUNGBE Abiodun	Cultivateur	F	Gbigan		

N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emargement
36	AYE DESOU Nantassou	cultivateur	M	Gbigan		
37	AYE DESOU AHAH	cultivateur	M	Gbigan		
37	OYELEHAN Nantassou	cultivateur	M	Gbigan		
39	OGOUTALOU Roko'	cultivateur	M	Gbigan		
40	OYELEHAN YISSA	cultivateur	M	Gbigan		
41	DARA Babirou	cultivateur	M	Gbigan		
42	OGOUSSI Samson	cultivateur	M	Gbigan		
43	OYEDIRAN Abalo	cultivateur	F	Gbigan		
44	ONPE DANI	cultivateur	M	Gbigan		
45	DANI Odouva	cultivateur	F	Gbigan		
46	FADENOUPE Zou-clou	cultivateur	M	Gbigan		
47	DHAMBO Philipe	cultivateur	M	Gbigan		



PROCÈS VERBAL DE LA SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE

COMMANDITAIRE : Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Electricité (P2AE)

MISSION : ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

Date : 25/11/25

Heure du début de la séance : 11h27

Heure de la fin de la séance : 13h10

Commune : KETOU

Arrondissement : KPAN KOU

Village/quartier : AYÉ KOU

Lieu : Arrondissement AYÉ KOU

Langue de travail : Français / Fon

A. DEROULEMENT DE LA SEANCE

Après deux ou trois jours et le fait que nous sommes de consultation des parties prenantes à l'arrondissement de AYÉ KOU dans le cadre d'étude d'impact environnemental et social du sous-projet d'aménagement des pistes d'accès aux sites agricoles et de barrage et d'électrification rurale dans l'arrondissement de KETOU, du Kapan Kou et du Zou. Les objectifs principaux de cette demande sont :

- fournir aux auteurs une information sur et précise sur le projet, son objectif, sa justification, ses avantages et ses impacts tant positifs que négatifs ainsi que les moyens de mitigation ;
- inviter les auteurs à donner leurs avis et suggestions sur les propositions de solutions et mesures de mitigation ;
- assurer les bases d'une mise en œuvre concertée et durable grâce au fait de nous parler.

(1)



B. QUESTIONS ET DÉBATS

Plusieurs interventions ont été enregistrées au cours de la séance et se présentent comme suit :

1^{er} Intervenant : AKIDLA Pami

Je veux remercier pour ce projet, je suis producteur d'arachides savoir si les moyens de protection seront fournis par le promoteur contre l'émission de la pollution ainsi que la sécurité des enfants.

2^{ème} Intervenant : ABOUSSOU TOUSSANT

Je suis ouvrier menu au projet, j'aimerais savoir si lors du déroulement des travaux il y aura des panneaux de signalisation pour la protection des élèves et des passagers.

3^{ème} Intervenant : BARIHOLE Seli

Je remercie tout l'équipe consultant présent et le gouvernement pour ce projet. La présélection est qu'on recrute les jeunes du village dans la réalisation du projet, j'aimerais savoir si la population sera au courant avant le démarrage des travaux la date du début du projet.

4^{ème} Intervenant : BOGANGSA Jany

Je veux remercier tous, je suis un cultivateur, nous sommes concernés au projet. Je demande au projet de vite démarquer les travaux et aussi de ne pas arrêter les travaux sans fin.



D. SYNTHÈSE DES POINTS SOULEVÉS ET DÉCISIONS PRISES

A la suite de cette séance, il faut noter que :

- Ils souhaitent que les travaux démarrent vite.

- Les populations sont contentes et d'accord pour le projet.

- Le recrutement des jeunes du village dans la réalisation du projet.

- L'équipe consacrera à noter toutes les préoccupations de la population et les rassurer qu'elles seront prises en compte.

Démarre à , la séance prend fin à

Ont signé :



[Signature]

Louis Ayélade LADE

[Signature]
Bagnouso
Bickou

[Signature]
Sage

③

[Red stamp]
Héssou
Adouni
Représentant
des femmes

P2E

SBEE



SEROBODI

CERES



ELABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET DU PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMENAGEMENT DES PISTES D'ACCES AUX SITES AGRICOLES ET DE SARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

LISTE DE PRESENCE A LA CONSULTATION PUBLIQUE

Date: 25/11/25

Lieu: AYEKOU

N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emergence
01	LADE Louis	cultivateur	M	AYEKOU		
02	AKIDLA Raimi	Marchand	M	AYEKOU		
03	BOGNONJA Biokou	cultivateur	M	AYEKOU		
04	KOUSSOGBA Latifou	cultivateur	M	AYEKOU		
05	OKPA George	cultivateur	M	AYEKOU		
06	AGOSSOU Toussaint	coiffeur	M	AYEKOU		
07	AGOSSOU Alain	cultivateur	M	-		
08	HOUESSOU Vincent	cultivateur	M	-		
09	EGBEBI Ochande	cultivateur	M	-		

②

N°	Nom et Prénoms	Adresse/Profession	Sexe	Âge	Genre	Coût	Statut
10	BOGNANSA Sanyé	cultivateur	M	45	AYE NOY		
11	BOGNANSA Akéio	"	M	3	"		FB
12	ABOU AKIMOU	"	M	3	"		
13	BOGNANSA chibé	"	M	3	"		
14	HOUDONDISSO Sam	"	M	3	"		
15	FADONDISSO Martina	"	F	11	"		
16	FADI NRE Jeanette	"	F	11	"		
17	ABISSSE FOLAKÉ	"	F	11	"		
18	ABISSSE KAN Foulg	"	F	11	"		
19	AGOSSOU Yigé noua	"	M	3	"		
20	AGOSSOU Pémé	"	M	3	"		
21	OGOUYOMI Abohyatou	"	M	3	"		coll
22	YESSOTON Saoukéline	"	F	11	"		
23	YNESSON Camille	"	M	11	"		
24	AYITAN Gabémigou	"	M	11	"		

LISTE DES PERSONNES

N°	NOM	Prénoms	Sexe	Age
25	AGOSSOU	Amadou	M	AYE'NOG
26	FABRI	Ibrahim	M	AYE'NOG
27	AGOSSOU	Joseph	M	"
28	KONWON	Ngou Yickou	F	"
29	DYPA	Calvine	F	"
30	BONO	Adoum	F	"
31	KOCHOU	Doucou	F	"
32	AGOSSOU	Albert	M	"
33	FATOCHAN	Adjaou	F	"
34	OGOU	Blanc	F	"
35	OLOFELDI	Faouzi	F	"
36	ADEN	El-Sihirou	F	"
37	ABDI	Bogou	F	"
38	BAMZ	Houf	F	"
39	ILOU	Sidi	F	"
40	BONO	Gervaise	F	"
41	IBOU	Moukoko	F	"

(3)





PROCÈS VERBAL DE LA SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE

COMMANDITAIRE : Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Electricité (P2AE)

MISSION : ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

Date : 27/11/25
 Heure du début de la séance : 10h15
 Heure de la fin de la séance : 12h27
 Commune : ZAGNANABO
 Arrondissement : VPEDEHPO
 Village/quartier : AHITO
 Lieu : MAZINCY
 Langue de travail : Français / Fon

A. DÉVELOPPEMENT DE LA RENCONTRE

L'an deux mil vingt-cinq et le Jeudi vingt-Neuf Novembre, s'est tenue une séance de consultation des parties prenantes dans le cadre du CV de suite dans le cadre de l'Étude d'Impact Environnemental et social du sous-projet d'aménagement des pistes d'accès aux sites agricoles et de Barrage et d'électrification rurale dans les départements des collines, du plateau et du Zai.

Les objectifs spécifiques de cette démarche sont :

- fournir aux acteurs une information sur le projet, ses objectifs, sa description ainsi que les impacts tant positifs que négatifs ainsi que



- les mesures de mitigation;
- inviter les acteurs à donner leur avis et suggestions sur les propositions de solutions et mesures en attente;
- assurer la base d'une mise en œuvre concertée et durable prévue par le sous-projet.

B. QUESTIONS ET DEBATS

Plusieurs interventions ont été enregistrées au cours de la séance et se présentent comme suit :

1^{er} intervenant HENRIPATIN Florant, je suis un cultivateur, et je remercie tout le monde pour ce projet, je souhaite qu'en tenue on complète les corridors agricoles devant notre marche.

2^{ème} intervenant HESSA Cealla, je suis une commerçante, venue à tout le monde, je souhaiterais que lors du démarrage du projet, les mesures d'atténuation soient prises.

3^{ème} intervenant GONDÉDI Sémien, Je remercie tout le monde, je demande à ce que les jeunes de l'école soient impliqués dans la réalisation des travaux à plein temps.

4^{ème} intervenant AHEUNDJINOU Justine (association de femme), nous souhaitons que les cantines des écoliers achètent nos produits locaux.



SBEE



SERODDI



D. SYNTHÈSE DES POINTS SOULEVÉS ET DECISIONS PRISES

Au terme de la consultation publique les populations sont priées de se présenter aux bureaux d'extension et d'implantation des réseaux et fils électriques des populations recommandant ainsi le recrutement de leurs enfants lors des travaux proprement dits.

Ont signé

ADOSSOU Augustin

ADO

Augustin O. ADOSSOU

GNOME ONFIN
Exécutif
Responsable des
cultivateurs

OLABODE Gisel
Représentante des
femmes

P2E *SBEE



SERODDI



ELABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET DU PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMENAGEMENT DES PISTES D'ACCES AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE



LISTE DE PRESENCE A LA CONSULTATION PUBLIQUE

Date: 27/11/25

Lieu: HOUNGBOUSS (Ahitto)

N°	Nom et Prénoms	Statut/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contact	Emplacement
1	EDEGAN Pampphilie	Coiffeuse	M	OUVENIRINE		
2	HOUNKPATIN Florent	Cultivateur	M	WABE		
3	FIMOUNDE Mathieu	Maître Menuisier	M	YENANWA		
4	OGOUEDJI Sémin	Cultivateur	M	AHITO		
5	KOSSOUHO Gaozon	Maître Menuisier	M	OUVENIRINE		
6	HOUNKONEN Hyacinthe	Coiffeur	M	AHITO		
7	MEHOUSSOU Coffi	Menuisier	M	AHITO		
8	KUTTOHO Idniss	Menuisier	M	AHITO		
9	MONDANANAN Roman	Cultivateur	M	Aidjedo		

No	Name of Candidate	Designated Profession	Sex (M/F)	Quarter	Contract	Engagement
12	DEGBENEM Denise	Electrician	M	Nkemesa		
11	FANNOU Moiz	Commissioner	M	Agbonkoko		
12	HOONPATIN Paul	Minister	M	Akoto		
13	ECHOMEYE Paimi	Vulcanist	M	Akoto		
14	O'BONNEU Telesmon	Cultivator	M	Akoto		
15	GINNLEFIN Evasist	II	M	Agbonkoko		
16	GNAN V Gaston	II	M	Agbonkoko		
17	DANNON Xavier	Coiffier	M	Agbonkoko		
18	ADEMAN Adedokun	Cultivator	M	Agbonkoko		
19	ANGWANNINEN Zuhir	Commissioner	F	Akoto		
20	O'DOWIFE Sulchan	Commissioner	F	Akoto		
21	KIPACHOU Gilbert	Commissioner	M	Akoto		
22	TOSO HOU E Claude	Commissioner	F	Akoto		
23	MORITA Somborne	Coiffier	M	Nkemesa		
24	OLABOBE Guel	Commissioner	F	II		

No	St. Name	St. Address	Sex (PSE)	Quarter	Comments	Emph/Notes
25	ATOUNGAF Gherlain	Chocoulin	M	Adress		OK
26	THOU F. A. de Nam	Mucangain	M	II		Red
27	BAMU YOE Boini	cultivation	M	II		OK
28	HDE KAMEL confort	Prologoph	F	II		OK
29	GLOUNDA Emiliano	Commence	F	II		OK
30	FATONASI Elyse	II	F	Mimick		OK
31	FANOU Azetou	cultivation	M	II		OK
32	DOSSA C. B. de	Commence	F	II		OK
33	HOUNTC HOUNDA	Mimick	M	II		OK
34	FADANOU Geo Pascal	Commence	F	II		OK
35	FADANOU B. B. de	II	F	Philo		OK
36	E. DE G. M. M. de	Commence	F	Adress		OK
37	T. C. H. O. U. de	Commence	F	II		OK
38	SACHIRU Affour	II	F	II		OK
39	SASSEY Victoire	II	F	II		OK

PRE 75BEE



MINISTRE DE L'EDUCATION, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE

REPUBLIQUE DU BENIN



N°	Nom et Prénoms	Statut (M/F)	Sexe (M/F)	Quartier	Contact	Remarque
40	DANON Celestine	Commargant	F	Akoko		OK
41	DEWIFA AXEM	Commargant	M	Akoko		OK
42	HEWENON Len	Commargant	F	II		OK
43	HESSA Cecile	II	F	II		OK
44	MAYIA ISSAIL	Commargant	M	II		OK
45	HITCHENSI Nestor	II	M	II		OK
46	DEWENON Alexandre	II	M	II		OK
47	LEGRA Rouline	Commargant	F	II		OK
48	SERVOU S. Françoise	II	F	II		OK
49	ABOSSOU Camille	Etudiant	M	NVémeke		OK
50	CAYRACHOUZE Romain	Revencheuse	F	NVémeke		OK
51	ADEYEMI Waile	Sordant	M	II		OK
52	EDERAN M. Gilbert	Calémar	M	II		OK
53	DASSOU B. François	II	M	II		OK
54	DASSA Fulber	Margant	M	II		OK

4

PSBEE

SENIOR

SENIOR

SENIOR

SENIOR

#	Name of Candidate	Strategic Position	Sex (T/F)	Gender	Comments	Employment
55	DELEHON Eugene	Commonwealth	F	AKOM		OK
56	MOYI Victore	Vulcanisation	M	II		OK
57	OHOBÉ Martin	Marsons	M	II		OK
58	Beljaire Yvo Mathias	tailleur	M	NKensima		OK
59	AKOME Heliane	Commonwealth	F	II		OK
60	MICHAEL B. François	Electrician	M	Akoto		OK
61	TOUVANER Alain	Photography	M	Akoto		OK
62	ABOSSOU J. Augustin	Agony body	M	Akoto		OK
63	MAMMAN François	cultivateur	M	Akoto		OK



PROCÈS VERBAL DE LA SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE

COMPLAQUE AIRE : Projet d'Augmentation de l'accès à l'électricité (PAAE)

MISSION : ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

Date : 04/12/2025
 Heure du début de la séance : 15^h 00'
 Heure de la fin de la séance : 17^h 07
 Commune : Quinlip.
 Arrondissement : Quinli
 Village/quartier : KAFFA
 Lieu : Maison CV KAFFA
 Langue de travail : Français

1. DÉROULEMENT DE LA SÉANCE

L'an deux mil vingt-cinq et le Jeudi quatre décembre, s'est tenue une séance de consultation des parties prenantes dans la maison du CV KAFFA dans le cadre de l'étude d'impact environnemental et social du sous-projet d'aménagement des pistes d'accès aux sites agricoles et de barrage et d'électrification rurale dans les départements des collines, du plateau et du Zou.

Les objectifs spécifiques de cette démarche concernent :
 - fournir aux auteurs une information juste et pertinente sur le projet, ~~son~~ description ~~anale~~ ^{descriptif} de ses impacts

①

tant positifs que négatifs ainsi que
 les mesures de migration
 - inviter les acteurs à donner leur
 avis et suggestion sur les propositions
 de solutions et instaurer un dialogue
 - ancrer les bases d'une mise en
 œuvre concertée et durable prescrite
 par le sous-projet.

II. QUESTIONS ET DEBATS

Diverses interventions ont été enregistrées sur cours de cette séance et qui se présentent comme suit :

1^{er} intervenant: EGBEBI Jean, je remercie tout le monde ici présent, je sais que l'arrivée du projet P2E va permettre le développement des activités comme les lycées, les centres de photocopies, les centres de formation en informatique.

2^e intervenant: HOUNTCHONOU Véronique (représentant des femmes). Nous sommes intéressées par l'électricité, car cela facilitera nos activités. Alors nous bénéficier d'un tarif social d'un branchement facile?

3^e intervenant: SIKOTAN Albert. Je souhaite que les jeunes de notre localité soient activement impliqués dans l'exécution des travaux.

4^e intervenant: OGOUTCHI Antoine. J'aimerais que des mesures sanitaires soient prévues pour prévenir les maladies respiratoires liés à l'exposition de la poussière.

D. SYNTHÈSE DES POINTS SOULEVÉS ET DÉCISIONS PRISES


Suite aux interventions, les recommandations ont été formulées :

- Recrutement des jeunes du village dans la réalisation des travaux.
- Mise en place des mesures sanitaires pour la protection et le secours de la population des maladies respiratoires liées à l'émission de la poussière.
- Le démarrage rapide des travaux.
- Prévenir la population avant le démarrage des travaux.

Donnée à 15^h et la séance a pris fin à 17^h 17'



Ont signé :


TATOU Ghéopkela
CV AHICAN


KOUNOU
D. Isaac


HOUC HONOU
Véronique


KETOUNOU KALALI


KETOUNOU JANNICA

ELABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET DU PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMENAGEMENT DES PISTES D'ACCES AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

LISTE DE PRESENCE A LA CONSULTATION PUBLIQUE

Date : 06/12/25

Lieu : Naffa

N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contact	Emplacement
1	EGBEBI Jean	Cultivateur	M	Ahicon		
2	AFEDINDA Sami	Cultivateur	M	Ahicon		
3	SIKOTAN Albert	Cultivateur	M	Ahicon		
4	EGBEBI Antoine	Cultivateur	M	Ahicon		
5	BANKOLE Pierre	Mécanicien	M	Ahicon		
6	KETOUNOU Jean	Relais Communication	M	Ahicon		
7	TAYIWO Oluwadunju	Brocheur	M	Ahicon		
8	OGOUTCHI Antoine	Cultivateur	M	Ahicon		

2025



SENEGAL



2025

N°	Nom Prénoms	Qualité Professionnelle	Sexe (P/V)	Catégorie	Coût de la formation
9	FAGNIDE G. Romarie	Entrepreneur Agricole	M	Kaffa	2000
10	GHANSSOUNO Gaston	Plombier	M	Kaffa	2000
11	ATHISSOU Alain	Cultivateur	M	Kaffa	2000
12	EGIBEDI A. Romarie	Commerçant	M	Kaffa	2000
13	EGIBEDI Moïse	Cultivateur	M	Kaffa	2000
14	EZIN Pierre	Cultivateur	M	Kaffa	2000
15	KODJEROU Tchigou	Coiffeur	M	Kaffa	2000
16	ILO Salako	Tailleur	M	Kaffa	2000
17	TELLA Antoine	Cultivateur	M	Kaffa	2000
18	BANKOLE Lakanmi	Cultivateur	M	Kaffa	2000
19	OGOUTCHI Antoine	Cultivateur	M	Kaffa	2000
20	HOUNTCHONOU Veronique	Couturière	F	Kaffa	2000
21	KETOUNOU Segbagnon	Coiffeur	M	Kaffa	2000
22	KETOUNOU Marie	Organisateur	M	Kaffa	2000
23	HANNON F. Antonin	Cultivateur	M	Kaffa	2000

2



N°	Nom et Prénom	Structure/Profession	Sexe (F/M)	Qualité	Commentaire	Signature
20	MOUNOU D. Isaac	Instituteur	M	Kaffa		Jf
25	LADÉYO Mathieu	Cultivateur	M	Kaffa		ar
26	FOLARANI Sunday	Tailleur	M	Kaffa		Jaf
27	HOUNGHOGBE Bienvenu	Maçon	M	Kaffa		e
28	YATONDHE Claude	Eleveur	M	Kaffa		Jaf
29	GNANSOUNOU Mathias	Cultivateur	M	Kaffa		for
30	GNANSOUNOU Thomas	Cultivateur	M	Kaffa		for
31	OGOUTCHI Isaac	Mécanicien	M	Kaffa		for
32	HOUNGADJI Richard	Cultivateur	M	Kaffa		for
33	COCHONNE Alain	Eleveur	M	Kaffa		for
34	ZOLITE DE Julien	Chauffeur	M	Kaffa		for
35	CCOU CUI Rigau	Cultivateur	M	Kaffa		for
36	Sikela Sandi	Menisier	M	Kaffa		for
37	KOUNGOU Logoro	Cultivateur	M	Kaffa		for
38	HOUNGADJI Victor	Cultivateur	M	Kaffa		for



PROCÈS VERBAL DE LA SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE

COMMANDITAIRE : Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Electricité (P2AE)

MISSION : ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

Date : 06/12/2025
 Heure du début de la séance : 15^h 17 min
 Heure de la fin de la séance : 17^h 05 min
 Commune : Quinkhi
 Arrondissement : Quinkhi
 Village/quartier : OUKON
 Lieu : Place Publique de OUKON
 Langues de travail : Français / Fon

A. DEROULEMENT DE LA SEANCE

L'an deux mil vingt cinq et le samedi
 six décembre s'est tenue une séance de
 consultation des services promoteurs de la
 phase publique de oukon dans le
 cadre de l'étude d'impact environnemental
 et social du sous-projet d'aménagement
 des pistes d'accès aux sites agricoles et
 de barrage et d'électrification rurale
 dans les départements des collines, du
 Plateau et du Fon.
 Les objectifs spécifiques de cette séance
 consistaient :
 - fournir aux acteurs une information
 juste et pertinente sur le projet, son
 objectif, les avantages associés et ses
 impacts tant positifs que négatifs.



ainsi que les mesures de mitigation;

• inviter les acteurs à porter leurs avis et suggestions sur la proposition de solution lors d'instances au dialogue;

• ancrer les bases d'une mise en œuvre concertée et plurielle prévue par le sous-projet.



II. QUESTIONS ET DEBATS

Nombreuses interventions furent enregistrées lors de cette séance.

1^{er} intervenant.

Je porte le Nom de BONOU Esmat, je suis instituteur. Je remercie l'état pour cette initiative et l'équipe qui consulte pour sa visite, je souhaiterais que les prévisions soient apportées à l'impact réel du projet sur les village, la question de l'éclairage doit être prise en compte.

2^e intervenant.

Je m'appelle KASIT Roméo, je suis un instituteur, je tiens à dimension chaleureusement toutes les personnes ici réunies s'agissant du projet en question, je souhaite que les membres de notre communauté soient activement impliqués dans son exécution et travaux une mobilisation à temps plein.

J'aimerais également que soient prises les mesures sanitaires prévues par le projet pour prévenir les maladies respiratoires liés à l'exposition à la poussière, ainsi que les moustiques des en place pour limiter la propagation des zoonoses et la



nuisances environnementales induites
par les travaux.

3^e intervenant : TAGBONON Marie
Nous sommes très heureux de ce projet
qui est un soulagement pour nous
en matière d'électricité. Vivement que
cela se réalise tôt. Merci

4^e intervenant : DGO Louise

Quel est le sort de nos plantations
et champs affectés par l'emprise
de la C.E.B.?



D. SYNTHÈSE DES POINTS SOULEVÉS ET DÉCISIONS PRISES

Au terme de cette consultation publique, les recommandations ont été formulées :


- Des mesures seront prises pour la protection et la sécurité des enfants et la population.
- Le démarrage vite des travaux soulevés par la population.
- Recrutement des jeunes du village dans la réalisation des travaux.
- Informer la population de la date du démarrage des travaux avant le démarrage.

Demain à 15^h-17^h et à partir de 17^h-18^h

Ont signé :


Houessou Benoit


AGBANININ
Etienne
Sage


BONOU Harallia
Représentant
des femmes

ÉLABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET DU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ÉLECTRIFICATION RURALE

LISTE DE PRÉSENCE À LA CONSULTATION PUBLIQUE

Date: 04/12/25

Lieu: DUKON (Place publique)

N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emplacement
01	HOUSSOU Benoit	C.V. Cultivateur	M	DUKON		
02	AGBANAHIN Etienne	Cultivateur	M	DUKON		
03	BONOU Marieline	Revendeuse	F	DUKON		
04	KAKPO Norbert	Chauffeur	M	DUKON		
05	ZANNOU Eulodie	Revendeuse	F	DUKON		
06	GODONOU Jean	Cultivateur	M	Wetehou		
07	GNONKOFFER Jean	Cultivateur	M	Doli		
08	KOUNOU Augustin	Cultivateur	M	Doli		
09	KOUNOU Casimir	Cultivateur	M	Wetehou		

N°	Noms (Prénoms)	Qualité/Fonction	Sexe (M/F)	Quartier	Commentaire
25	BONOU Victoria		F	HOUNSSOU	INB
26	HOUNSSOU Eugène	cultivateur	M	Dodome	
27	KODJO Justin	chouffeur	M	Yeliho	Qx
28	HOUNSSOU Marc	cultivateur	M	Egboame	M
29	BONOU Marc	cultivateur	M	Lokossu	
30	DONOU Marc	Apprenti plombier	M	GBALI	
31	LALY Hervé	R.C. cultivateur	M	Tokébalu	Scout
32	EZIH Lucien	cultivateur	M	yeliho	
33	HOUNTONDJI Rose	Ravendane	F	Seybomou	HER
34	AGBANININ Pauline	Ravendane	F	GBALI	
35	EZIH Rose	Ravendane	F	GBALI	
36	DONOU Emma Keme	Ravendane	F	Wetehou	
37	HOUNHÉNOU Catherine	Ravendane	F	Doli	
38	KODJO René	cultivateur	M	HOUNSSOU	
39	ALZANNON Lambert	cultivateur	M	Dodome	

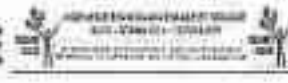


N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emargement
40	KO Djo Romeo	sonacorp	M	Houéssou		Equipe
41	O Go Louise	Restauratrice	F			
42	BONOU Ernest	-cultivateur	M	Houéssou		Equipe
43	AIZANHOU Grégoire	Chauffeur	M	Dodomo		Equipe
44	ADOUSSI Leon	-cultivateur	M	Yelike		Equipe
45	SARON Simon	-cultivateur	M	GBALI		Equipe
46	DEHOUEHOUON Holan	-cultivateur	M	GBALI		Equipe
47	ZOUHROU Jeanne	Rescueur	F	Dodomo		
48	GADONOU Justin	-cultivateur	M	Yelike		Equipe
49	AIZANHOU Franck	-cultivateur	M	Dodomo		Equipe
50	HOUËSSOU Joachim	-cultivateur	M	Dodomo		Equipe
51	DOSSOUHOU Zéphirin	-cultivateur	M	Sagbédou		X
52	AGBATHON Marie	Rescueur	F	Tologba		Equipe
53	ZOUËSSI Antoine	Marguerite	M	Sagbédou		Equipe
54	AGBATHON Bruno	Apprenti Marguerite	M	Doli		Equipe





SBEE



SEBODDI



PROCÈS VERBAL DE LA SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE

COMMANDITAIRE : Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Electricité (P2AE)

MISSION : ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

Date : 05/12/2025

Heure du début de la séance : 10h 05

Heure de la fin de la séance : 11h 40

Commune : Cové

Arrondissement : GOUNLI

Village/quartier : Kpagondo

Lieu : Palais Royal

Langue de travail : Fon

A. DEROULEMENT DE LA SEANCE

L'an deux mil vingt-cinq et le cinq décembre s'est tenue dans la commune de Cové, arrondissement de GOUNLI, village Kpagondo au palais Royal une séance de consultation du public entre des parties prenantes dans le cadre de la réalisation d'une mission d'Etude d'Impact Environnemental et Social du Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Electricité (P2AE). Les sujets abordés au cours de cette séance se présentent comme suit :

- Présentation du projet
- Impacts potentiels des travaux d'aménagement et mesures d'atténuation proposées
- Recueil des attentes et recommandations.



SBEE



SEBODDI

CIERS



B. QUESTIONS ET DEBATS

FIHOUNDE KPONOU Paul: Vous félicitant,
Est-ce qu'il en aura la déclaration des
Ouvriers à la CNSS?

ASSOGBADJO Felicien: Est-ce que la
main d'œuvre locale sera réellement
prise en compte?

EKLOU Bernard: Quant est-ce que
les travaux vont commencer?

AKPODE Augustine:

D. SYNTHÈSE DES POINTS SOULEVÉS ET DÉCISIONS PRISES

Au terme des échanges, il faut retenir que la communauté de Cové a accueilli favorablement le projet. Néanmoins, plusieurs points sont relevés pour améliorer les impacts positifs et négatifs du sous-projet.

- Elles ont abordé :
- L'amélioration de leur cadre de vie;
 - le recrutement de la main d'œuvre locale;
 - Tenir compte du genre lors du recrutement;
 - la prise en compte des accidents de travail;
 - Revue la gestion des déchets issus des travaux.

Ont signé :


 Paul K. Fihounde
 LE CHEF VILLAGE
 KPAKOU

AMICHENE Jacqueline

Représentant des Jeunes



Stanislas A. MEDJA


 CA agricole

 Victor K. GANDAFU





ÉLABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET DU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ÉLECTRIFICATION RURALE

LISTE DE PRÉSENCE À LA CONSULTATION PUBLIQUE

EIES

Date :

Lieu :

N°	Nom et Prénom	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Embarquement
1	FIHOUNDE KPAKOU Paul	C.V. GOUNLI Kpagoudo	M	Kpagoudo		
2	MEDIA ANIKOUWE Stanislas	Etudiant	M	Kpagoudo		
3	AHITAYE ME Jacqueline	Révisionniste	F	Kpagoudo		
4	TOTCHE KON Expédit	Commerçant	M	Dome		
5	GANDAHOU K. Victor	CA Gounli	M	Gounli		
6	GRANYE Jeanne	Vanduse	F	Gounli		
7	ASSOGBADJO Felicien	Sage	M	Dome		
8	VODOUNKPE Michel	C.V	M	Dome		
9	BOUNNONGBE Jeanne	C.V	F	Ahito		



Paul K. Fihounde



Victor K. Gandahou



Michel Vodoumkpe

①



Jeanne Bounnongbe

N°	Nom et prénoms	Fonction	Contacts	Embarquement
10	AGOSSOU Damienne	Ménagère		
11	AHISSIN Claudine	Commerçante		
12	NANSI Leanie	Commerçante		
13	AKOHASSODE Fiolèle	Mécanicien		
15	NANSI David	Cultivateur		
16	AHOLOUKPE Forstin	Cultivateur		
17	ALONASSO Jean	Cultivateur		
18	GBD Angelo	Cultivateur		
19	BEKAN Timothe'	Cultivateur		



**PROCÈS VERBAL DE LA SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE****COMMANDITAIRE :** Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Electricité (P2AE)**MISSION :** ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU
SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES
AGRICOLLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

Date : 01/12/2025

Heure du début de la séance : 08h35

Heure de la fin de la séance : 11h05

Commune : Dassa-Zoumé

Arrondissement : Pagnonvian

Village/quartier : Manéfi

Lieu : Atcheguigon

Langue de travail : Fon

A. DEROULEMENT DE LA SEANCE

L'an deux mil vingt-cinq et le lundi 1^{er} décembre, s'est tenue une séance de consultation des parties prenantes à la place publique à Atcheguigon dans le cadre de l'Etude d'Impact Environnemental et Social du sous-projet d'aménagement des pistes d'accès aux sites agricoles et de barrage et d'électrification rurale dans les départements des Collines, du Plateau et du Zou.

Les objectifs spécifiques de cette démarche consistent :

- fournir aux acteurs une information juste et pertinente sur le projet, son objectif, sa description assortie de ses impacts tant positifs que négatifs ainsi que les mesures de mitigation;
- inviter les acteurs à donner leurs avis et suggestions sur les propositions de solution

1



8. QUESTIONS ET DÉBATS

1^{er} Intervenant : ATCHEQUI Christophe : À quand le démarrage du projet ?

2^{em} Intervenant : GLEBLÉ Pascal : Êtes-vous sûr que cette promesse ne sera pas comme les précédentes qui n'ont jamais abouti ?

3^{em} Intervenant : DEHDUE Michel : Que représentent les piquets que vous avez placé ?

4^{em} Intervenant : ALOMASSO Jean : Comment seront dédommés ceux qui sont affectés par le projet ?

5^{em} Intervenant : YOUNKOU Léandre : Que pensez-vous du recrutement de la main d'œuvre locale ?

D. SYNTHÈSE DES POINTS SOULEVÉS ET DÉCISIONS PRISES

Au terme des échanges, il faut retenir que la communauté de Cové a accueilli favorablement le projet. Néanmoins plusieurs points sont relevés pour améliorer les impacts positifs et négatifs du sous-projet.

Elles ont abordé :

- L'amélioration de leur cadre de vie
- Le recrutement de la main d'œuvre locale
- Tenir compte du genre lors du recrutement
- La prise en compte des accidents de travail
- Revoir la gestion des déchets issus des travaux

Ont signé :


Paul K. F. INGOUNDE
 Paul K. F. INGOUNDE

AMTCHEN E Jacqueline

Représentant des Jeunes

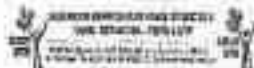
Stanislas A. MEDJA


Victor K. GANDIAHO
 Victor K. GANDIAHO

Stanislas A. MEDJA



SBEE



SEBODDI



ELABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET DU PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMENAGEMENT DES PISTES D'ACCES AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

LISTE DE PRESENCE A LA CONSULTATION PUBLIQUE

EIES

Date :

Lieu :

N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emargement
01	ATCHEGUI Christophe	agriculteur	M	Manonfi		
02	AMASSE Bernard	agriculteur	M	Manonfi		
03	DEHOUE Michel	agriculteur	M	Manonfi		
04	EVAN Daniel	agriculteur	M	Manonfi		
05	TOHO ZIN Samson	Vétérinaire	M	Manonfi		
06	SOSSA Alexis	Mécanicien	M	Manonfi		
07	NAZO Samuel	agriculteur	M	Manonfi		
08	KOSSI Monique	commerçante	F	Manonfi		
09	SOUBEY Madeline	Ménagère	F	Manonfi		

①



*SBEE



SEBODDI



N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Entretien
1	TEHESBE A. Remy	Relais	M	Manonfi		1000
11	BÉKA Thimothée	agriculteur	M	Manonfi		
12	HOUNSOUKON Hékiss	agriculteur	M	Manonfi		
13	NOUWOU Léandre	agriculteur	M	Manonfi		
14	HOUNAKONDI Hékiss	agriculteur	M	Manonfi		
15	AKPADOTO Micheline	Commerçante	F	Manonfi		
16	ALOU SOUMBA	Eleveur	M	Manonfi		
17	GOUN Ekelestin	Tailleur	M	Manonfi		
18	LEGBE Aglissi	agriculteur	M	Manonfi		
19	TINJAH Soumane	Eleveur	M	Manonfi		
20	DILOU SANDA	Eleveur	M	Manonfi		
21	ADEKAMBI Colla	Commerçant	M	Manonfi		
22	GBEALÉ Pascal	agriculteur	M	Manonfi		
23	GBEHA Scaphin	agriculteur	M	Manonfi		
24	YANEVI Nabert	agriculteur	M	Manonfi		

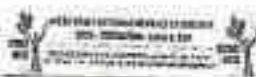
(2)



N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contact	Emplacement
25	ATISSIN Claudine	commerçant	F	ATCHEGUI		
26	BAROU Pascal	agriculteur	M	" "		
27	DYELLO KAYODE yaga	agriculteur	M	BABINSON		
28	ALOMASSO SEMIAL Jean	cultivateur	M	ATCHEGUI		
29	AGBANSIATA Prudence	cultivateur	M	ATCHEGUI		
30	ADEKAMBI ASAME	" "	M	" "		
31	WASSI DYELLO	" "	M	" "		
32	ACLLOVI Clément	" "	M	" "		
33	AZANRON Ate Dami	" "	M	ATCHEGUI		
34	ZEINHA Léonide	" "	M	ATCHEGUI		
35	GANDJETE Germain	" "	M	" "		
36	KOKOU Parfait	" "	M	LEKORAN		
37	HANNON Fidele	" "	M	BABINSON		
38	OGORINDE Salami Naya	cultivateur	M	KPAKPOSSA		
39	AGLINCO Horod	" "	M	TCHOUSSAN		



SBEE



SEBODDI



N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emargement
41	TCHERE Adeline	cultivateur	M	ATCHELON		
42	ANSAKA ISAAC	commerçant	M	" "		
43	KARIME Razacki	Mécanicien	M	" "		
44	AGONGINDESSOU Marcel	cultivateur	M	" "		
45	AGBONDORON Samuel	" "	M	" "		
46	KOGUEDESSOU David	" "	M	" "		
47	" " / Sanyé	" "	M	" "		
48	AIZANNAK Adrien	ouvrier	M	" "		
49	AGBANTINDA Pierre	cultivateur	M	" "		
50	AGBASSO Victorin	" "	M	" "		
51	TINOUATIN Arsène	" "	M	" "		
52	HAWENON Dieudonné	" "	M	BABALAN		
53	TCHERE Germain	" "	M	ATCHELON		
54	AGBANTINDA Kassi	" "	M	" "		
55	NANSI Leonie	commerçante	F	" "		

(4)



N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Embarquement
55	SAGBO Gilestine	Ménagère	F	Hamonfi		
56	Elisabeth ATTINKLINME	Ménagère	F	Hamonfi		
57	ATCHOGUEDE Félix	Agriculteur	M	Hamonfi		
60	AKOHASSODE Fidèle	Mécanicien	M	Hamonfi		
61	SEUTANE ABoubakar	Éleveur	M	Hamonfi		
62	SOOSI Victor	Agriculteur	M	Hamonfi		
63	AIGBIDI Pauline	Ménagère	F	Hamonfi		
64	AGBETO Moïse	Agriculteur	M	Hamonfi		
65	AGBOSSOU David	Agriculteur	M	Hamonfi		
66	AGBASSO Charles	Agriculteur	M			
67	GADU Athanase	Printeur	M			
68	AHQUETA T. Alexis	Éleveur	M	Hamonfi		

P2E * SBEE



SERODDI



ÉLABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET DU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

LISTE DE PRESENCE A LA CONSULTATION PUBLIQUE

EIES

Date :

Lieu :

N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contact	Engagement
1	FIHOUNDE KPAVOU Paul	C.V. GOUNLI Kpagaudo	M	Kpagaudo		
2	MEDIA ANIKOUVE Stanislas	Etudiant	M	Kpagaudo		
3	ANTOINE ME Jacqueline	Reven deuse	F	Kpagaudo		
4	TOTIME KON Expedit	Commerçant	M	Dome		
5	GANDAHO K. Vahin	CA Gounli	M.	Gounli		
6	GANYE Jeanne	Venduse	F	Gounli		
7	ASSOGBANJO Felicien	Sage	M	Dome		
8	VODDUNKPE Michel	C.V	M	Dome		
9	GOUNNONGBE Jeanne	C.V	F	Ahito		



Paul K. FIHOUNDE



Vahin K. GANDAHO



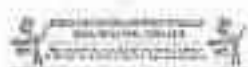
Michel Voddunkpe



Jeanne GOUNNONGBE

1

P2E PSBEE



SEKODI



N°	Nom et prénom	Fonction	Contacts	Embarquement
10	HOUESOU Charles Benigne	Instituteur		
11	EKLOU Bernard	Agriculteur		
12	TOTCHEKON Adrien	Cultivateur		
13	LINSOSSI Ernest	Revendeur		
14	GUENDEHOU Modeste	Revendeur		
15	AKPODE Augustine	Coopérateur		



COMMANDITAIRE : Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Electricité (P2AE)

MISSION : ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU
SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES
AGRICOLÉS ET DE BARRAGE ET D'ÉLECTRIFICATION RURALE

Date: 9/5/11/2025

Heure du début de la séance : 09h 45

Heure de la fin de la séance : 11^h 47Commune : Ketou

Arrondissement : **ADAKPLANE**

Village/quartier : **ADNYPLANE**

Lieu: Seine de navigation

Langue de travail : Français, Fon

A. DEROULEMENT DE LA SEANCE

L'an deux mil vingt et le mardi vingt cinq novembre s'est tenue une séance de consultation des parties prenantes dans la salle de réunion du village d'Achaplame dans le cadre du l'étude d'impact Environnemental et Social (EIES) du sous-projet d'aménagement des pistes d'accès aux sites agricoles et de barrage et d'électrification rural dans les départements des collines, du plateau et du zoe.

- fournir aux acteurs une information juste et pertinente sur le projet, son objectif, sa description, ses buts de

... ses impacts tant positif que négatif
ainsi que les mesures de mitigation

• Inviter les acteurs à donner
leurs avis et suggestions sur les
proposition de solutions et initier
un dialogue ;

• essayer les bases d'une mise en
œuvre concertée et durable prise
par le sous projet

B. QUESTIONS ET DEBATS

1^{er} intervenant : ADDUN Edouard

C'est un plaisir pour moi de prendre la parole devant tout le monde. Je salue tout le monde et remercie l'État, à avoir penser à notre localité. Je souhaite l'extension du projet dans les localités voisines.

2^e intervenant : BDND Grégoire

C'est un plaisir pour moi d'apprendre l'arrivée d'un nouvel projet qui est sans doute amorcera le développement des différentes localités.

3^e intervenant : TOSSOU Prudence

Il a remercié les autorités. Je souhaiterais qu'on oublie pas nos efforts lors de la mise en œuvre du projet.

4^e intervenant : SOGNON VI Armel

Je ~~me~~ n'ai pas beaucoup de chose à dire mais des démarches que le projet va engendrer lors de son élaboration soit sur la population, soit sur l'environnement.



D. SYNTHÈSE DES POINTS SOULEVÉS ET DÉCISIONS PRISES

- Au terme de cette séance, il faut retenir que :
- les populations ont adhéré pleinement au projet et souhaitent le démarrage rapide des travaux ;
 - la main d'œuvre locale soit recrutée lors des travaux ;
 - les voies secondaires soient aussi aménagées ;
 - les activités du projet soient étendues aux villages voisins ;
 - les actions contre les poussières.

Après avoir rappelé les grandes lignes de la rencontre, l'équipe du consultant a remercié les participants pour leur mobilisation.

Tous font l'équipe du consultant à l'aise l'engagement de rendre compte fidèlement.



HESSOU Paul

Groupement KOUVIEO

Président



HOUNGON CA

Sage

KOUKOI François

4

Représentant de jour

Valentin DEGNIDE Lucien

Représentante jour

SODONOUGBE Nali

ÉLABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET DU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

LISTE DE PRESENCE A LA CONSULTATION PUBLIQUE

Date: 25/11/2025

Lieu: Adakohime

N°	Nom et Prénoms	Structural/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Embarquement
1	SOGNON Victorien	Maçon	M	EDENOU		
2	FADONOUARO Gaspard	Cultivateur	M	EDENOU		
3	TOSSA Honoré	Marchand	M	EDENOU		
4	BTI Eli	Commerçant	M	EDENOU		
5	ABOKO Odile	Étudiant	M	EDENOU		
6	HOUMENOU Dénise	Cultivateur	M	EDENOU		
7	DEBASSE Hyacinthe	Cultivateur	M	EDENOU		
8	OZENI Rogak	Cultivateur	M	EDENOU		
9	ADOUN EDOUARD	Cultivateur	M	EDENOU		



*SBEE



SEBODDI

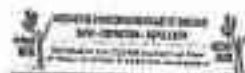


N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emargement
10	ADJIMANDIA Loukouma	Margon	M	EDENDU		
11	NINSANI Claude	Cultivateur	M	Adakylamé		
12	DESVIE Armand	Cultivateur	M	Adakylamé		
13	TOSOU Prudence	Margon	M	Adakylamé		
14	HOGBATO Almond	Conducteur	M	EDENDU		
15	SORNONVI Arnel	Papimériste	M	EDENDU		
16	HESSOU Trépassé	Cultivateur	M	EDENDU		
17	HOUNHENDU Patrice	Cultivateur	M	EDENDU		
18	HOUFESSOU Constant	Commerçant	M	EDENDU		
19	HOUADJI Antoine	Cultivateur	M	EDENDU		
20	HOUNMENONHON	Cultivateur	M	EDENDU		
21	TCHINIGBE Charles	Désinfecteur	M	TOHOME		
22	NONVIE François Thomas	Chauffeur Poids	M	EDENDU		
23	HOUFESSOU MANIN Alain	Cultivateur	M	EDENDU		
24	BOKO Georgette	Cultivateur	M	Adakylamé		

(2)



SBEE



SEBODDI

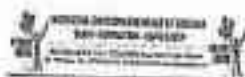


N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emargement
25	DLABEYO Idorhou	Cultivateur	M	Adakplani		
26	TOSSA Eudémie	Elève	M	Adakplani		
27	ZANNOU Michel	Cultivateur	M	Adakplani		
28	HESSAVI Renaud	Cultivateur	M	Adakplani		
29	HEUNMENDU Prosper	Cultivateur	M	Adakplani		
30	ATINGLO Alphonse	Cultivateur	M	Adakplani		
31	KOCHON Rafistou	Transformateur	M	Adakplani		
32	SOGNON Hurbain	Cultivateur	M	Adakplani		
33	GBAMBOA Madeleine	Transformateur	F	Adakplani		
34	ZANNOU Mathieu	Cultivateur	M	Adakplani		
35	AGA Filaké	Transformateur	F	Adakplani		
36	SINOUSSO Norké	Transformateur	F	Adakplani		
37	LADOKÉ Folaké	Transformateur	F	Adakplani		
38	ADEYEMI Rabier	Transformateur	F	Adakplani		
39	DAMIRO Bédémé	Transformateur	F	Adakplani		

(3)



*SBEE



SEBODDI

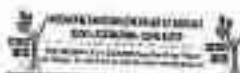


N°	Nom et Prénom	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emballage
40	HOUNNAN Bruno	chauffeur	M	Adakplani		
41	HOUNMENDU Daniel	Commerçant	M	Adakplani		
42	FATOKPE Tadjou	Tailleur	M	Adakplani		
43	ZANNOU Edmond	Cultivateur	M	Adakplani		
44	TOSSA Felix	Cultivateur	M	Adakplani		
45	DEGBEDI Germain	Ménisier	M	Adakplani		
46	HESSA Etienne	Cultivateur	M	Adakplani		
47	ABAKPO Yalobou	Cultivateur	M	Adakplani		
48	KODOUA Fabrice	Commerçant	M	Adakplani		
49	HOUNMENDU Etienne	Commerçant	M	Adakplani		
50	HOUNGNON Fabrice	Cultivateur	M	Adakplani		
51	KODOUA Estantin	Commerçant	M	Adakplani		
52	DESSAIDE Guirard	Cultivateur	M	Adakplani		
53	EDESSOU Jean	Coffreur	M	Adakplani		
54	TIOSSOU EZEKIEL	Deux	M	Adakplani		

(4)



*SBEE



SEBODDI



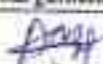


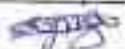



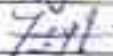







N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emargement
55	DESNIDE Lucien	cultivateur	M	Adakhlane		
56	ATINGLO Frédéric	coiffeur	M	Adakhlane		
57	TCHAMON Edmond	Taillleur	M	Adakhlane		
58	EDESSOU Paul	commerçant	M	Adakhlane		
59	EISSE Gérard	coiffeur	M	Adakhlane		
60	SOGNON Jules	commerçant	M	Adakhlane		
61	EDESSOU Honoré	Vulgarisateur	M	Adakhlane		
62	ATINGLO Anicet	cultivateur	M	Adakhlane		
63	EDESSOU Philippe	commerçant	M	Adakhlane		
64	ZANNOU Jacques	cultivateur	M	Adakhlane		
65	TOSSOU François	cultivateur	M	Adakhlane		
66	AHOUA A Dieu-donné	cultivateur	M	EDENOU		
67	EDESSOU D. Germain	commerçant	M	Adakhlane		
68	ABDUN Guérard	cultivateur	M	Adakhlane		
69	DORICHON Badirou	cultivateur	M	EDENOU		

⑤



N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emargement
70	BACONABEL	Cultivateur	M	EDENOU		AN
71	ADADE Joseph	Cultivateur	M	EDENOU		•
72	FACHEHAM Samuel	Marchand	M	EDENOU		8/10
73	SOGUNRO François	Marchand	M	EDENOU		AN
74	AKOKE Christian	Etudiant	M	EDENOU		AN
75	SOKOU Raimi	Marchand	M	EDENOU		AN
76	SOKOU Gibril	Marchand	M	EDENOU		AN
77	AGBATE Robine	Marchand	F	EDENOU		AN
78	HAUMENOU Aristide	Marchand	M	EDENOU		AN
79	SOKOU Razack	Marchand	M	EDENOU		AN
80	GANDAMO Raimi	Sachant	M	EDENOU		AN
81	SOKOU Sebastian	Marchand	M	EDENOU		AN
82	FADHOUARO Hugue	Marchand	M	EDENOU		AN
83	VOROLINEN Casimir	Taximenne	M	EDENOU		AN
84	ADOLIN Pierrette	Commerçant	F	EDENOU		AN



N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emargement
85	DJOSSEU Cyrille	Marchand	M	Edenou		
28	HOUNMENDOU Isaac	Marchand	M	Edenou		
87	HOUNMENDOU Wilfrid	Electricien	M	Edenou		
88	DJOSSEU Marcelin	chauffeur	M	Edenou		
55	HOUNMENDOU Barthélemy	Marchand	M	Edenou		
60	AMOUSSOU Mickael	Marchand	M	Edenou		
91	ADOUN Marc		M	EDENOU		
92	SOKOU Gafarou	Elève	M	EDENOU		
94	HOUNMENDOU Alexis	Marchand	M	EDENOU		
96	DJOSSEU Honorata	Végétariste	M	EDENOU		
95	DJOSSEU Constant	Marchand	M	EDENOU		
96	SOGANWERS Alphonse	Carrièreux	M	EDENOU		
97	DJOSSEU Janvier	Cultivateur	M	EDENOU		
98	ATINGLO Maxime	Soudier	M	EDENOU		
95	HOUNMENDOU Giladai	Electricien	M	EDENOU		

PROCÈS VERBAL DE LA SEANCE DE CONSULTATION PUBLIQUE**COMMANDITAIRE :** Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Electricité (P2AE)**MISSION :** ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

Date : 28/11/2025

Heure du début de la séance : 10^h 30Heure de la fin de la séance : 12^h 38

Commune : Kétou

Arrondissement : Agonli Kpaho

Village/quartier :

Lieu : Cour du chef du village

Langue de travail : Fon, Français

A. DEROULEMENT DE LA SEANCE

L'an deux mil vingt cinq et le vendredi vingt huit novembre s'est tenue dans la cour du chef du village d'Agonli - Kpaho une séance de consultation publique dans le cadre de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) du sous-projet d'aménagement des pistes d'accès aux sites agricoles et de barrage et d'électrification rurale. Plusieurs catégories socio-professionnelles étaient de la partie (voir la liste de présence en annexe).

Après les civilités du chef de village, l'équipe de consultant a pris la parole pour présenter le projet dans sa globalité. Suite à cette présentation, plusieurs interventions ont été enregistrées.

B. QUESTIONS ET DEBATS

1^{er} intervenant : TCHOKPON Frédéric

Il a remercié les autorités présente à la séance, ainsi que les partenaires techniques et financiers.

Je souhaite qu'on utilise dans la mise en œuvre du projet, la main d'œuvre dans les localités pour permettre aux jeunes de gagner leur première emploi.

2^e intervenant : KOSOU Christophe

C'est un plaisir pour moi d'apprendre l'histoire d'un dur nouvel projet qui est sans doute amenera le développement des différents localités.

3^e Intervenant : LODJOU Ivon

Je souhaite pour ma part l'extension du projet dans les localités voisines.

4^e Intervenant : KOUKASI Florence

Je n'ai pas grande chose à dire, seulement le projet pour lequel vous êtes là aura certainement des dommages à créer que ce soit sur les végétaux, le sol, l'air de notre milieu de par les travaux de décapage et du mouvement des camions.



D. SYNTHÈSE DES POINTS SOULEVÉS ET DÉCISIONS PRISES

- Au terme de cette séance, il faut retenir que :
- les populations ont massivement adhéré au projet et souhaitent le démarrage rapide des travaux
 - le recrutement de la main d'œuvre locale
 - les actions contre les bruits
 - les actions contre les poussières
 - l'aménagement des voies secondaires
 - les activités du projet soient étendues aux villages voisins

Après avoir rappelé les grandes lignes de la rencontre, l'équipe du consultant a remercié les participants pour leur mobilisation. Pour finir, l'équipe du consultant a pris l'engagement de rendre compte fidèlement

Ont signé :

Chap



T

TCHOKPON Nicolas

Sage

NIAGBE Gratiem

Représentant des jeunes

HESSOU Felix

Représentante des femmes

KOSSOU Céile

③

ELABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET DU PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMENAGEMENT DES PISTES D'ACCES AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ELECTRIFICATION RURALE

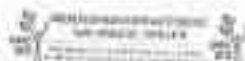
LISTE DE PRESENCE A LA CONSULTATION PUBLIQUE

Date: 28/11/2025 Lieu: Agonlin Kpahan

N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Emplacement
1	TESSIE GEORGE	Cultivateur	M	Agonlin		
2	TEHOKPON Nicolas	CV	M	AGONLIN-KPANDU		
3	TEHOKPON Felix	Peintre	M	AGONLIN-KPANDU		
4	ZANDJANAKOU Cyrille	Cultivateur	M	AGONLIN-KPANDU		
5	KOSSOU Chastophe	Cultivateur	M	-		
6	TEHOKPON Justin	Maître-Maçon	M	AGONLIN-KPANDU		
7	ZANDJANAKOU Cyrille	Cultivateur	M	-		
8	CHOBIN Jemima	Cultivateur	M	-		
9	AKOHASSOBE Kase	Cultivateur	M	-		
10	HESSOU GANDANTO	Cultivateur	M	Agonlin - Kpahan	016388057	



SBEE



SEEDDI



N°	Nom et prénom	Fonction	Contacts	Embarquement
25	HOUNWANOU Constantine	Conturière	/	
26	NAYEGBE Gilberte	Calfeuse	/	
27	KOUKOYI Flerance	Ménagère	/	
28	OGOUNAN Améd	Chauffeur	/	
29	DOYONOU Elisabeth	Ménagère	/	
30	SIANDJO Jeanne	Conturière	/	
31	FASSINOU Marie	/	/	
32	OKOUTA Sidonie	Ménagère	/	
33	ALEJO Estelle	Relais communautaire		
34	NAYEGBE Boniface	Cultivateur		
35	LODJOU Ivon	Cultivateur		
36	NAYEGBE Augustin	Cultivateur		
37	LODJOU Ivonne	Conturière		

NAYEGBE Céline Ménagère
 AGBOYADO Bonadin Cultivateur

(4)

P2E

*SBEE



SEBODDI



N°	Nom et prénom	Fonction	Contacts	Emplacement
38	ADOUNDE Françoise	Négocière	/	
39	HESSOU Agnès	Ménagère	/	
40	SAHA Hamiliathan	Receveur	/	
41	DOSSOU Rufine	Ménagère	/	
42	NAYEGBE Edith	/	/	
43	SOKOU Fatiman	/	/	
44	ALOMASSO Françoise	/	/	
45	NAKPO Prisca	/	/	
46	ZINSOU Marthe	/	/	
47	HOUSSENGUE Julienne	/	/	
48	TOSSOU Mariette	/	/	
49	HOUNSOU Francine	/	/	
50	NAYEGBE Natalie	/	/	

51 CROBY Angèle

52 SEGNINOU Pierre Cultivateur

(5)



SBEE



SEBODDI



Nom et prénom		Fonction	Contact	Emergence
64	KEDOUKOU Adegbe	Cultivateur	01 /	LHP
56	HOUESOU Nwae	Cultivateur	/	
55	AYINAN Mathieu	Enseignant	/	
56	ADINOUNA Charlotte	Ménagère	/	
57	HESSOU Felix	Cultivateur	01 /	
58	HESSOU Gaudahe	Cultivateur	/	
55	HESSOU Adjanan	Cultivateur	/	
60	ZINSOU Catherine	Ménagère	/	
61	NAYESBE Rogère	Cultivateur	/	
62	ZINSOU Jousaint	Mécanicien		
63	HESSOU Madeleine	Ménagère		
64	NANLAN Sylvain	Cultivateur		
65	KOSSOU Mathieu	Enseignant		
66	HOUESOU Ganesine	Ménagère		
67	LOKO Alain	Cultivateur		
68	HOUESOUQUE Honoré	Cultivateur		

P2E *SBEE



SERODDI

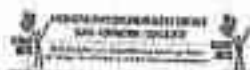


N°	Nom et prénoms	Fonction	Contacte	Engagement
69	KOSSOU Cécile	Ménagère	/	
70	TCHONON Claire	Ménagère	/	
71	TCHONON Bernadine	Cultivateur	/	
72	SEGNINBE Pierre	Cultivateur	/	
73	AKPODE Keke	Ménagère	/	
74	AKPODE Thelémone	Ménagère		
75	TOSSOU Ivonne	Ménagère		
76	TOSSOU Anastasie	Ménagère		
77	INDOU Florence	Vendeuse		
78	DUSSOUIGUE Félix	Cultivateur		
79	DUSSOUIGUE Pierrette	Ménagère	/	
80	NAVESBE Gnanah	Cultivateur	/	
81	LOKO Maxime	Cultivateur	/	
82	GOSOU Clotilde	Cultivateur		
83	ZINSOU Kpenakoh	Cultivateur		

(7)



P2E *SBEE



SERODDI



N°	Nom et Prénoms	Structure/Profession	Sexe (M/F)	Quartier	Contacts	Engagement
34	BOCO Jeanette	Revendeuse	F		/	
35	BOCO Salomé	Cultivateur	M		/	
36	HOUSSEUGBE Clotilde	Cultivateur	F		/	
37	ZANDJANANKOU Pascal	Sœur	M		/	
38	SETONDI Wilfried	agriculteur	M		/	
39	FASHOLA Lawadjo	Sœur	M		/	
40	ONDUGBE Béatrice	cultivateur	M		/	
41	RAFAT Benoit	Cultivateur	M		/	
42	HOUSSEUGBE Dominique	Cultivateur	F		/	
43	ZANDJANANKOU Elisabeth	Revendeuse	F		/	
44	HESSON Cyndie	Cultivateur	M		/	
45	DOSSEU Véronique	Revendeuse	F		/	
46	DEGLA Françoise	Ménagère	F		/	
47	LODJOU Hervé	Cultivateur	M		/	
48	DOSSEU Louise	Ménagère	F		/	
85	DASODJI Elisabeth	Ménagère	F			
100	DIDAGBE Estelle	Ménagère	F			
104	HOUSSEUGBE	Général	F			

8

ANNEXE 5 : LISTES DE PRESENCE DES PERSONNES RESSOURCES RENCONTREES

ÉLABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET DU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ÉLECTRIFICATION RURALE

LISTE DES PERSONNES RESSOURCES RENCONTREES

Date: 04/12/25

Lieu: Arrondissement Ouinkhi

N°	Nom et prénom	Fonction	Contacts	Emergence
	DANVIDE Jérôme A.D.	CA/ Ouinkhi - Centre		glo B.
	HOUSSOU H. André	SAR-OUINKHI		glo B.
	HOUSSOU Benoît	CV OUOKON		glo B.
	KETOUNDO Marcelin Bayilou			glo B.
	TAÏOU Thiéophile	CV Ahicou		glo B.



Signature de M. DANVIDE



SBEE



Ministère de l'Environnement et des Forêts

SIBODDI

GIRE



ÉLABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET DU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ÉLECTRIFICATION RURALE

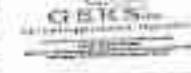
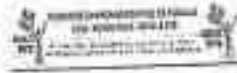
LISTE DES PERSONNES RESSOURCES RENCONTREES

Date : 26/11/25

Lieu : Arrondissement de ngédembo

N°	Nom et prénoms	Fonction	Contacts	Emargement
01	DAGNIHOUN T. Damase	CAKPEDEKPO		
02	Adoussou A. Augustin	Ngangbadje		
03	OYELEKAN AKIM	GREGON		
04	FADONOUARO FRANÇOIS	Sage GREGON		
05	AYEDJOU AKAN	Sage GREGON		
06	LADE LOUI	CYAYE KOU		





ELABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET DU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ÉLECTRIFICATION RURALE

LISTE DES PERSONNES RESSOURCES RENCONTRÉES

Date: 26/11/2025

Lieu: Ada Kplamé

N°	Nom et prénom	Fonction
01	HOUNGNON Hensavi Valentin	C.A
02	MISSAVI D. Elande	Personne Ressource
03	METOGBAN Germain	Personne Ressource
04	GLITO Victorine	Représentante des Femmes
05	KOHASOBE Kossi	Conseiller
06	BATHOLA Salako	Représentant des Jeunes de Kink
07	ALISSO Maxime	Représentant des Femmes de Kink
08	ADJINAKPO Dehonobé	Page de Kink
09	TEHOKPON Nicolas	C.V. Sankoumby



HOUNGNON H. Valentin





ÉLABORATION DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP), DE L'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET DU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION (PAR) DU SOUS-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES PISTES D'ACCÈS AUX SITES AGRICOLES ET DE BARRAGE ET D'ÉLECTRIFICATION RURALE

LISTE DES PERSONNES RESSOURCES RENCONTRÉES

Date :

Lieu :

N°	Nom et prénoms	Fonction	Contact	Engagement
01	ADJINBA Elatoye'	C/STABU		
02	SOKEKOU D. Pascal	CEA MAEP-GU		
03	AKED TANGHON	CA/TANGHON		
04	VOUHANOU Lant'			
05				
06				
07	PEGYENOP Toulou	CU Doga Doga		

①

[illegible]

2

**ANNEXE 6 : QUELQUES IMAGES DES
PATRIMOINES CULTURELS ET CULTUELS DANS LA
ZIIP (Non affectés par le sous-projet)**



Divinité Ogou à Adjanoudoho



Mosqué à Adjanoudoho



Eglise evangelique à Adjanoudoho



Mosqué à yawa



Eglise évangélique à goussoé



Eglise EEU à goussoé



Divinité ogou à goussoé



Divinité dan à davi-sogo



Eglise évangélique à premiergon

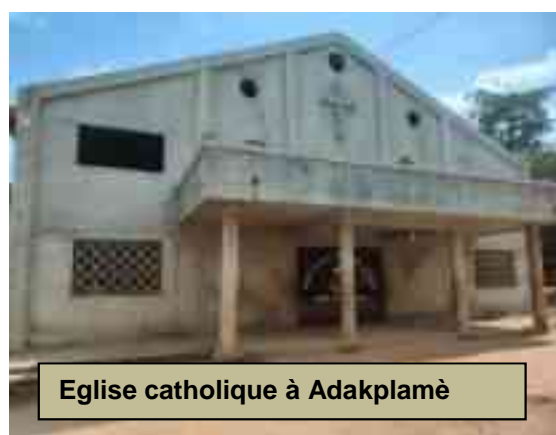


Eglise évangélique à Davi-sogo

Prise de vues : Travaux de terrain, Décembre 2025



Mosquée à Adakplamè



Eglise catholique à Adakplamè



Eglise Céleste à Adaklpamè



Mosquée à Adamè

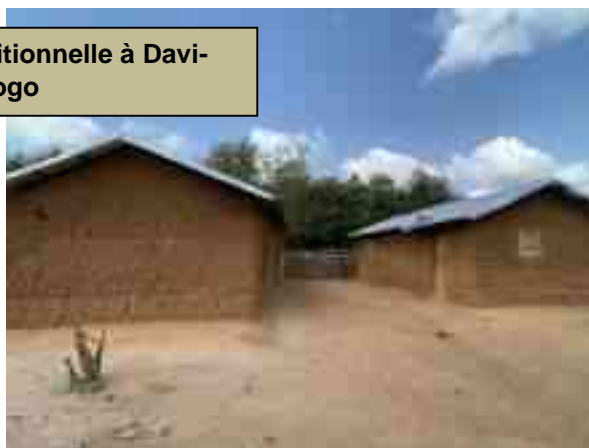


Planche 1 : Quelques sites sacrés à Kétou
Source : Groupement IVATIS et al., novembre 2025

ANNEXE 7 : QUELQUES TYPES D'HABITATION ET INFRASTRUCTURES CONNEXES DANS LA ZIIP



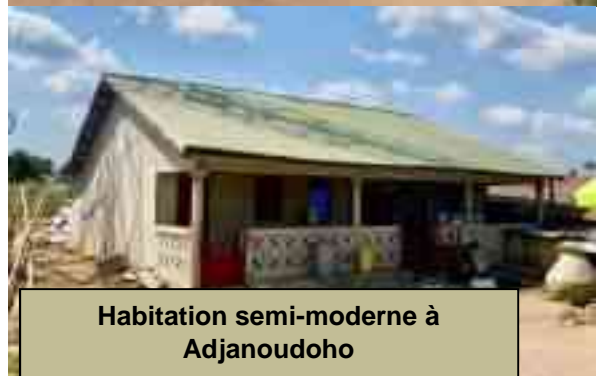
Habitation traditionnelle à Davi-sogo



Habitation semi - moderne à Davi-sogo



Habitation traditionnelle à Adjanoudoho



Habitation semi-moderne à Adjanoudoho



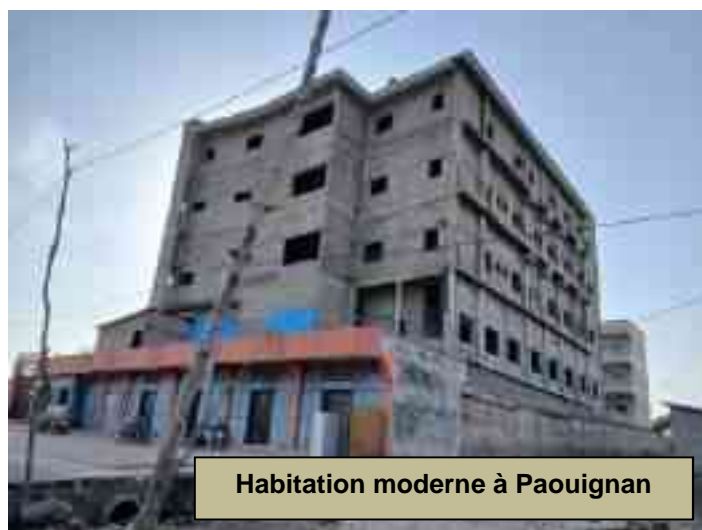
Habitation traditionnelle à premiergon



Habitation semi-moderne à Premiergon



Habitation traditionnelle à Yawa



Habitation moderne à Paouignan

Planche 2 : Différents types d'habitations à Dassa – Zounmè
Prise de vues : Travaux de terrain, Décembre 2025



Habitation traditionnelle à Agonlin Kpahou



Habitation semi - moderne à Adakplamè



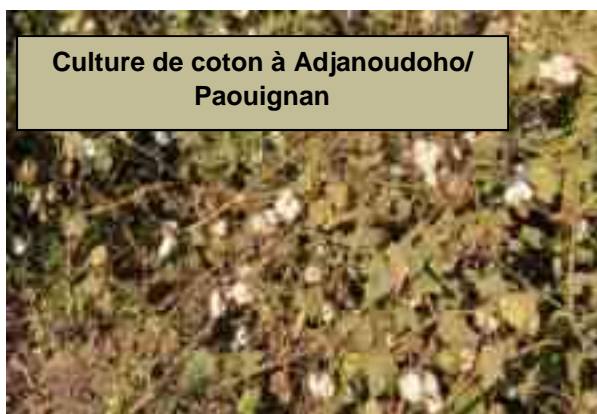
Habitation moderne à Agonlin Kpahou



Habitation semi - moderne à Adamè

Planche 2 : Différents types d'habitations à Kétou
Prise de vues : Travaux de terrain, Décembre 2025

ANNEXE 8 : QUELQUES TYPES DE PLANTATIONS ET CULTURES DANS LA ZIIP



**Culture de coton à Adjanoudoho/
Paouignan**



Culture manioc à Sokpa



**Culture de maïs premiergon à
Adjanoudoho/ Paouignan**



Culture de graine de palme a Sokpa



Culture de poids d'engole à YAWA



Anarcardiens à Goussoé



**Plantation de tecks a Olorun shogo /
Kétou**



**Plantation de teck à Adakplamè /
Kétou**



**Culture de manioc a Adakplamè/
Kétou**

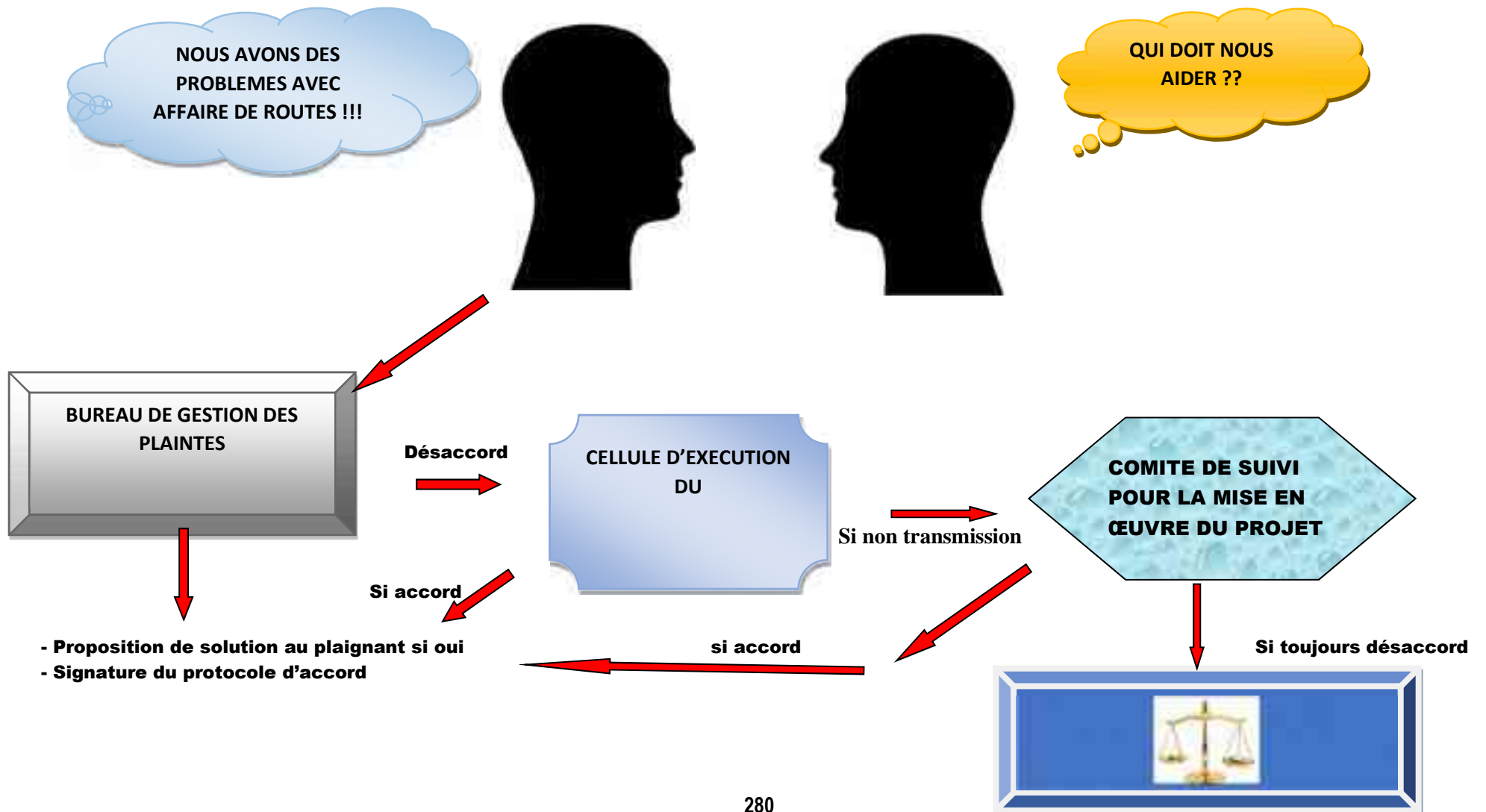


**Culture de maïs à Olorun shogo /
Kétou**

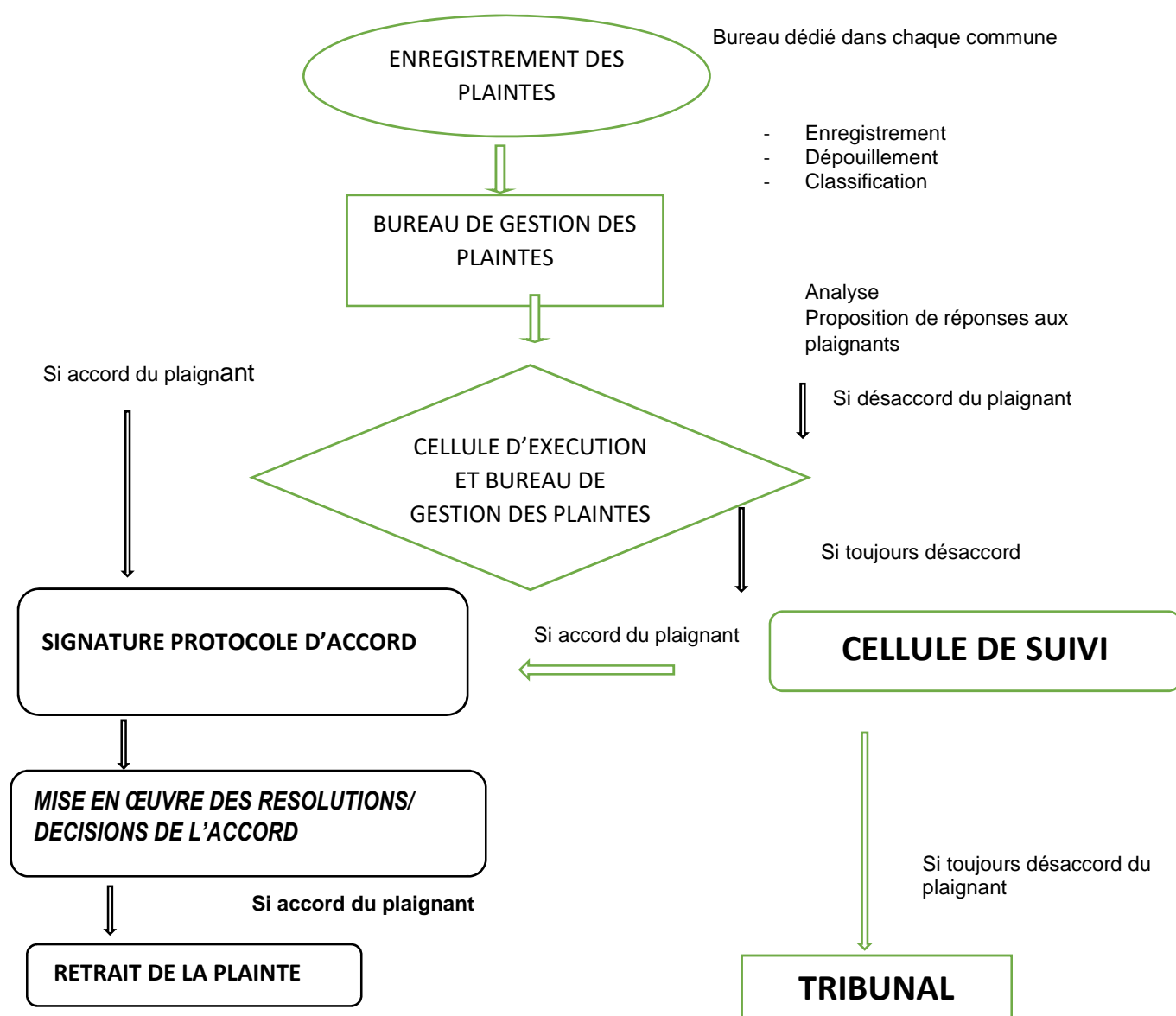
Planche 3 : Formation végétale dans la zone d'influence indirecte du Projet
Prise de vues : Travaux de terrain, Décembre 2025

ANNEXE 9 : MECANISME DE GESTION DES PLAINTES

DEMARCHE



ETAPES DE LA GESTION DES PLAINTES



ANNEXE 2 – MODELE DE FICHE DE PLAINTE

FICHE DE GESTION DES PLAINTES PTUA-PAR

Date : _____
Commune de Quartier
Dossier /CNI N°

PLAIGNANT

Nom et prénom du (de la) plaignant(e) : _____
Adresse : _____
Commune/Quartier : _____
Bien impacté : _____

DESCRIPTION DE LA PLAINTE:

.....
.....
.....

A, le.....

(Signature du (de la) plaignant(e))

TRAITEMENT DE LA PLAINTE PAR LE BUREAU DE GESTION DES PLAINTES/CE-PAR

.....
.....
.....

A, le.....

(Signature du Bureau de Gestion des Plaintes)

AVIS DU (DE LA) PLAIGNANT(E) :

.....
.....
.....

A, le.....

(Signature du (de la) plaignant(e))

RESOLUTION FINALE

.....
.....
.....

A, le.....

(Signature du Président du Comité de Gestion)

(Signature plaignant(e))

PROTOCOLE D'ACCORD

Photo	BUREAU DE LA GESTION DES PLAINTES	Projet DOGO-BIS	A
		Date d'accord :	Page :
	PROTOCOLE D'ACCORD		

ACCORD SUR LA GESTION DES PLAINTES

Je
soussigné.....

Identifiant N°

CNI N°

Habitant la Commune dequartier
..... atteste sur l'honneur qu'après avoir porté plainte, je
suis satisfait de la réponse et de la solution apportée par le
Bureau de Gestion des Plaintes. En foi de quoi, je certifie par ce
document mon accord, mon adhésion au processus mis en place
pour la résolution de mes préoccupations. En conséquence, je
retire de façon formelle et officielle ma plainte.

Signature du plaignant

Nom et prénoms du plaignant

ANNEXE 10 : DÉTAILS SUR LES CONSULTATIONS INSTITUTIONNELLES ET PUBLIQUES

Consultations institutionnelles

La réalisation de cette Mission d'élaboration des EIES du sous-projet d'aménagement des pistes d'accès aux sites agricoles et au barrage et d'électrification rurale s'est réalisée de façon participative. Dans les départements du Zou, des Collines et du Plateau qui prennent en compte les Communes de Kétou, Ouinhi, Zagnanado, Covè et Dassa-Zoumè, les consultations institutionnelles ont été réalisées auprès des responsables politico-administratifs et techniques des Mairies ; la Direction Régionale de la SBEE, les Directions Départementales : du Cadre de Vie et des Transports (DDCVT) ; de l'Energie, de l'Eau et des Mines (DDEEM) et des Affaires Sociales ; de la Microfinance (DDASM) et la Direction Générale de la Planification et de l'Electrification Rurale (DPER) comme l'illustre la planche 3.



Planche 4 : Séances de consultations institutionnelles
Prise de vue : Groupement IVATIS/SEBODDI/GERS, décembre 2025

La collecte des données de terrain effectuée du 24 novembre au 06 décembre 2025 auprès des parties prenantes institutionnelles (autorités préfectorales, municipales, etc.) a permis de recueillir leurs besoins en matière d'électrification et d'aménagement routier, leurs avis et mieux, de connaître leurs opinions et craintes sur le sous-projet objet de la présente EIES. Elle a également permis de prendre en compte les suggestions probables des différents groupes d'acteurs bénéficiaires du sous-projet pour assurer la réalisation sans faille des activités au cours des différentes phases d'exécution du projet.

Consultations du public

La consultation du public prévue dans le cadre du processus d'évaluation environnementale et sociale des travaux du sous-projet s'est déroulée conformément à la réglementation environnementale et sociale en vigueur en République du Bénin. Elle a suivi plusieurs étapes visant à assurer une large participation des populations riveraines potentiellement affectées par la mise en œuvre du sous-projet le long des emprises.

Dans un premier temps, des séances de focus group ont été organisées avec différentes catégories d'acteurs clés. Ces séances ont inclus des :

- rencontres avec les chefs de quartiers/villages assistés de leurs conseillers locaux dans les différentes localités concernées par le sous-projet ;
- discussions avec des sages des différentes zones ;
- réunions avec les responsables des services techniques chargés de l'environnement des communes.

La consultation du public constitue la dernière étape de l'implication de la population. Elle revêt une importance décisive dans le processus. Plusieurs consultations du public ont été organisées tout au long de la réalisation de l'Étude d'Impact Environnemental et Social (EIES) par l'équipe de consultants.

Les consultations du public ont été organisées par groupements de plusieurs quartiers et/ou villages, en fonction de leur proximité géographique. Cette approche vise à garantir une prise en compte effective de l'ensemble des populations concernées, tout en optimisant les ressources et le temps disponible pour le consultant.

En regroupant plusieurs localités proches, cette méthodologie a permis :

- une meilleure représentativité des différentes communautés impactées par le sous-projet ;
- une plus grande efficacité dans la collecte des informations, évitant la dispersion et la multiplication des sessions ;
- une dynamique d'échange plus enrichissante entre les populations voisines partageant des réalités similaires ;
- une organisation logistique plus réaliste et adaptée aux contraintes du terrain.

Les séances de consultation ont été planifiées de manière à garantir la participation de toutes les catégories sociales, en tenant compte des horaires et des lieux appropriés pour chaque groupe (femmes, jeunes, personnes âgées, etc.). Des outils interactifs et inclusifs ont été utilisés afin de favoriser l'expression des préoccupations et attentes des différentes parties prenantes.

Ces consultations visent à évaluer l'acceptabilité sociale du sous-projet par les populations riveraines et à préparer la mise en œuvre d'un plan de communication visant à éviter d'éventuels conflits sociaux et à faciliter l'acceptation continue du sous-projet par les populations. Un accent particulier a été mis sur l'information et la sensibilisation afin de recueillir l'avis de toutes les parties prenantes concernées par le sous-projet et sur les mesures à prendre.

L'approche s'est basée sur la concertation et la participation, impliquant tous les acteurs ayant un intérêt direct dans le sous-projet ou ses retombées. Cela comprend l'Unité de Gestion du Projet, les services techniques en charge de la gestion des questions environnementales, les autres partenaires du projet, l'administration locale, les collectivités territoriales, la société civile et les représentants des bénéficiaires.

Des campagnes d'information et de sensibilisation ont été également menées auprès des populations, des entités publiques et privées situées dans l'emprise du sous-projet. Ces campagnes ont porté sur divers aspects tels que la mise en œuvre du sous-projet, ses effets bénéfiques, ses impacts environnementaux et sociaux, les mesures de compensation envisagées, les questions de santé-sécurité, les violences à caractère sexiste et l'hygiène.

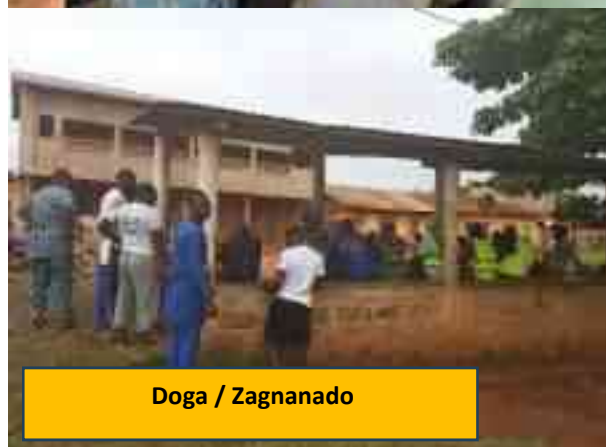
Dans le cadre de la présente mission, des consultations du public ont été organisées du 24 novembre au 06 décembre 2025 sur l'ensemble des 23 localités dans les Communes de Kétou, Ouinhi, Zagnanado, Covè et Dassa-Zoumè concernées par le présent sous-projet.



Adjanoudoho/ Dassa



Agonli Kpahou/ Kétou



Doga / Zagnanado



Agbogbomey / Dassa



Adakplamè / Kétou



Kpankou/ Kétou



Ahito / Zagnanado



Ouokon-Zoungome / Ouinhi



Dohounmè/Zagnanado





EPP Idéna /Kétou



Agbossassa Adame / Kétou



Olorun Shôgo /Kétou



Planche 5 : Quelques séances de consultations publiques
Prise de vue : Groupement IVATIS/SEBODDI/GERS, décembre 2025

Les consultations du public réalisées avaient pour visée d'informer les populations locales du sous-projet et de les sensibiliser quant à leur participation aux travaux de collecte des données. Elles ont aussi permis de pouvoir identifier en amont les risques environnementaux et sociaux probables et de recueillir leurs craintes, attentes et préoccupations par rapport au sous-projet.

🗑 Entretiens avec les autorités

Il a été organisé une série d'entretiens avec les différentes autorités et responsables voire quelques personnes ressources concernées dans le cadre du sous-projet. (Voir quelques photos en planche 5)



CV Lanta / Covè





SE / Dassa



SAA / Dassa



CV d'Adjanoudoho / Dassa



CA / Paouignan



Roi de Agonli Kpahou



CA / Adakplamè (Kétou)



CA / Kpédékpo



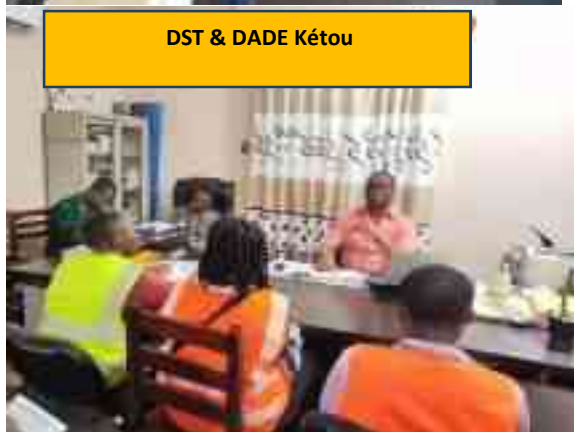
CA & SAA / Ouinhi



Maire/Kétou



SE/Kétou



DST & DADE Kétou



DST/DADE/C/SEST



Responsable du Centre
Social/Kétou



CV/ Gakou



Maire des jeunes/Kétou



Mairie/Kétou



Planche 6 : *Quelques séances d'entretien avec les personnes ressources*

Source : *Groupe IVATIS/SEBODDI/GERS, Décembre 2025*

🔍 **Enquêtes socio-économiques**

Dans la perspective de disposer de données permettant de mener à bien la présente étude, une enquête de terrain a été organisée. A ce titre, une approche participative et inclusive a été utilisée afin d'impliquer tous les acteurs susceptibles d'être concernés par le sous-projet. Les investigations ont été réalisées par une équipe d'agents de collecte des données supervisée par les experts commis avec des fiches de collecte des données, des GPS et des appareils photos numériques suivant la période allant du 24 novembre au 06 décembre 2025. Ces investigations ont permis de cerner les enjeux environnementaux et socio-économiques du milieu en rapport avec le sous-projet soumis à l'EIES et de compléter les informations obtenues sur la base de la documentation.

ANNEXE 11 : METHODE D'ESTIMATION DES COUTS DE MISE EN ŒUVRE DU PGES

Méthode d'estimation des coûts de mise en œuvre du PGES

Les coûts de mise en œuvre des différentes mesures contenues dans le PGES ont été évalués sur la base de méthodes de calcul fondées sur la quantité et le coût.

☑ Méthode d'estimation du coût des mesures concernant le milieu biophysique

En ce qui concerne le milieu biophysique, les coûts ont été évalués par rapport à : l'air, l'eau, le sol, la flore.

✎ Mesures relatives à la préservation de la composante « Air »

Ces coûts concernent entre autres les mesures liées à l'arrosage de la voie d'accès aux sites pour diminuer les émissions de poussière, d'acquisition des cache-nez contre les poussières et gaz pour la protection de l'ensemble du personnel.

Le coût de l'arrosage (C_a) a été estimé sur la base du nombre de voyages (N_v) et du coût de la citerne (C_v). L'estimation de ce coût a été faite en suivant la formule suivante :

$$C_a = C_c * N_v$$

$$C_{cn} = C_{ucn} * N_u * N_{jrs} * N_p$$

Source : Recherche documentaire, Banque mondiale. (2005). Recouvrement des coûts et tarification de l'eau pour l'irrigation et le drainage

Le coût de protection par des cache-nez (C_{cn}) a été estimé sur la base du nombre du personnel des sites (N_u), le nombre de jours passés sur le site par un usager (N_{jrs}), le nombre de phase de mise en œuvre du projet (N_p), et du coût unitaire du cache-nez (C_{ucn}). L'estimation de ce coût a été faite en suivant la formule suivante : **Mesures relatives à la préservation des composantes « Sol » et « Eau »**

Ces coûts concernent, d'une part, les mesures environnementales portant sur la gestion des déchets solides et liquides. L'entreprise devra d'une part acquérir des poubelles pour la collecte des déchets solides, des fûts pour les huiles usagées et d'autre part s'abonner aux structures agréées de collecte des déchets solides ménagers, des déchets liquides (huiles de vidanges, produits chimiques, etc.), des déchets industriels (roues métalliques, pneus, filtre à huile, filtre à air, etc.).

Les coûts d'acquisition des poubelles (C_p), des toilettes mobiles (C_{tm}) et des fûts (C_f) ont été estimés en fonction du nombre de poubelles (N_p), toilettes mobiles (N_{tm}) ou fûts (N_f) qui sera disposé sur les sites, du coût unitaire d'une poubelle (C_{up}), d'une toilette mobile (N_{utm}) ou d'un fût (C_{uf}). L'estimation de ces différents coûts a été faite par les formules suivantes :

$$\text{Coût des fûts} = C_{uf} * N_f$$

$$\text{Coût des toilettes mobiles} = C_{utm} * N_{tm}$$

$$\text{Coût des poubelles} = C_{up} * N_p * N_c$$

Source : Recherche documentaire, Banque mondiale. (2005). Recouvrement des coûts et tarification de l'eau pour l'irrigation et le drainage

✎ Mesures relatives à la préservation des composantes « Flore et Faune »

Plusieurs arbres de diverses espèces pourront être coupés au cours des travaux. Il s'agit des arbres qui disposent d'une valeur économique et sociale dans la zone pour les communautés. La mesure relative à la protection de la végétation ou au reboisement compensatoire devra être prise en compte par le promoteur. Le coût du reboisement compensatoire (**Crc**) a tenu

compte du nombre total de plants à reboiser (**Ntp**), le coût unitaire d'un plant (**Cup**), et le coût total des opérations sylvicoles (**Ctos**).

Soit (**Stn**) la superficie totale nécessaire sur laquelle sera effectuée le reboisement : **Stn = Ntp * Svp** avec Svp la superficie vitale d'un plant (**Svp=dp * dl**). Notons que **dp** est la distance entre plants et **dl** est la distance entre localités. Ainsi donc l'estimation de ce coût a été faite par la formule suivante :

$$\text{Coût du reboisement compensatoire} = (\text{Cup} * \text{Ntp}) + \text{Ctos}$$

Pour l'estimation des coûts, les éléments suivants ont été prise en compte : matérialisation et défrichement du site ; achat de plants (essence à croissance rapide) ; transport, distribution des plants ; confection, distribution des piquets et piquetage ; trouaison et mise en terre des plants ; entretien ; surveillance et protection de la plantation contre les feux et la divagation du bétail. Les prix de référence de la Direction Générale des Eaux, Forêts et Chasse (DGEFC) ont été utilisés pour déterminer les prix des travaux de reboisement.

Tableau 1 : Grille d'estimation monétaire des plantations affectées

N°	Activités	Unité	Prix unitaire (FCFA)
1.	Achat de plants (essence à croissance rapide)	Plants	500
2.	Confection, distribution des piquets et piquetage	Piquets	400
3.	Trouaison	Plants	300
4.	Opération de mise en terre des plants	Plants	300
5.	Entretien / Surveillance et protection de la plantation contre les feux et la divagation du bétail	ff/m	25 000

Source : DGEFC, 2017

Les actions de reboisement compensatoire concerneront un nombre de plants dont le **nombre total serait 3 fois le nombre d'arbres qui serait abattu dans le cadre des activités du projet.**

Mesures relatives à la préservation de la santé publique

Les sensibilisations pour la lutte contre les IST et le VIH/SIDA se feront au démarrage et au cours des travaux. De façon pratique au démarrage des travaux, une sensibilisation sera organisée à tout le personnel du site (usagers et Responsable HSE) sur les connaissances à avoir sur les différentes thématiques à aborder par le Manager ESSS. Au cours des travaux, les ouvriers seront régulièrement sensibilisés pendant un quart (1/4) d'heure (un rappel des bons comportements à adopter) par les Superviseurs HSE au quotidien avant le démarrage des activités.

Par ailleurs, une attention particulière sera accordée aux jeunes filles des localités de Kétou, Ouinhi, Zagnanado, Covè et Dassa-Zoumè et aux revendeuses des divers produits de consommation qui seront directement influencées par la présence des travailleurs. Cette Mission pourrait être également confiée à une ONG ou tout organisme spécialisé dans ce domaine et opérant dans la zone. Ainsi, le coût total des campagnes de sensibilisation (**Ctcs**) a tenu compte du coût des moyens nécessaires de préparation et d'organisation pour une séance (**Cmnpos**) et du nombre total de séances prévues (**Ntsp**) avec $\text{Ntsp} = \text{nombre de séances avant et au cours des travaux}$.

$$\text{Ctcs} = \text{Cmnpos} * \text{Ntsp}$$

Source : Agence Française de Développement. (2019). *Guide méthodologique Initiatives OSC*. Paris : AFD.

Mesures relatives à la préservation de la sécurité publique

Le coût de mise en œuvre des mesures destinées à assurer la sécurité prend en compte le port des EPI par les ouvriers et usagers du site, les activités de balisage du site, d'installation des panneaux de signalisation et de sécurité, et le recrutement d'un porteur de drapeau.

Le calcul du coût d'acquisition des balises (C_b) et panneaux de signalisation (C_{ps}) va s'effectuer sur la base du nombre de balises (N_b) et de panneaux (N_{ps}) à acheter, du coût unitaire d'une balise (Cub) et d'un panneau ($Cups$).

$$\text{Coût des balises} = Cub * Nb$$

$$\text{Coût des panneaux de signalisation} = Cups * Nps$$

Pour le calcul du coût EPI (bottes, casques, etc.), se référer à la formule de calcul du coût d'acquisition des cache-nez.

ANNEXE 12 : CONTENU DU PGES-CHANTIER

Le Plan de Gestion Environnementale et Sociale de Chantier (PGES-Chantier) est un document contractuel obligatoire que chaque entreprise devra soumettre dans son offre technique et mettre en œuvre avant le démarrage des travaux, conformément aux exigences :

- ✓ du Cadre Environnemental et Social (ESF) de la Banque mondiale ;
- ✓ des Normes Environnementales et Sociales (NES) ;
- ✓ de la réglementation béninoise en matière d'EIES ;
- ✓ du présent rapport EIES et de son PGES.

1. Organisation environnementale et sociale du chantier

Élément	Exigences minimales
<i>Organigramme ESS</i>	Schéma clair montrant le Responsable HSE/ESS, ses assistants et leurs relations hiérarchiques
<i>Responsabilités</i>	Description des rôles ESS, VBG/EAS/HS, sécurité et relations communautaires
<i>Ressources humaines</i>	Présence obligatoire d'un Spécialiste ESS qualifié
<i>Coordination</i>	Lien fonctionnel avec l'UGP, la Mission de Contrôle et les autorités locales

2. Gestion Hygiène – Santé – Sécurité (HSS)

Volet	Exigences
<i>Analyse des risques</i>	Identification des risques professionnels (chutes, électrocution, accidents, bruit, incendie, etc.)
<i>EPI</i>	Liste des EPI spécifiques (pistes / électricité) + preuves de disponibilité
<i>Plan de circulation</i>	Schéma de circulation des engins et piétons
<i>Premiers secours</i>	Présence de trousses, personnel formé, centre de santé de référence
<i>Sécurité des riverains</i>	Balisage, signalisation, information
<i>Formation</i>	Sessions obligatoires HSS pour le personnel

3. Gestion des déchets

Type de déchet	Mesures exigées
<i>Déchets solides</i>	Tri, stockage sécurisé, évacuation autorisée
<i>Déchets dangereux</i>	Stockage sous rétention, traçabilité
<i>Huiles usagées</i>	Collecte spécialisée
<i>Eaux usées</i>	Traitement / évacuation contrôlée
<i>Preuves</i>	Bordereaux d'élimination

4. Protection de l'environnement

Impact potentiel	Mesures exigées
<i>Poussière</i>	Arrosage, limitation vitesse
<i>Bruit</i>	Horaires, EPI, entretien engins
<i>Pollution sol/eau</i>	Bacs de rétention, procédures d'urgence
<i>Déforestation</i>	Limitation emprises, reboisement
<i>Sites emprunt</i>	Réhabilitation obligatoire

5. Gestion sociale et communautaire

Thème	Exigences
Information	Sensibilisation des populations
Recrutement local	Priorité à la main-d'œuvre locale
MGP	Mécanisme de gestion des plaintes fonctionnel
VBG/EAS/HS	Plan de prévention + code de conduite
Groupes vulnérables	Mesures spécifiques d'inclusion

6. Protection du patrimoine culturel

Élément	Exigence
Découverte fortuite	Procédure écrite obligatoire
Sites sensibles	Mesures de protection

7. Suivi environnemental et social

Type d'indicateur	Exemples
IPM	Nombre de réunions ESS, formations
IPO	Taux de port des EPI, accidents
ICE	Qualité de l'eau, sols, végétation
Rapports	Rapports mensuels ESS
Audits	Audits environnementaux

8. Plan d'urgence et gestion des accidents

Volet	Exigences
Alerte	Procédures affichées
Évacuation	Points de rassemblement
Incendie	Extincteurs, formations
Accidents	Coordination avec services de santé

9. Documents obligatoires à joindre à l'offre

Document	Caractère
PGCSPS	Obligatoire
Plan d'urgence	Obligatoire
Plan HSS	Obligatoire
CV Spécialiste ESS	Obligatoire
Diplômes ESS	Obligatoire
Assurance tous risques chantier	Obligatoire
Garantie Performance ESS-HSS	Obligatoire

10. Validation et mise en œuvre

Étape	Responsable
Soumission PGES	Entreprise
Avis technique	Mission de Contrôle
Non-objection	ABE / UGP
Mise en œuvre	Avant travaux

11. Clause DAO recommandée

« Aucun démarrage de travaux ne sera autorisé sans validation du PGES-Chantier par l'UGP, la Mission de Contrôle et l'ABE. »